



Numéro 9 - septembre 2010

Résultats économiques des exploitations agricoles en 2008

Réseau d'information comptable agricole

Au sommaire :

Situation financière et disparité
des résultats économiques des exploitations





<u>Page 2</u>	Avant-propos
Page 3	Situation financière et disparité des résultats économiques des exploitations
<u>Page 13</u>	Les résultats économiques en 37 fiches thématiques
Page 13	A - La production de l'exercice <i>Stabilité globale en 2008</i>
Page 19	B - Les subventions d'exploitation <i>La prime unique représente 60% des subventions d'exploitation</i>
Page 23	C - Les charges <i>Forte hausse des dépenses en engrais et en énergie</i>
Page 31	D - Les résultats <i>Baisse importante des résultats en 2008</i>
Page 37	E - L'actif et l'investissement <i>Un actif moyen de 381 100 euros par exploitation</i>
Page 43	F - Le passif et l'endettement <i>Les contraintes de l'endettement s'accroissent en 2008</i>
Page 47	G - Analyse financière <i>La rémunération du travail reste faible pour les petites et moyennes exploitations</i>
<u>Page 53</u>	Les annexes

AVANT-PROPOS

La vingt-cinquième édition du rapport annuel du Réseau d'information comptable agricole (RICA) analyse les résultats économiques des exploitations agricoles en 2008. Elle propose une série de fiches, réunies en sept chapitres qui examinent les différents thèmes abordés par le RICA. Ces fiches sont précédées d'un article général, qui analyse les faits marquants de l'année. Le lecteur intéressé pourra trouver en fin d'ouvrage une présentation de la méthodologie utilisée pour la collecte et le traitement de l'information, du plan comptable agricole utilisé pour le RICA ainsi que la définition des divers concepts comptables.

Le RICA est une enquête par sondage réalisée auprès d'environ 7 500 exploitations agricoles, sur lesquelles sont relevés données comptables et divers indicateurs technico-économiques. Les concepts utilisés, conformes à ceux de la comptabilité d'entreprise, peuvent parfois différer de ceux des comptes agricoles macroéconomiques. Le RICA porte sur les seules exploitations dites professionnelles, c'est-à-dire celles qui atteignent une dimension économique minimale (actuellement 9 600 unités de comptes européennes, soit 12 hectare-équivalent-blé) et emploient au moins 0,75 unité-travail-année.

Sauf indication contraire, les tableaux de la présente publication sont issus du RICA (fichiers définitifs). Ils fournissent des données moyennes par exploitation. Les évolutions sont calculées en valeur réelle.

La gestion du RICA relève de la responsabilité conjointe du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche (MAAP) et, au sein du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Pour l'exercice 2008, le Service de la Statistique et de la Prospective du Secrétariat général et les services régionaux de l'Information statistique et économique du MAAP ont produit l'enquête.

La collecte de l'information a été pour l'essentiel assurée par les centres de gestion et d'économie rurale (réseau CER France), ainsi que divers offices et experts comptables. L'Institut national de la recherche agronomique a contribué pour sa part à la valorisation des données RICA.

Cette publication a été réalisée par le bureau des Statistiques sur les Productions et les Comptabilités agricoles, de la sous-direction des Synthèses statistiques et des Revenus. Tayeb SAADI a coordonné l'ouvrage. La rédaction a été assurée par Dominique DESBOIS, Jean-Baptiste DUCLOS et Tayeb SAADI, la composition par l'atelier de composition de Beauvais.

Pour en savoir plus :

Collection Agreste

- Les comptes provisoires de l'agriculture 2009 par région et catégorie d'exploitations - *Agreste Primeur* - n° 243 - juin 2010
- Les revenus en agriculture - Fortes fluctuations et accroissement des disparités - *Agreste Primeur* - n° 247 - août 2010

SIGNES CONVENTIONNELS ET UNITÉS

-	Résultat nul	€	euro
///	Sans objet	k€	1 000 euros
ε	Chiffre inférieur à la moitié de l'unité de dernier ordre exprimé	ha	hectare
		hl	hectolitre
ns	Résultat non significatif	q	quintal = 100 kg
		t	tonne

Situation financière et disparité des résultats économiques des exploitations

En 2008, les exploitations couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) enregistrent une baisse de 23,2 % en valeur réelle du résultat courant avant impôts. La baisse est générale mais plus ou moins marquée selon les orientations. Le RCAI s'élève à 32 600 euros en moyenne en 2008, année marquée par de fortes disparités. La hausse exceptionnelle du prix du baril de pétrole pèse fortement sur les charges des agriculteurs, de façon directe par le fioul et indirecte par les engrais et amendements.

Source micro-économique, le Réseau d'information comptable agricole permet d'appréhender, avec un décalage d'un an, la situation économique et financière des exploitations agricoles dans toute leur diversité. Les données recueillies par le RICA se situent dans un cadre méthodologique et conceptuel différent de celui des comptes macroéconomiques, dont elles complètent le diagnostic.

Un retour à 2006

En 2008, les exploitations professionnelles couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) enregistrent une chute de 21,3 % du résultat courant avant impôts, un an après la forte hausse de 25 % de 2007. En valeur réelle¹, la baisse est de 23,2 %. Le RCAI retrouve en 2008 son niveau de 2006, avec 32 600 euros en moyenne par exploitation.

La production globale (157 100 euros) diminue très légèrement en valeur. Les ventes de l'année progressent de 6,9 %. La valeur des stocks chute fortement.

Les charges d'approvisionnement augmentent sensiblement (+ 16,7 %) et s'élèvent à 59 300 euros en moyenne. La plupart des postes de charges sont en hausse, situation similaire à l'année précédente. Les charges en engrais progressent de 23,9 % (après une hausse de 5,6 % l'année précédente). Les dépenses en aliments concentrés augmentent de 20,4 %, après avoir déjà augmenté de 18,4 % l'année précédente. Les dotations aux amortissements augmentent légèrement en 2008. Les charges financières sont en hausse plus marquée.

Le montant total des subventions d'exploitation (29 300 euros) progresse très légèrement

1. Les évolutions du RCAI sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice du prix du produit intérieur brut (+ 2,49 % entre 2007 et 2008). Les autres évolutions sont sauf mention contraire exprimées en valeur courante.

en 2008. Comme le RCAI diminue fortement dans le même temps, le ratio subventions d'exploitation sur résultat courant avant impôts bondit. Toutes exploitations confondues, il s'établit en moyenne à 90 % et retrouve ainsi son niveau de 2006.

La capacité d'autofinancement (CAF) chute de 11 % en moyenne. Or, les prélèvements privés, solde des retraits et des apports effectués par l'exploitant, progressent sensiblement. Dans ces conditions, l'autofinancement (solde de la CAF et des prélèvements) s'effondre de plus de 32 %.

En terme de trésorerie réelle, le tableau est moins défavorable. L'excédent de trésorerie d'exploitation ne baisse que de 1,6 %, ce qui peut expliquer en partie d'ailleurs l'évolution des prélèvements.

Le stock de dettes (140 800 euros) est en progression d'un peu moins de 6 %.

Accroissement des disparités du RCAI sur l'ensemble des exploitations

En 2008, la moitié des exploitations agricoles professionnelles dégage un résultat courant avant impôts (RCAI) supérieur à la valeur médiane de 22 300 euros. Selon les orientations technico-économiques (OTEX), les valeurs médianes du RCAI s'échelonnent entre 12 100 euros pour l'élevage ovin à 33 800 euros pour le secteur grandes cultures. Les disparités moyennes entre orientations ont peu varié ces dernières années. Sur les huit dernières années le secteur vins d'appellation d'origine dégage le meilleur résultat, alors que le secteur des ovins, autres herbivores a le plus faible. Mais sur les années récentes, les facteurs conjoncturels ont fréquemment bouleversé les positions respectives des différentes OTEX.

Selon les classes de dimension économique, les valeurs médianes du RCAI s'échelonnent entre 4 100 euros pour les « petites » exploitations (de 8 à 16 unités de dimension européenne UDE – 12 à 24 hectares équivalent blé) et 90 300 euros pour les « très grandes » exploitations (de plus de 250 UDE – plus de 375 hectares équivalent blé).

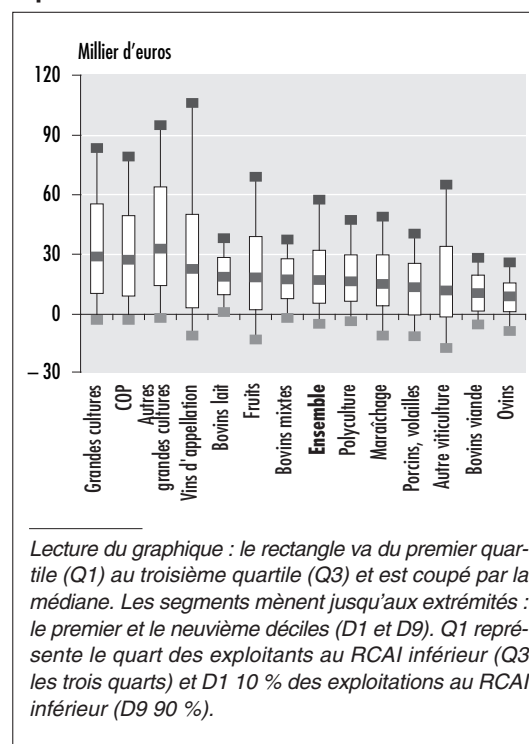
Des disparités de revenu par actif plus fortes en productions végétales qu'en productions animales

Le revenu médian par actif atteint 17 000 euros en 2008. Il atteint 28 700 euros

pour les grandes cultures, mais est inférieur à 10 400 euros pour les éleveurs de bovins viande et d'ovins, caprins et autres herbivores. Pour les revenus par actif les plus élevés, la viticulture d'appellation sort largement en tête : les 25 % des exploitations viticoles les mieux placées ont un revenu une fois et demie plus élevé que pour l'ensemble des exploitations. Toujours pour la même spécialisation, le rapport passe à 2 pour les 10 % d'exploitations aux revenus les plus élevés.

Mais à ces différences entre spécialisations, s'ajoutent de très fortes disparités internes. Dans toutes les spécialisations, des revenus très élevés et des revenus très faibles existent dans des proportions différentes. Cet « éventail » des revenus est très ouvert en viticulture, en grandes cultures et en arboriculture fruitière pour l'année 2008. L'intervalle interquartile (voir définitions) est respectivement de 47 000, 45 000 et 37 000 euros pour ces trois secteurs contre 27 000 euros toutes exploitations confondues. En production animale, l'« éventail » est plus resserré. L'intervalle interquartile est de seulement 14 000 euros pour les éleveurs d'ovins, 18 000 et 19 000 pour les éleveurs de bovins viande et bovins lait et de 26 000 euros pour les éleveurs de porcins, volailles.

Disparités du résultat courant par UTANS en 2008 selon l'orientation



Lecture du graphique : le rectangle va du premier quartile (Q1) au troisième quartile (Q3) et est coupé par la médiane. Les segments mènent jusqu'aux extrémités : le premier et le neuvième déciles (D1 et D9). Q1 représente le quart des exploitants au RCAI inférieur (Q3 les trois quarts) et D1 10 % des exploitations au RCAI inférieur (D9 90 %).

Source : RICA 2008

On retrouve ces disparités internes liées aux spécialisations dans les résultats régionaux. Les exploitations champenoises, toutes orientations confondues, obtiennent des résultats par UTANS les plus élevés mais aussi les moins homogènes. Au contraire, c'est dans la région Aquitaine que ces revenus sont les plus faibles. Les mauvais résultats en viticulture d'appellation sont à l'origine de ce constat. La région Aquitaine est en difficulté dans ce secteur, son RCAI par actif (16 500 euros) est en forte chute (- 19 %). La Champagne-Ardenne, malgré une chute marquée de 41 % de son résultat, obtient le niveau de revenu par actif le plus élevé (84 000 euros). Dans l'orientation grandes cultures, la région Champagne-Ardenne affiche un revenu par UTANS médian d'environ 61 900 euros contre 5 300 en Aquitaine. En bovins viande, la médiane du résultat par UTANS se situe à 18 800 euros pour le Languedoc-Roussillon alors qu'elle n'est que de 1 800 euros pour la région Aquitaine, les autres régions spécialisées affichant des résultats entre 3 900 et 17 100 euros.

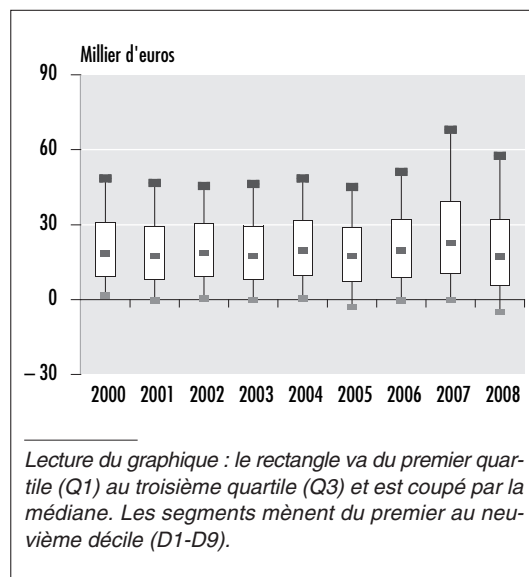
La baisse du revenu de 2008 s'accompagne d'une progression des inégalités

En 2000, la moitié des exploitations, celles aux plus faibles revenus, se partageait 20 % du revenu global contre 17 % en 2008. À l'inverse, la moitié de ce revenu global revenait en 2000 à 20 % des exploitations bénéficiant des plus hauts revenus et à seulement 18 % en 2008. La concentration des revenus agricoles s'est donc renforcée entre 2000 et 2008 au profit des exploitations aux plus hauts revenus – ou au détriment de celles déga-

geant les plus bas revenus. Le coefficient de Gini qui mesure de manière synthétique cette concentration est passé de 0,45 à 0,49. L'évolution est sensiblement la même lorsqu'il est calculé sur le résultat courant par travailleur non salarié.

La progression des disparités se constate de manière très nette sur les deux dernières années, 2007 et 2008, fortement marquées par des fluctuations importantes du revenu par exploitation ou par actif. De 2000 à 2006, l'intervalle interquartile reste assez stable (entre 21 300 euros et 23 300 euros jusqu'à 2006). Il progresse fortement en 2007 (29 200 euros) et 2008 (26 900 euros). En 2007, la hausse

Disparités du résultat courant par UTANS depuis 2000



Évolution de l'indice de Gini depuis 2000

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
RCAI	0,45	0,47	0,44	0,45	0,45	0,46	0,46	0,48	0,49
RCAI/UTANS	0,43	0,45	0,42	0,43	0,43	0,43	0,43	0,51	0,51

Source : RICA

Répartition des exploitations selon l'évolution en valeur réelle du RCAI

En %

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Baisse supérieure à 30 %	29	31	27	32	27	34	23	25	43
Baisse entre 30 et 0 %	22	22	19	22	18	23	20	16	20
Hausse entre 0 et 30 %	18	17	17	15	18	16	18	16	14
Hausse supérieure à 30 %	31	29	37	31	37	27	39	44	23

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon 2 années consécutives.

Source : RICA

exceptionnelle du prix du blé avait gonflé le revenu des céréaliers et impacté négativement les filières animales par le biais des charges en alimentation du bétail qui est à l'origine de cette plus grande dispersion. En 2008, les prix des céréales sont redescendus, mais le coût de l'énergie a provoqué des baisses pour une majorité d'exploitations.

En 2008, le nombre d'exploitations qui améliorent leur revenu en valeur réelle (119 000) est très inférieur au nombre d'exploitations qui reculent (207 000). Depuis 2000, la part des exploitations qui reculent (63 %) n'a jamais été aussi importante. La baisse est même supérieure à 30 % pour 43 % des exploitations en 2008.

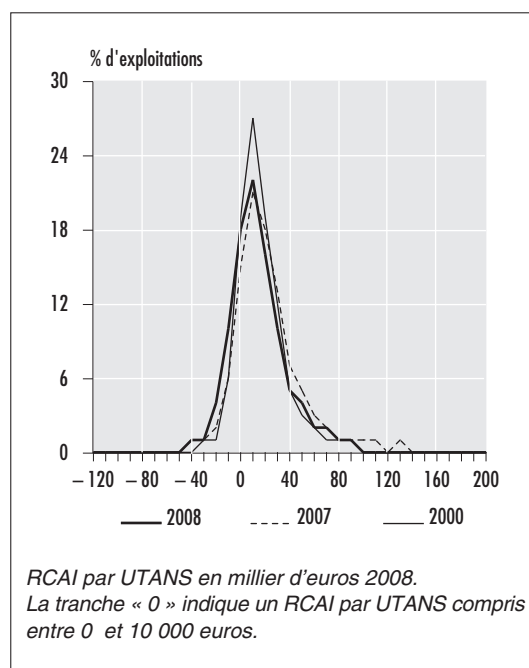
Le coefficient de variation représente le rapport entre l'écart type et la moyenne de la variable étudiée. Il constitue un indicateur synthétique de la dispersion du RCAI par actif. Plus grand est le coefficient de variation, plus forte est la dispersion. Afin d'éviter l'effet du renouvellement des exploitations dans l'échantillon du RICA, cette dispersion a été calculée sur un « cylindre » d'exploitations présentes chaque année depuis 2000, soit 2 700 exploitations.

Le coefficient, toutes exploitations confondues, oscille entre 8 et 10 qui est le point haut de 2008. L'élargissement du champ à l'étude par orientation confirme que l'année 2008 est une année d'accroissement de la dispersion du revenu par actif pour la plupart des orientations.

tations. Sur la période 2000-2008, la valeur du coefficient de variation du RCAI par actif est maximale pour l'année 2008 pour 6 des 11 orientations.

Ce renforcement de la concentration peut également être mis en évidence sur la courbe de distribution du revenu par un plus grand étalement : en 2007 et 2008, il y a moins d'exploitations

Distribution du RCAI par UTANS en 2000, 2007 et 2008



Source : RICA 2000, 2007 et 2008

Évolution du coefficient de variation annuel du RCAI par UTANS selon l'orientation

Orientation	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Ensemble	8,4	8,8	7,6	9,2	8,7	9,2	8,3	9,1	10,4
Grandes cultures	7,2	8,0	6,2	6,6	6,0	6,9	6,0	5,8	6,8
Céréales, oléagineux, protéagineux	6,5	7,5	6,1	6,2	5,9	6,5	6,1	5,0	6,8
Autres grandes cultures	8,1	7,2	6,0	6,8	6,0	6,9	5,2	7,8	6,6
Maraîchage, horticulture	7,6	6,3	6,1	7,4	16,8	8,6	8,9	20,6	25,3
Vins d'appellation d'origine	8,9	9,2	8,1	12,9	10,8	13,5	13,1	13,3	14,9
Autre viticulture	10,0	16,7	15,6	7,3	10,2	28,7	32,0	22,0	18,6
Fruits	9,7	10,0	9,3	9,0	9,1	32,0	6,4	8,4	9,7
Bovins lait	4,5	5,4	5,2	6,1	4,9	5,1	5,5	5,2	6,0
Bovins viande	7,6	6,9	6,7	7,7	6,8	5,3	5,5	6,6	9,2
Bovins mixtes	5,7	7,1	5,3	4,7	6,3	4,2	3,4	4,5	5,8
Ovins, autres herbivores	5,8	7,1	5,3	7,1	6,2	8,1	6,1	5,9	10,2
Porcins, volailles	7,2	5,6	7,5	6,2	11,1	4,8	6,2	7,6	12,9
Polyculture, polyélevage	5,9	6,1	5,9	7,5	5,4	6,2	6,4	6,5	8,3

Champ : exploitations présentes depuis 2000 jusqu'à 2008 (2 693 exploitations).

Source : RICA

autour de la moyenne qu'en 2000, mais le nombre d'exploitations à revenu faible ou élevé augmente.

Un peu plus de 52 000 exploitations (soit 16 % de l'ensemble) ont été déficitaires en 2008. Toutes les orientations sont concernées. Depuis 2000, cette proportion n'avait jamais été aussi importante. Ce ratio oscille entre 9 % dans l'orientation bovins lait et monte jusqu'à 29 % en autre viticulture.

À l'opposé, 14 % des exploitations ont un résultat supérieur à 70 000 euros. C'est le cas pour seulement 2 % des éleveurs de bovins viande et d'ovins contre 26 % des exploitations de la filière viticulture d'appellation.

Tous les indicateurs de dispersion sont convergents : les disparités de revenu ont progressé en 2007 et 2008. Le revenu médian, les quartiles Q1 et Q3 et le neuvième décile D9 en 2007 n'ont jamais été aussi élevés depuis 2000. L'année 2008 est tout l'opposé. Le revenu médian, le quartile Q1 et le décile D1 n'ont jamais été aussi faibles depuis 2000. Les bas revenus sont les plus touchés : 16 % des exploitations sont déficitaires.

Une baisse du résultat généralisée

En 2008, le résultat courant avant impôts est en baisse dans toutes les orientations sans exception. La baisse est particulièrement marquée pour les éleveurs d'ovins et de bovins viande avec des évolutions respectives de l'ordre de - 27 % et - 32 %. La situation est particulièrement difficile pour ces deux orientations qui avaient déjà constaté une baisse en 2007 : - 8 % pour les éleveurs d'ovins et - 27 % déjà pour les éleveurs de bovins viande. Leur résultat atteint un niveau extrêmement faible : 13 700 euros en moyenne pour les éleveurs de bovins viande et 13 400 euros pour les éleveurs d'ovins, secteur connu pour être le moins profitable des grands secteurs agricoles.

Les **grandes cultures** qui avaient connu plusieurs années difficiles, avant un rétablissement en 2006 (+ 48 %) et une situation exceptionnelle en 2007 (+ 74 %), enregistrent une baisse de 23 % (29 % pour les exploitations spécialisées en céréales, oléagineux, protéagineux) en 2008. Le résultat courant atteint tout de même 45 700 euros en moyenne en 2008.

Les exploitations spécialisées en **viticulture d'appellation** ont connu, ces dernières années, des résultats très fluctuants d'un exercice à l'autre. Après deux baisses consécutives en 2005 et 2006, le RCAI enregistre une vive hausse en 2007 (+ 27 %) avant une baisse presque équivalente en 2008 (- 23 %). Il s'élève en moyenne à 48 900 euros par exploitation, un niveau proche de l'année 2006. Mais ces résultats moyens ne reflètent pas suffisamment les forts contrastes qui existent naturellement entre les différentes régions viticoles françaises. La région Languedoc-Roussillon est en grande difficulté, son RCAI déjà faible est en forte chute (- 71 %). La Provence s'en sort relativement mieux avec une baisse réduite de l'ordre de 6 %. En Aquitaine, le recul du RCAI est de 20 %. La situation reste relativement confortable pour les régions viticoles de la moitié nord du pays, en particulier pour la Champagne-Ardenne et la Bourgogne. La région Champagne-Ardenne, malgré une chute marquée d'un peu plus de 36 % de son résultat, obtient le niveau de revenu le plus élevé (110 200 euros). La Bourgogne, quant à elle, est la seule grande région viticole à voir son résultat progresser : il atteint désormais 78 800 euros en moyenne.

Après la crise de 2007 dans le **hors-sol** avec une baisse de 46 % du RCAI, la chute est de l'ordre de 13 % en 2008 et le RCAI s'établit à 20 300 euros. Les éleveurs de volaille spécialisés et les éleveurs de porcs spécialisés ont des évolutions de revenu totalement différentes. Pour les premiers la baisse est contenue : le RCAI baisse de 4 %. Pour les seconds le

Part de la population ayant un RCAI par UTANS négatif ou nul

En %

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
RCAI ≤ 0	8	11	10	10	10	13	10	10	16

Source : RICA

constat est plus alarmant. En effet le RCAI moyen dans ce secteur est de seulement 1 700 euros.

Le RCAI des éleveurs de **bovins laitiers** est en baisse de 9 %. Il s'élève à 31 100 euros en moyenne par exploitation. La situation est contrastée selon les régions. Le RCAI progresse en Franche-Comté et en Auvergne (respectivement + 7 % et + 18 %) mais chute en Bretagne (- 14 %).

Le résultat des exploitations spécialisées en **autre viticulture** recule de près de 13 % après un redressement en 2006 et 2007. La baisse est variable selon les régions. Le vignoble méditerranéen connaît une situation stable par rapport à l'année précédente. Le RCAI des exploitations viticoles du Languedoc-Roussillon progresse fortement mais reste à un niveau relativement faible. Enfin, le vignoble de Poitou-Charentes affiche des niveaux de résultats élevés malgré une baisse de RCAI d'un peu moins de 19 %.

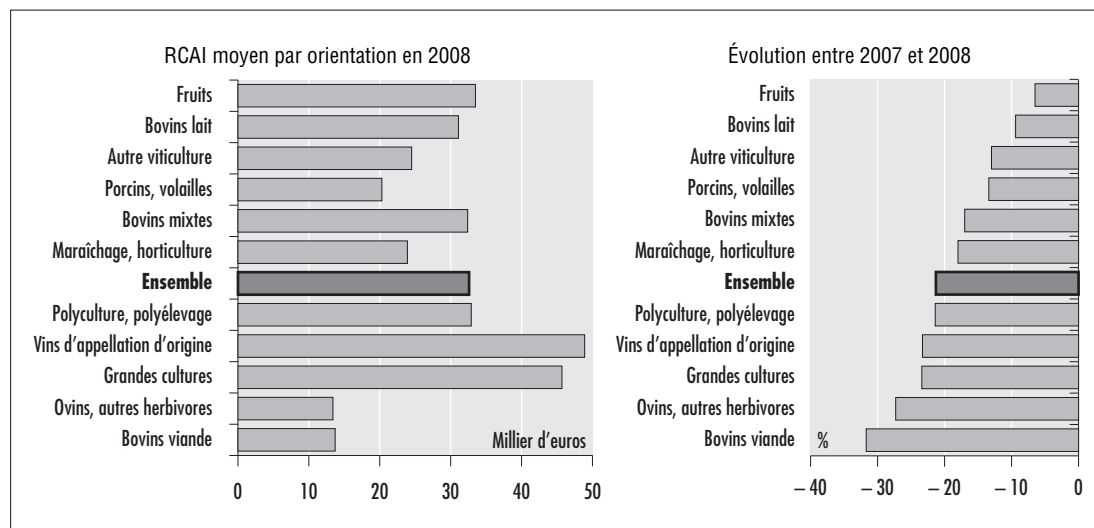
En **arboriculture fruitière** la baisse du RCAI est contenue (- 6 %) car la situation de l'année 2007 était mauvaise : le RCAI s'élève à 33 500 euros en moyenne en 2008, niveau un peu plus haut que la moyenne toutes orientations confondues.

Charges courantes : des dépenses en énergie en forte hausse

En 2008, les charges courantes s'élèvent à 156 300 euros, moyenne nettement supérieure au niveau de 2007 (+ 8,9 %). Elles avaient déjà augmenté de 5,5 % en 2007. Pour l'ensemble des exploitations, la structure de répartition des charges reste globalement stable. Ainsi, pour 100 euros de charges courantes, 59 sont liés aux structures des exploitations, 38 sont liés aux approvisionnements et 3 sont liés au loyer de l'argent. Le poids des charges courantes représente pour l'ensemble des exploitations 83 % du produit brut (allant jusqu'à 94 % pour les élevages de porcins, volailles). Ce ratio s'élevait à 77 % en 2007 et 80 % en 2006. En 2008, 16 % des exploitations doivent faire face à des dépenses supérieures à leurs ressources (25 % des éleveurs de porcins, volailles). Ce ratio était de 10 % en 2007.

Le prix de l'énergie a connu ces dernières années de fortes augmentations. En 2008, les exploitants agricoles doivent de nouveau faire face à une flambée du prix du baril de pétrole jamais vue. Le fioul domestique a atteint un pic record pendant l'été 2008 à près de

Baisse du RCAI dans toutes les orientations



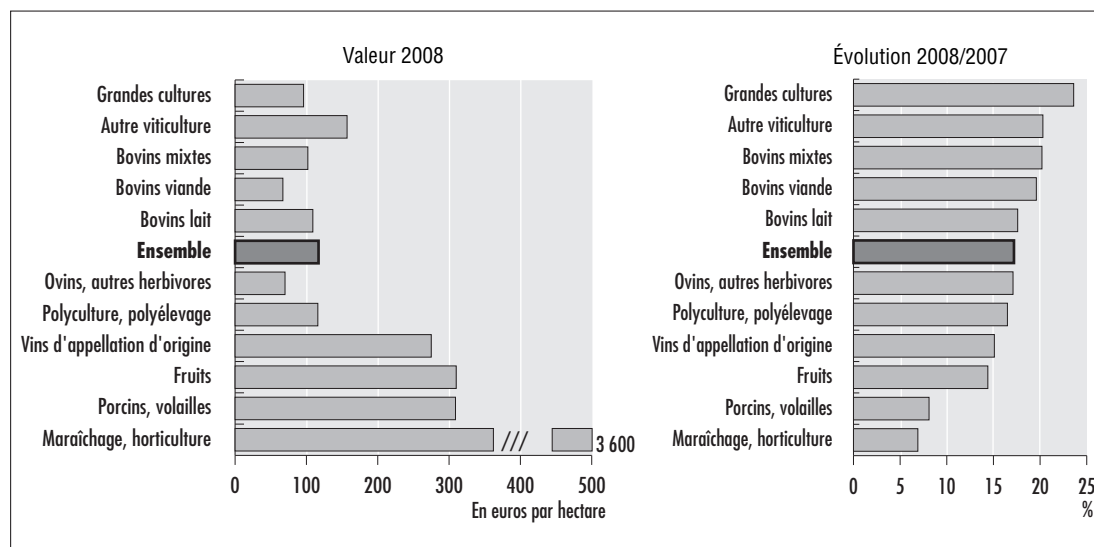
Source : RICA 2007 et 2008

100 euros par hectolitre. Ces hausses du prix de l'énergie ont des répercussions immédiates en agriculture, notamment sur les charges des agriculteurs.

En 2008, les dépenses consacrées à l'énergie font un bond de 22 % pour atteindre 9 400 euros en moyenne (contre 7 800 euros

en 2007). Toutes les orientations voient leurs dépenses en énergie augmenter. Ramenées à l'hectare et pour l'ensemble des exploitations, ces charges progressent de 20,2 % et s'élèvent à 117 euros par hectare (contre 97 euros par hectare en 2007). La part des dépenses en énergie représente cependant encore une part réduite du total des charges (6 %).

Charges en énergie à l'hectare en 2008



Source : RICA 2007 et 2008

Charges courantes en 2008

Valeurs moyennes par exploitation, toutes orientations confondues

	2008 millier d'euros	Évolution 08/07 %	Structure en 2008 %
I - Charges d'exploitation	151,4	+ 8,9	96,9
Approvisionnements	59,3	+ 16,7	38,0
Engrais et amendements	10,7	+ 23,9	6,9
Semences et plants	5,9	+ 12,0	3,8
Produits phytosanitaires	8,6	+ 12,6	5,5
Aliments concentrés	18,5	+ 20,4	11,8
Aliments grossiers	1,6	+ 6,9	1,0
Produits vétérinaires	2,5	+ 5,4	1,6
Fournitures	5,1	+ 0,4	3,3
Énergie stockée	6,5	+ 29,0	4,2
Autres charges d'exploitation	92,1	+ 4,5	58,9
Énergie non stockée	2,9	+ 8,0	1,9
Travaux pour cultures et élevages	8,7	+ 7,4	5,6
Loyers et fermages	11,0	+ 4,2	7,0
Entretien des bâtiments et du matériel	7,1	+ 6,0	4,5
Assurances	4,8	+ 7,8	3,1
Charges de personnel	11,1	+ 2,3	7,1
Impôts et taxes	1,9	+ 2,3	1,2
Amortissements	27,1	+ 3,6	17,3
Autres	17,5	+ 4,1	11,2
II - Charges financières	4,9	+ 7,8	3,1
Charges financières à long ou moyen terme	3,6	+ 6,6	2,3
Charges financières à court terme	1,2	+ 11,4	0,8
I + II - Charges courantes	156,3	+ 8,9	100,0
Dont énergie totale	9,4	+ 21,7	6,0

Source : RICA 2007 et 2008

Par ailleurs, la plupart des exploitations subissent également, mais de manière indirecte, l'impact de cette hausse du prix de l'énergie à travers l'augmentation des charges en engrais et amendements. Celles-ci progressent en effet de 24 % en 2008 et s'établissent à 10 700 euros en moyenne (contre 8 700 euros en 2007). Chez les exploitations de grandes cultures par exemple, ces dépenses en engrais et amendements ont augmenté de 31 %, elles s'élèvent désormais à 22 400 euros.

D'une orientation à une autre, la consommation d'énergie et son utilisation peuvent varier considérablement.

La part des charges d'énergie dans le total des charges est proche de 6 % dans de nombreuses orientations. Mais le maraîchage, horticulture présente un ratio supérieur à 10 %. Au contraire, pour la viticulture d'appellation, ce ratio est très faible (3 %).

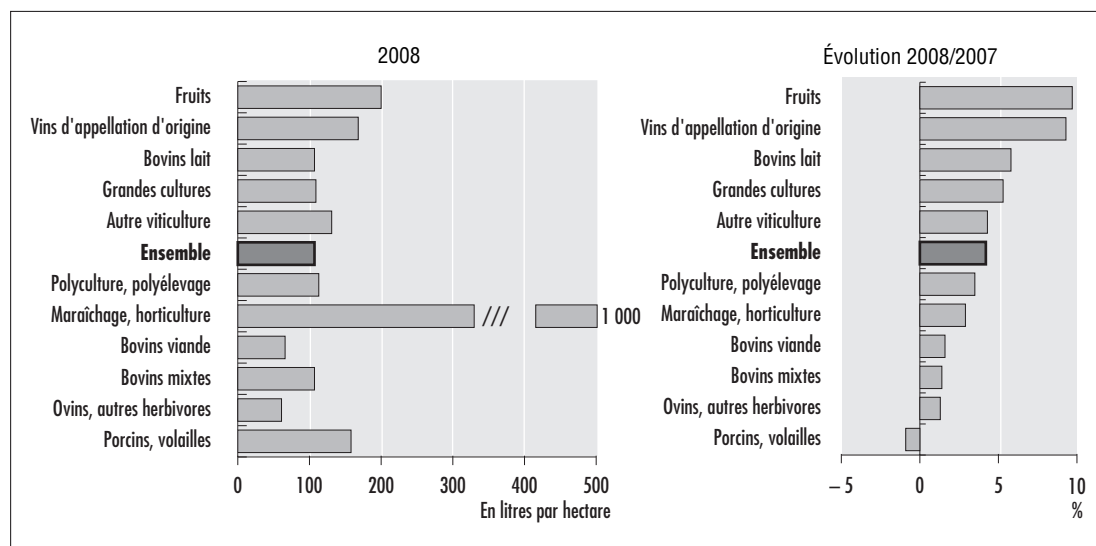
Ramenées à l'hectare, les dépenses en énergie s'échelonnent en 2008 entre 67 euros en bovins viande et 3 600 euros en maraîchage, horticulture. En effet dans cette dernière orientation, les surfaces utilisées sont petites (7 ha en moyenne) mais les dépenses en énergie, pour les cultures sous serre en particulier, sont très élevées. Les charges à l'hectare sont également élevées dans les orientations de fruits,

de porcins-volailles, et de vins d'appellation où le ratio dépasse les 275 euros. Les élevages de ruminants présentent quant à eux bien sûr une dépense en énergie à l'hectare réduite, de 109 euros.

La consommation d'énergie est depuis 2004 suivie en valeur, mais aussi en quantité, pour les principaux produits pétroliers (fioul domestique, gaz propane ou butane). En 2008, les exploitations agricoles suivies par le RICA ont consommé en moyenne 8 600 litres de fioul domestique, soit 6 % de plus qu'en 2007.

La consommation de fioul par hectare augmente d'un peu plus de 4 % et s'établit à 107 litres en moyenne. Après deux années 2006 et 2007 de réduction de la consommation de fioul dans la plupart des orientations, l'année 2008 voit l'ensemble des orientations augmenter leur consommation de fioul à l'hectare, à l'exception notable de l'orientation porcins, volailles. L'orientation maraîchage, horticulture conserve évidemment la plus forte consommation à l'hectare (1 000 l), loin devant l'arboriculture fruitière (200 l) et la viticulture d'appellation (170 l). Ce sont les orientations à dominante animale, notamment les élevages de ruminants, qui présentent la consommation en volume par hectare la plus faible. Les éleveurs d'ovins et de bovins viande ont ainsi consommé respectivement 61 et 66 l de fioul en moyenne par hectare en 2008.

Consommation de fioul à l'hectare en 2008



Source : RICA 2007 et 2008

En 2008, les dépenses en gazole à la pompe s'établissent à 880 euros en moyenne par exploitation, soit 12 % de plus qu'en 2007. Avec 1 700 euros en moyenne par exploitation, les dépenses en électricité progressent de 6 %, soit moins vite que les produits pétroliers. Elles représentent ainsi 18 % des dépenses totales en énergie (contre 21 % en 2006 et 2007).

Bilan des exploitations agricoles et rentabilité en 2008

En 2008, l'actif s'élève à 381 100 euros en moyenne : + 5 % par rapport à 2007. L'endettement atteint 140 800 euros, niveau nettement supérieur à 2007 (+ 6 %). Mais la situation est différente selon les orientations : le stock de dettes baisse fortement en arboriculture fruitière (- 8 %) et au contraire progresse pour les exploitations de grandes cultures, de bovins mixtes et de porcins, volailles (entre + 7 % et + 8 %).

L'endettement des exploitations est très dispersé. Il est inférieur à 20 000 euros pour 16 % d'entre elles tandis que pour 27 % il dépasse les 170 000 euros. L'endettement est très lié à la dimension économique. Ainsi les grandes et très grandes exploitations (de 150 équivalent-hectare-blé et plus), qui ne représentent que 25 % de l'effectif total, concentrent à elles seules 52 % de l'endettement. Ce sont les exploitations spécialisées dans le hors-sol qui sont les plus endettées car elles nécessitent de lourds investissements. En 2008, leur

endettement moyen atteint 209 500 euros contre 78 000 euros pour les élevages d'ovins et d'autres herbivores qui affichent le niveau de dette le plus faible.

L'ensemble des emprunts, de long ou moyen terme, progresse de 5 % (90 400 euros en moyenne par exploitation). Les emprunts fonciers augmentent fortement (+ 10 %). Les emprunts pour bâtiments augmentent également (+ 8 %), pour financer notamment la mise aux normes des bâtiments d'élevage. Ils s'élèvent en moyenne à 18 700 euros par exploitation. L'ensemble des dettes à court terme augmente dans les mêmes proportions (+ 11 %). Elles représentent en moyenne 5 500 euros en 2008.

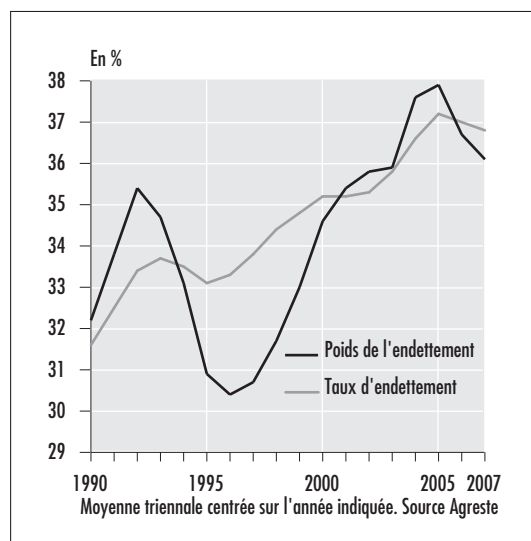
Le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total de l'actif) des exploitations professionnelles s'élève en 2008 à 37 %, niveau légèrement supérieur à celui de 2007.

Le poids de l'endettement (frais financiers et remboursements d'emprunts rapportés à l'excédent brut d'exploitation EBE) atteint en moyenne 38,7 % en 2008. Il progresse de 6 points par rapport à l'année précédente, en lien avec la baisse de l'EBE. Ce ratio est très sensible aux performances économiques de l'année. Il augmente fortement dans les orientations dont les résultats ne sont pas bons, par exemple pour la filière bovins viande avec une hausse de 7 points entre 2007 et 2008.

Toutefois, calculés en moyenne mobile sur trois ans, le poids de l'endettement et le taux d'endettement sont en repli pour la seconde fois consécutive, alors qu'ils n'avaient cessé d'augmenter depuis 1996.

En 2008, la rémunération du travail annuel salarié sur l'exploitation s'établit en moyenne à 16 500 euros par UTA salariée. L'exploitation emploie en moyenne 1,44 unité de travail annuel non salariée, principalement le chef d'exploitation, assisté le plus souvent par un membre de sa famille. Si l'on admet que le travail non salarié est rémunéré de la même manière que le travail salarié, en moyenne 23 700 euros sont dédiés à la rémunération de l'ensemble des UTANS par exploitation. Le résultat courant avant impôts s'élève en moyenne à 32 600 euros en 2008. Une fois déduites les charges sociales de l'exploitant (9 500 euros en moyenne) et la rémunération conventionnelle des UTA non salariées de l'exploitation, la rémunération des capitaux

La tendance récente de l'endettement est orientée à la baisse



Source : RICA

propres consacrés à l'exploitation est déficitaire de 700 euros. Les capitaux propres se montent quant à eux à 240 100 euros en moyenne par exploitation. La rentabilité estimée moyenne des capitaux propres en 2008 est, sous les hypothèses retenues, négative (- 0,3 %).

Cette rentabilité estimée est plus élevée dans les orientations grandes cultures et vins d'appellation que pour les éleveurs d'ovins et de porcins, volailles pour lesquelles ce ratio est négatif.

Bilan à la clôture de l'exercice en 2008 toutes orientations confondues

Détail de l'actif 2008	Valeur 2008	Évolution 08/07 %	Détail du passif 2008	Valeur 2008	Évolution 08/07 %
Actifs immobilisés	240,3	5,5	Capitaux propres	240,1	3,9
Actifs incorporels	2,2	20,8	Situation nette	231,7	4,0
Terrains	43,6	4,9	Subventions d'investissement	8,4	- 0,1
Aménagements	3,1	4,6	Ensemble des dettes	140,8	5,6
Constructions	55,8	7,4	Dettes à long ou moyen terme	90,4	5,4
Installations spécialisées	9,1	7,7	Emprunts à court terme	5,5	11,2
Matériel	64,4	6,8	Autres dettes financières à moins de 1 an	7,5	8,6
Plantations	8,2	2,9	Dettes auprès des fournisseurs	24,8	5,2
Animaux reproducteurs	39,0	2,1	Dettes sociales	3,2	4,0
Autres immobilisations corporelles	7,9	2,2	Dettes auprès de l'État	1,2	5,6
Actifs financiers	7,0	2,1	Dettes sur immobilisations	1,5	- 9,4
Actifs circulants	139,4	2,9	Avances et acomptes reçus	0,9	2,2
Stocks	86,3	3,6	Autres dettes	5,7	8,0
Valeurs réalisables	32,7	2,4			
Valeurs disponibles	20,4	1,1			
Régularisation actif	1,3	2,1	Régularisation passif	0,1	24,7
Total actif	381,1	4,5	Total passif	381,1	4,5

Source : RICA 2007 et 2008

Rentabilité des capitaux propres en 2008

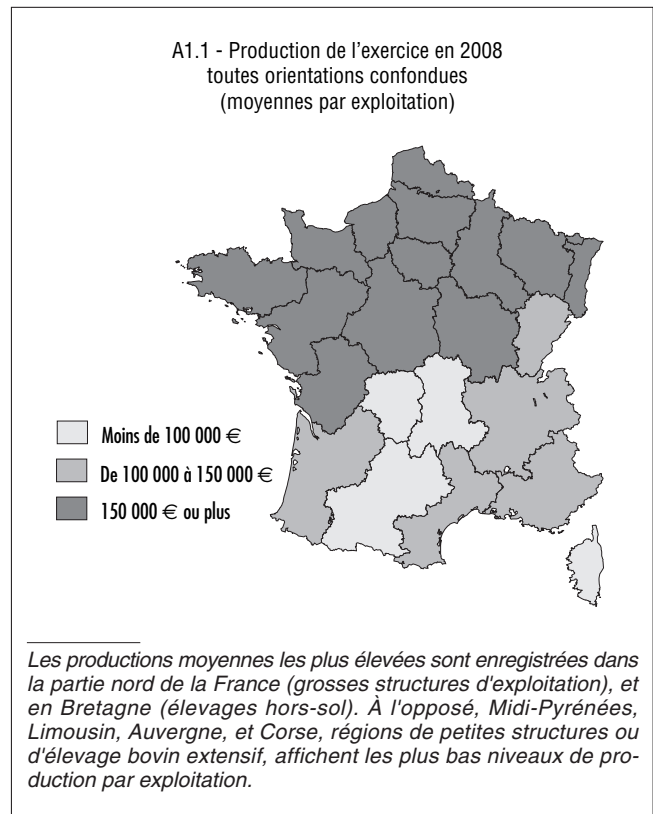
	Toutes exploitations confondues	Grandes cultures	Vins d'appellation d'origine	Autre viticulture	Fruits	Ovins	Porcins, volailles
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	326,0	74,5	32,8	11,1	9,1	19,2	13,3
Surface agricole utilisée (ha)	80,3	117,4	19,1	35,4	29,6	82,9	41,9
Rémunération de la main-d'œuvre salariée (1)	16,5	17,0	17,8	16,0	15,7	14,4	16,7
Travail non salarié en UTA (UTANS) (2)	1,44	1,29	1,41	1,22	1,42	1,39	1,52
Rémunération totale des UTA non salariée (3) = (1)* (2)	23,7	22,0	25,1	19,5	22,3	20,1	25,4
Résultat courant avant impôts (4)	32,6	45,7	48,9	24,5	33,5	13,4	20,3
Charges sociales de l'exploitant (5)	9,5	11,7	12,4	7,0	9,0	5,7	9,3
Revenu de l'exploitant (6) = (4) - (5)	23,1	33,9	36,5	17,5	24,5	7,7	11,0
Capitaux propres (7)	240,1	218,2	419,6	278,4	179,4	170,0	156,1
Rémunération des capitaux propres (8) = (6) - (3)	- 0,7	11,9	11,4	- 2,0	2,2	- 12,4	- 14,4
Rentabilité des capitaux propres (%) (8)/(7)	- 0,3	5,5	2,7	- 0,7	1,3	- 7,3	- 9,2
Rentabilité des capitaux propres en 2007 pour rappel	4,4	15,5	6,5	1,5	3,0	- 4,2	- 9,8

Source : RICA 2007 et 2008

Niveau global de la production

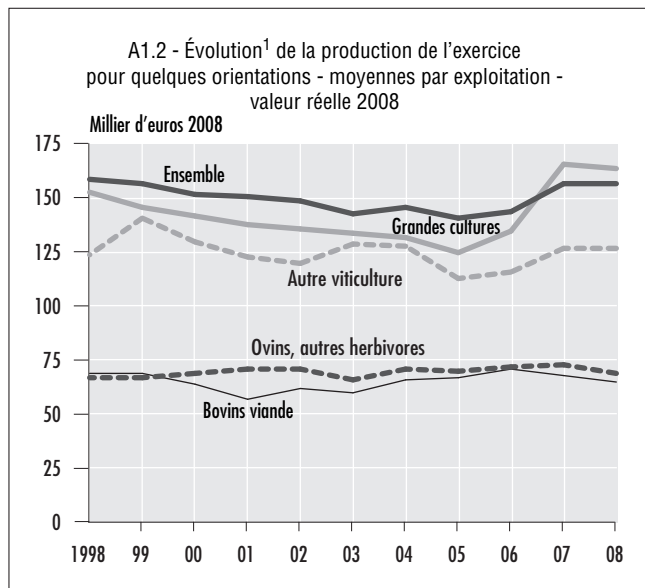
En 2008, la production moyenne de l'exercice atteint 157 100 euros par exploitation, stable en valeur réelle¹ sur l'ensemble des orientations. Le secteur hors-sol détient toujours en moyenne le niveau de production le plus élevé avec 302 400 euros par exploitation, suivi de près par les maraîchers, horticulteurs avec une production moyenne de 249 300 euros. À l'exception notable des exploitations de porcins, volailles, les orientations animales ont en général une production en valeur plus faible que les orientations végétales. Ainsi en 2008, la production de l'exercice des orientations de bovins viande et d'ovins, autres herbivores demeure, en moyenne, inférieure à 69 000 euros.

La Champagne-Ardenne en tête



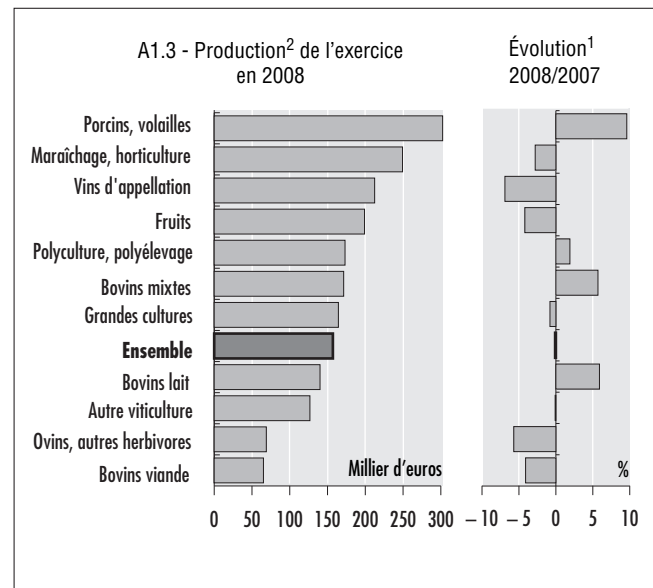
Source : RICA 2008

Stabilité pour l'ensemble des exploitations en 2008



Source : RICA

Situation difficile pour les éleveurs de bovins viande et d'ovins



Source : RICA

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Cf. fiche A3 pour les chiffres.

PAC, jachère, cultures énergétiques

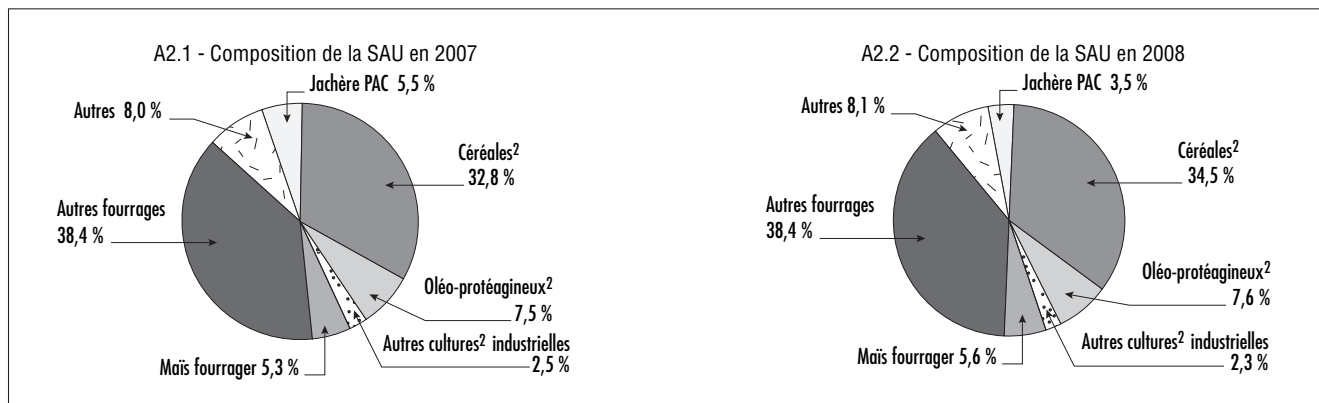
La politique agricole commune (PAC) l'impose depuis 1992 : pour avoir droit aux paiements compensatoires, les agriculteurs doivent mettre en jachère une partie de leur surface. La surface mise en jachère peut éventuellement supporter des cultures industrielles à fins non alimentaires, type colza pour diester. Le taux de « gel » conditionnant le droit aux primes avait été fixé au démarrage à 15 % de la surface COP + gel. Il a été modifié à plusieurs reprises et était de 10 % en 2005.

En 2006, avec la réforme du paiement unique, les exploitants doivent « activer » des « droits jachères » établis

sur une base historique, c'est-à-dire mettre en jachère une surface égale à celle définie par ces droits jachères. Ils peuvent en outre mettre en jachère une partie de leur surface, de façon volontaire, dans des limites définies réglementairement.

Depuis 2004, une nouvelle aide de 45 €/ha peut être attribuée à des cultures destinées à la production de produits énergétiques (biocarburants) ou d'énergie thermique et électrique. Les cultures industrielles sur jachère ne peuvent toutefois pas en bénéficier.

La surface en céréales augmente sensiblement en 2008



Source : RICA 2007 et 2008

A2.3 - Évolution des surfaces de COP et jachère, de 1999 à 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en hectare

Catégorie de surface	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Évolution 08/07 % ⁵
SAU (surface agricole utilisée)	67,5	67,1	67,5	68,1	68,3	74,6	75,6	76,5	79,9	80,3	+ 1,2
Surface en céréales, oléo-protéagineux et plantes textiles ³	28,7	28,4	28,1	28,6	28,4	31,6	31,4	31,7	33,4	34,4	+ 4,2
dont céréales	21,7	22,2	22,1	23,0	22,5	25,3	24,9	24,9	26,2	27,7	+ 7,0
dont oléo-protéagineux	5,9	5,2	5,1	4,6	4,9	5,7	5,4	5,7	6,0	6,1	+ 2,5
Surface en maïs fourrager	3,9	3,8	4,0	3,9	4,3	4,4	4,4	4,3	4,2	4,5	+ 7,8
Jachère PAC totale	3,6	3,6	3,9	3,8	3,9	3,3	4,4	4,2	4,4	2,8	- 34,2
dont - nue	2,5	2,6	3,0	2,8	2,9	2,7	3,2	3,1	3,2	2,1	- 29,3
- cultivée	1,1	1,1	0,9	1,0	1,0	0,6	1,1	1,1	1,2	0,7	- 46,5
dont - colza industriel sur jachère	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,5	0,9	0,9	1,0	0,5	- 50,4
- autres cultures industrielles sur jachère	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	- 27,3
Jachère agronomique classique	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	+ 11,9
Surface en cultures énergétiques ⁴	///	///	///	///	///	0,3	0,3	0,9	1,9	1,2	- 35,6

1. Cf. encadré et lexique « taux de gel ».

2. Cultures industrielles sur jachères PAC exclues, maïs fourrager exclu.

3. Surfaces effectivement plantées en céréales (maïs fourrager exclu) ou en oléo-protéagineux, y compris les cultures industrielles non alimentaires sur jachères PAC.

4. Surface aidée.

5. Les pourcentages d'évolution 2008/2007 ont été calculés sur échantillon **constant**. Par contre, les valeurs présentées sur les années 1998 à 2008 sont celles des échantillons **complets**.

Source : RICA

Structure de la production

La production de l'exercice se compose pour l'essentiel de produits bruts végétaux, végétaux transformés (vins essentiellement), produits horticoles, animaux et produits animaux (lait, œufs...). Globalement, la part des productions végétales est supérieure à celle des pro-

ductions animales. Dans le secteur animal, la valeur de la viande régresse. Le produit brut des bovins descend à 27 % du produit brut des animaux et produits animaux, ce qui bénéficie au lait et produits laitiers (37 % en 2006, 41 % en 2007 et 43 % en 2008).

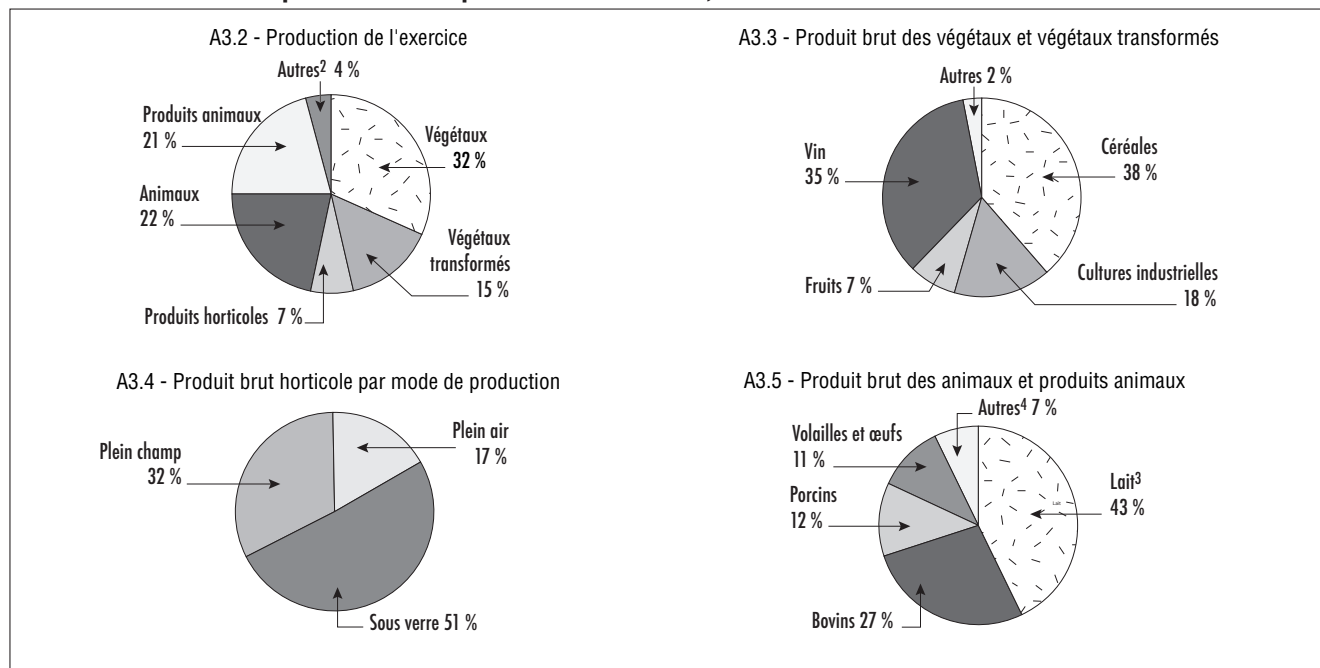
A3.1 - Composition de la production de l'exercice en 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Production de l'exercice		dont produits bruts élémentaires					Autres produits ²
	Valeur	Évolution ¹ 08/07 %	Végétaux	Végétaux transformés (vins, ...)	Produits horticoles	Animaux	Produits animaux (lait, œufs...)	
Grandes cultures	164,4	- 0,8	130,0	2,3	12,4	9,4	3,3	6,9
Maraîchage, horticulture	249,3	- 2,8	8,9	0,4	233,4	0,8	0,1	5,7
Vins d'appellation d'origine	212,4	- 6,9	35,5	169,4	0,2	0,3	0,3	6,7
Autre viticulture	126,7	- 0,1	9,7	110,0	0,3	0,2	0,0	6,5
Fruits	199,0	- 4,2	171,7	12,6	3,5	1,1	0,6	9,6
Bovins lait	140,1	+ 5,9	9,3	0,2	0,2	23,0	101,5	5,9
Bovins élevage et viande	65,2	- 4,1	2,7	0,2	0,1	57,5	0,7	3,9
Bovins lait, élevage et viande	171,4	+ 5,7	20,0	0,3	0,2	54,7	86,3	9,7
Ovins, autres herbivores	69,0	- 5,7	2,6	0,2	0,0	28,4	34,3	3,5
Porcins, volailles	302,4	+ 9,6	10,9	0,5	0,3	232,9	49,1	8,8
Polyculture, polyélevage	173,2	+ 1,9	53,9	7,2	5,4	48,4	51,4	6,9
ENSEMBLE	157,1	- 0,1	50,7	23,0	10,9	33,7	32,4	6,3
Ensemble évol.1 08/07 %	- 0,1	///	- 3,1	- 6,4	- 1,1	+ 0,4	+ 9,1	+ 4,1

Source : RICA 2007 et 2008

Les céréales représentent 38 % du produit brut des végétaux et végétaux transformés Composition de la production en 2008, toutes orientations confondues



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Autres produits : somme de la production immobilisée et des produits issus des travaux à façon, des ventes de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme, des activités annexes.

3. Lait et produits laitiers de vache.

4. Autres animaux et autres produits animaux.

Source : RICA 2008

Surfaces, rendements, prix, produit brut... pour quelques produits

Dans le secteur végétal, les évolutions de produit brut sont la résultante de phénomènes très variables, touchant aux surfaces, rendements et prix. En 2008, le rendement des céréales est en hausse mais les prix évoluent peu. Le prix de vente du blé est stable par rapport à 2007 et atteint en moyenne près de 17 €/q (entre 2002 et 2006, le prix moyen annuel du quintal de blé oscillait entre 10 et 12 €).

Dans le secteur animal, le produit brut du lait, qui ne cessait de baisser ces dernières années, augmente de manière importante pour la deuxième année consécutive (+ 10 %), grâce à la hausse du prix.

Pour chaque produit agricole, le produit brut se compose des ventes, des variations de stocks, et des autoconsommations (nettes des achats du même produit). Pour certains produits, le produit brut s'assimile en fait aux seules ventes, le reste étant marginal. Mais dans d'autres cas, comme en viticulture ou en élevage, les variations de stocks jouent également un rôle déterminant dans la composition du produit brut. L'évolution d'un produit brut s'explique alors par ces deux éléments : évolution des ventes, évolution des variations de stocks.

Toutes orientations confondues

A4.1 - Végétaux

Moyennes, toutes orientations confondues, toutes exploitations prises en compte

Produit	Surface (ha)		Rendement (q/ha)		Prix de vente (€/q)		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹
Blé tendre	14,5	+ 7,5	72	+ 12,6	17	+ 0,7	14,9	- 2,5
Orge	5,2	+ 5,8	66	+ 20,8	16	+ 1,5	4,6	+ 15,3
Mais grain	4,6	+ 12,4	93	- 3,3	13	- 24,7	4,4	- 33,1
Pommes de terre	0,4	- 1,2	440	+ 0,7	13	- 15,6	2,5	- 4,5
Betterave à sucre	1,0	- 7,9	877	+ 4,2	3	- 3,6	2,2	- 7,6
Pois protéagineux	0,3	- 37,7	45	+ 25,2	21	+ 11,6	0,2	- 28,5
Tournesol	1,7	+ 43,8	24	+ 0,4	32	- 10,0	1,2	+ 8,1
Colza	2,7	+ 22,7	33	+ 18,8	37	+ 28,5	3,0	+ 65,4

Source : RICA 2007 et 2008

A4.2 - Animaux et produits animaux

Moyennes, toutes orientations confondues, toutes exploitations prises en compte

Produit	Ventes (tête)		Prix de vente ³		Ventes (millier €)		Variation de stock (millier €)		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹
Bovins moins d'un an	13,5	- 1,5	429	- 7,5	5,8	- 8,9	+ 0,0	+ 0,3	4,9	- 12,3
Bovins mâles 1-2 ans	3,6	+ 5,2	1 211	- 0,3	4,3	+ 4,9	+ 0,0	- 0,0	3,9	+ 8,4
Vaches laitières	3,2	+ 5,8	830	- 2,7	2,7	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,4	2,3	- 14,0
Autres vaches	2,4	+ 7,5	1 269	- 3,6	3,1	+ 3,6	+ 0,4	+ 0,6	3,1	- 2,2
Autres bovins	3,1	+ 1,7	1 159	- 3,0	3,6	- 1,3	+ 0,7	+ 0,5	3,6	+ 6,0

Produit	Prix de vente ³		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹
Agneaux	75	+ 1,1	1,5	- 6,1
Porcs à l'engrais	108	+ 6,2	7,5	+ 4,7
Poulets de chair	1	+ 10,7	2,6	+ 10,4
Lait de vache	36	+ 7,7	27,6	+ 10,0
Œufs de poule	54	- 0,4	1,1	+ 6,7

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Recalculée sur un échantillon constant.

3. €/tête, sauf lait de vache (€/hl) et œufs de poule (€/millier d'œufs).

Source : RICA 2007 et 2008

Surfaces, rendements, prix, produit brut... pour quelques produits

Sur quelques orientations

A4.3 - Végétaux et végétaux transformés

Moyennes, toutes exploitations de l'orientation prises en compte

Orientation	Produit	Surface (ha)		Rendement ²		Prix de vente ³		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹	Niveau 2008	% évol. 2008/2007 ¹
Exploitations de grandes cultures	Blé tendre	37,3	+ 6,0	75	+ 10,2	18	+ 4,7	42,4	- 6,6
	Orge	14,1	+ 9,6	70	+ 20,9	17	+ 5,1	15,3	+ 22,3
	Maïs grain	11,5	+ 12,5	97	- 2,1	13	- 21,0	12,7	- 29,4
	Pommes de terre	1,7	- 0,6	444	+ 0,4	13	- 15,5	10,2	- 3,7
	Betterave à sucre	3,8	- 7,9	878	+ 3,7	3	- 3,1	8,6	- 7,5
	Pois protéagineux	1,1	- 35,5	45	+ 23,2	21	+ 11,3	0,9	- 28,4
	Tournesol	5,3	+ 46,0	25	+ 2,6	33	- 6,0	4,0	+ 13,5
	Colza	8,8	+ 18,0	33	+ 20,8	37	+ 28,0	10,1	+ 58,0
Exploitations fruitières	Pomme table	4,5	+ 1,3	393	- 5,5	45	- 1,9	80,6	- 7,9
	Poire table	0,7	- 10,0	207	- 15,4	51	- 5,3	7,1	- 28,0
	Pêche	1,7	- 1,5	203	+ 2,9	89	+ 16,5	31,0	+ 18,1
	Abricot	1,1	+ 2,0	61	- 31,7	128	+ 8,2	8,2	- 24,6

Orientation	Produit	Surface (ha)		Rendement ²		Variation de stock		Prix de vente ³		Ventes (millier €)		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2008	% évol. 08/07 ¹	Niveau 2008	% évol. 08/07 ¹	(hl)	(millier €)	Niveau 2008	% évol. 08/07 ¹	Niveau 2008	% évol. 08/07 ¹	Niveau 2008	% évol. 08/07 ¹
Exploitations vins d'appellation d'origine	Vigne de qualité	12,8	- 0,6	59	- 7,5								
	Vin de qualité					- 43,8	- 2,2	307	+ 7,0	164,0	- 0,9	163,2	- 9,4
Exploitations autre viticulture	Autre vigne	14,5	- 6,3	82	- 6,7								
	Autre vin					- 107,4	- 1,6	50	+ 11,4	53,1	+ 6,4	51,6	- 0,7
	Vigne eau-de-vie	5,1	+ 1,6	113	+ 12,5								
	Vin eau-de-vie					+ 38,9	+ 2,8	71	+ 0,4	5,0	+ 6,7	7,9	+ 25,5
	Eau-de-vie					+ 1,6	+ 1,8	1 104	+ 3,9	35,7	- 0,9	37,5	- 6,3

Source : RICA

A4.4 - Animaux et produits animaux

Moyennes, toutes exploitations de l'orientation prises en compte

Orientation	Animal ou produit animal	Ventes (tête)		Prix de vente ⁴		Ventes (millier €)		Variation de stock (millier €)		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2008	% évol. 08/07 ¹	Niveau 2008	% évol. 08/07 ¹	Niveau 2008	% évol. 08/07 ¹	Niveau 2008	% évol. 08/07 ¹	Niveau 2008	% évol. 08/07 ¹
Élevages de bovins lait	Vaches laitières	11	+ 10,1	818	- 4,0	9,0	+ 5,7	+ 0,9	+ 2,4	8,4	- 13,8
	Lait			36	+ 7,3	97,8	+ 11,3			98,0	+ 11,3
Élevages de bovins viande	Bovins moins d'un an	44	+ 1,9	591	- 7,3	26,1	- 5,5	- 0,2	+ 2,0	24,2	- 11,9
	Bovins mâles 1 à 2 ans	7	+ 18,6	1 227	- 3,5	9,1	+ 14,4	+ 0,2	- 0,2	8,8	+ 19,4
	Vaches nourrices	11	+ 6,8	1 267	- 3,0	13,4	+ 3,5	+ 1,9	+ 3,0	13,8	- 2,8
	Autres bovins ⁶	7	- 2,3	1 241	- 5,2	9,0	- 7,4	+ 2,7	+ 1,2	9,8	+ 13,8

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. En quintaux/hectare. Pour les vignes, rendement moyen en quintaux de raisin par hectare.

3. En euros/quintal, sauf pour vin et eau-de-vie (euros/quintal de raisin ou euros/hl).

4. €/tête, sauf lait (€/hl).

5. Recalculée sur un échantillon constant.

6. Vaches laitières exclues.

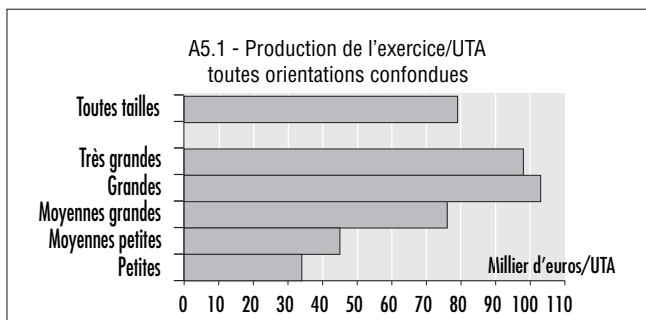
Source : RICA 2007 et 2008

Ratios et dispersion

La productivité du travail, mesurée par le ratio « production de l'exercice/UTA », augmente clairement avec la dimension économique : plus la structure est grande, plus l'heure de travail est productive avec un niveau équivalent pour les grandes et très grandes exploita-

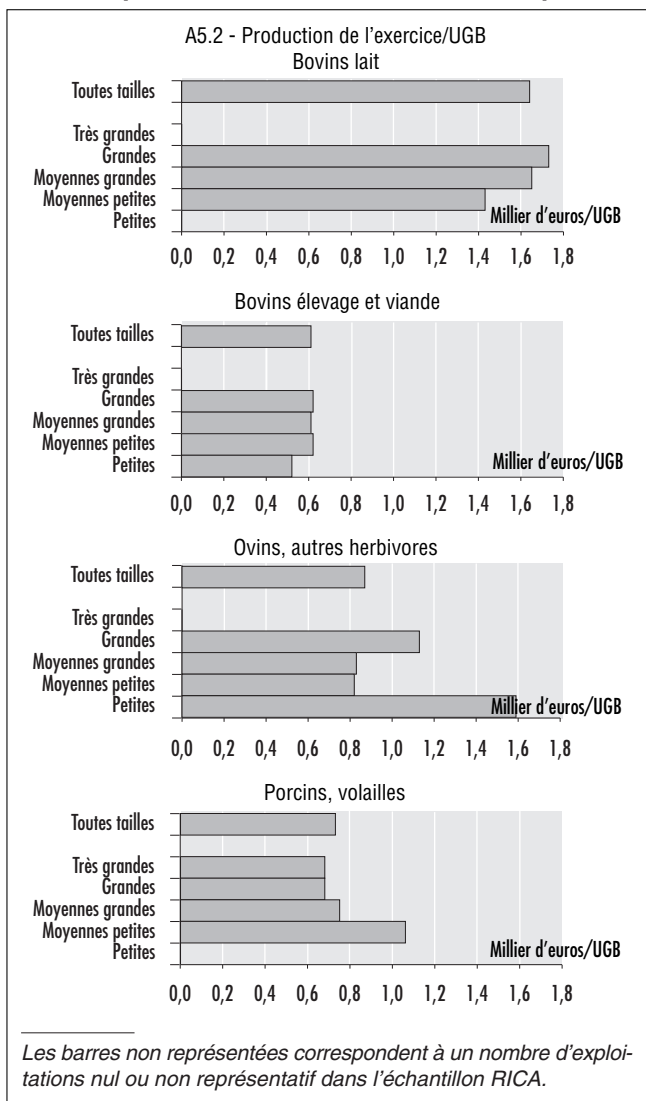
tions. Cette tendance est d'ailleurs vérifiée dans toutes les orientations. Au contraire, le ratio « production de l'exercice/UGB » dans les orientations concernées (c'est-à-dire les élevages) n'est que faiblement lié à la dimension économique.

Les grandes exploitations au niveau des très grandes en terme de productivité du travail



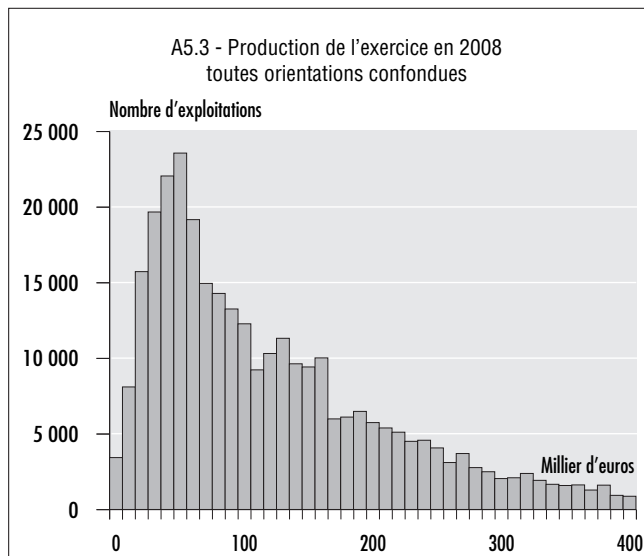
Source : RICA

Dans le secteur hors-sol, la productivité de l'UGB est peu liée à la dimension économique

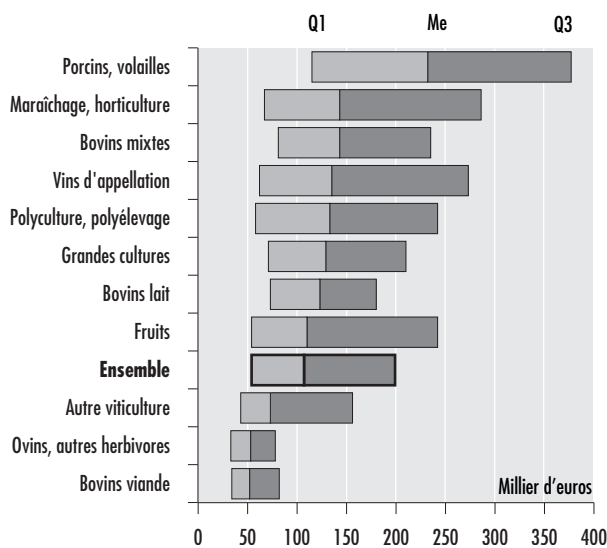


Source : RICA 2008

La moitié des exploitations réalise une production supérieure à 107 000 €



A5.4 - Disparité de la production de l'exercice en 2008 selon les orientations



Lecture du graphique : un quart des exploitations de porcins, volailles a réalisé une production d'un montant total inférieure à 115 100 € (Q1), la moitié à 232 400 € (Me) et les trois quarts à 337 500 € (Q3). Les orientations animales tendent à être moins dispersées que les orientations végétales. Toutefois, l'orientation porcins, volailles sort de ce schéma. Elle se distingue par sa forte dispersion, et un niveau élevé. On remarque également le contraste entre vins d'appellation d'origine (forte dispersion et niveau assez élevé) et autre viticulture (dispersion plus resserrée et niveau plus faible).

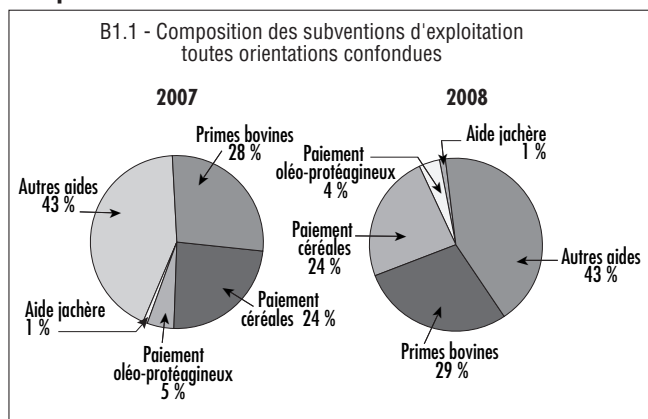
Source : RICA 2008

Composition des subventions d'exploitation

En 2008, le montant moyen par exploitation en primes et subventions d'exploitation se monte à 29 300 euros. La prime unique (« DPU ») atteint 17 500 euros, soit 60 % du total. Une partie des aides est consacrée au secteur végétal (4 000 euros) et plus particulièrement

aux céréales et plantes industrielles (3 300 euros). Le secteur animal obtient également une partie des aides, avec en moyenne 4 100 euros par exploitation soit en hausse de 6 % par rapport à 2007.

La prime unique représente plus de la moitié du total des aides en 2008



Source : RICA 2007 et 2008

Primes PAC

La politique agricole commune (PAC), profondément réformée en 1992 et 1993, avec la réduction des prix de soutien, l'obligation de mettre en jachères une partie des terres et l'instauration d'une série d'aides compensatrices aux produits (ou la revalorisation des aides existantes), a été à nouveau réformée en 2003, avec la création du paiement unique découplé. La France a choisi d'attendre 2006 pour mettre en œuvre le nouveau système de façon complète.

Toutes exploitations confondues, la prime unique représente près de 60 % des aides. Certaines aides sont maintenues, soit de façon pratiquement inchangée (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), soit avec des taux unitaires modifiés (paiement à la surface pour les grandes cultures, prime à l'abattage des bovins, prime à la brebis). D'autres sont supprimées (prime spéciale aux bovins mâles, aide directe laitière, etc.).

B1.2 - Détail des subventions d'exploitation en 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

	Grandes cultures	Bovins lait	Bovins élevage et viande	Ovins, autres herbivores	Toutes orientations	
					Valeur 2008	Évolution ¹ 08/07 %
PAIEMENT UNIQUE DÉCOUPLÉ (« DPU »)	31,9	17,7	12,2	7,9	17,5	- 1
SECTEUR ANIMAL	1,3	1,6	15,5	7,7	4,1	+ 6
Bovins	1,1	1,2	14,9	1,9	3,4	+ 2
Prime à la vache allaitante	0,9	0,4	13,4	1,7	2,8	- 0
Autres primes bovins	0,2	0,8	1,5	0,2	0,6	+ 10
Primes à l'abattage	0,1	0,7	1,4	0,1	0,5	+ 1
Ovins et caprins (prime à la brebis et à la chèvre)	ε	ε	0,1	4,5	0,3	+ 13
Autres aides secteur animal	0,1	0,3	0,5	1,3	0,3	+ 61
SECTEUR VÉGÉTAL	8,7	2,0	0,7	0,8	4,0	+ 0
Céréales et plantes industrielles	8,1	1,9	0,7	0,7	3,3	- 2
Aides aux jachères	0,1	ε	ε	ε	ε	- 57
Paiement compensatoire aux céréales (y compris blé dur)	6,3	1,9	0,7	0,7	2,7	+ 0
Paiement compensatoire aux oléagineux	1,4	ε	ε	ε	0,4	+ 0
Paiement compensatoire aux protéagineux	0,2	ε	ε	ε	0,1	- 33
Autres aides plantes industrielles	0,1	ε	ε	ε	ε	- 20
Vin	ε	ε	ε	ε	0,1	- 29
Fruits et légumes	0,1	ε	ε	ε	0,3	+ 51
Autres aides secteur végétal	0,4	ε	ε	0,1	0,3	+ 15
AUTRES	1,2	4,6	8,0	10,5	3,5	- 7
Handicap géographique	0,1	2,6	4,0	6,7	1,6	- 2
Accident climatique	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	- 65
Aides agri-environnementales	0,5	1,6	3,6	3,0	1,2	+ 1
Prime herbagère agri-environnementale (PHAE)	ε	1,1	3,1	2,6	0,8	+ 8
Autres aides	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	+ 6
Montant supplémentaire de l'aide PAC	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	+ 25
TOTAL DES PRIMES ET SUBVENTIONS	43,3	26,1	36,8	27,1	29,3	- 1

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2007 et 2008

Répartition par orientation et par région

Le niveau moyen de subventions par exploitation, globalement stable¹ entre 1995 et 1999, a considérablement augmenté depuis 2000. Il se monte à 29 300 euros en 2008. Les exploitations de grandes cultures sont

encore une fois les plus subventionnées, avec 43 300 euros en moyenne, suivies par les éleveurs de bovins mixtes avec 41 600 euros.

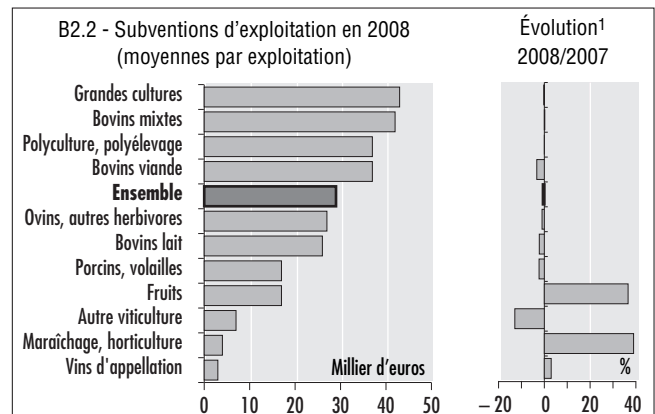
B2.1 - Subventions d'exploitation en 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	2008	Évolution ¹ 08/07 %
Grandes cultures	43,3	- 0,2
Maraîchage, horticulture	3,9	+ 39,0
Vins d'appellation	2,8	+ 3,0
Autre viticulture	6,6	- 12,9
Fruits	16,5	+ 36,6
Bovins lait	26,1	- 2,2
Bovins viande	36,8	- 3,3
Bovins mixtes	41,6	+ 0,2
Ovins, autres herbivores	27,1	- 1,0
Porcins, volailles	16,5	- 2,3
Polyculture, polyélevage	37,2	- 0,0
ENSEMBLE	29,3	- 0,6

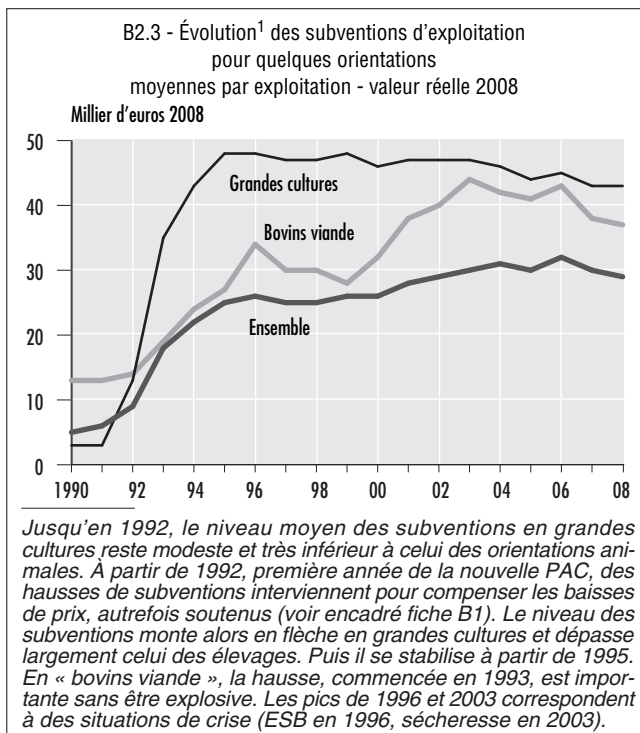
Source : RICA 2007 et 2008

Stabilité des subventions pour l'ensemble des exploitations en 2008



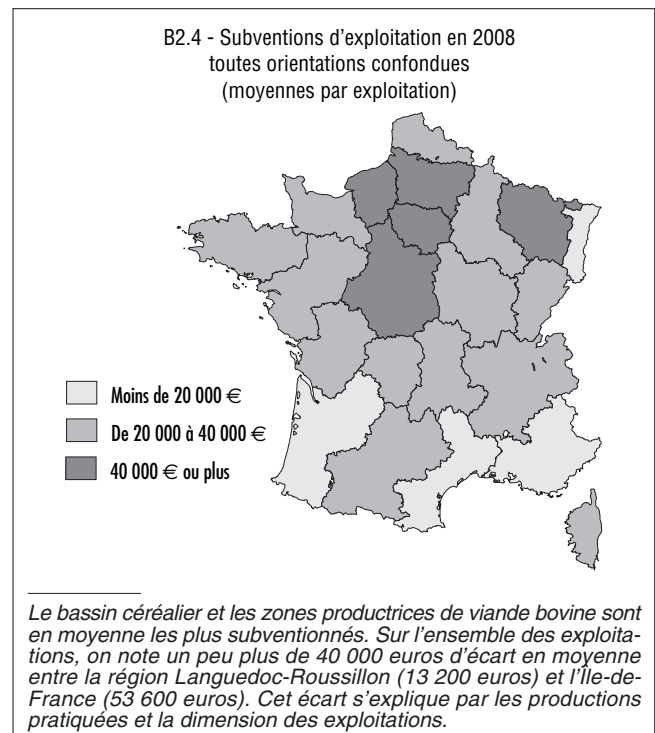
Source : RICA 2007 et 2008

Le montant des subventions chute pour les éleveurs de bovins viande



Source : RICA

En Île-de-France, le montant moyen des subventions atteint 53 600 euros



Source : RICA 2008

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Les dispersions

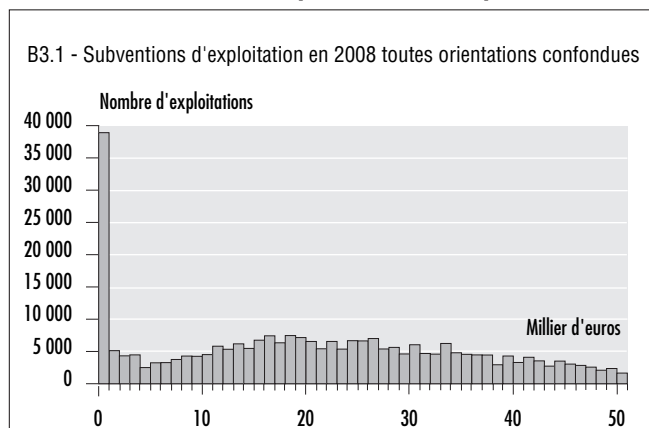
Le montant moyen des subventions perçues n'illustre qu'imparfaitement la situation des exploitations vis-à-vis de l'attribution des aides et autres primes. En effet, une étude de la dispersion met en évidence d'importantes disparités. Toutes orientations confondues, près de 32 300 exploitations, soit 10 % du total, ne perçoivent aucune subvention. La situation n'est guère différente pour les quelque 6 700 exploitations qui bénéficient d'aides d'un montant inférieur à 1 000 euros. Au total, la proportion d'exploitations pour lesquelles les subventions sont nulles ou négligeables se monte à 12 %. À l'inverse, 16 % des exploitations les plus aidées, soit 52 500, perçoivent des aides d'un montant minimum de 50 000 euros.

Les disparités sont également fortes au sein des différentes orientations. Elles sont d'autant plus prononcées que les secteurs sont faiblement subventionnés. Ainsi,

pour 72 % des exploitations spécialisées en viticulture d'appellation, les aides sont nulles ou faibles (moins de 1 000 euros). En grandes cultures, 32 % des exploitations bénéficient de subventions d'au moins 50 000 euros, ce qui n'est le cas que de 1 % dans les orientations maraîchage, horticulture.

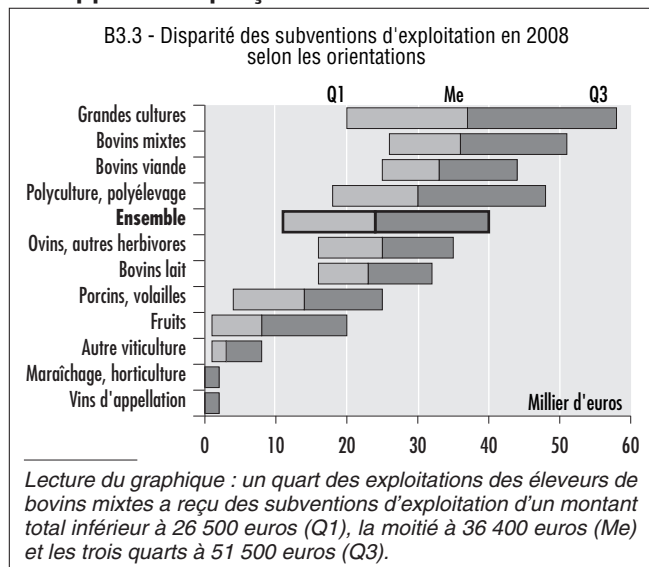
Toutes orientations confondues, 20 % des exploitations se partagent 48 % du total des aides, tandis que les 52 % restants sont répartis sur 80 % des exploitations. La répartition des subventions est fortement corrélée à la dimension économique des exploitations : 48 % des exploitations de grande dimension reçoivent au moins 50 000 euros ; de tels montants ne se rencontrent jamais dans les petites exploitations. Toutefois, une proportion non négligeable de grandes exploitations ne perçoit aucune aide (15 %).

Aucune subvention pour 32 300 exploitations



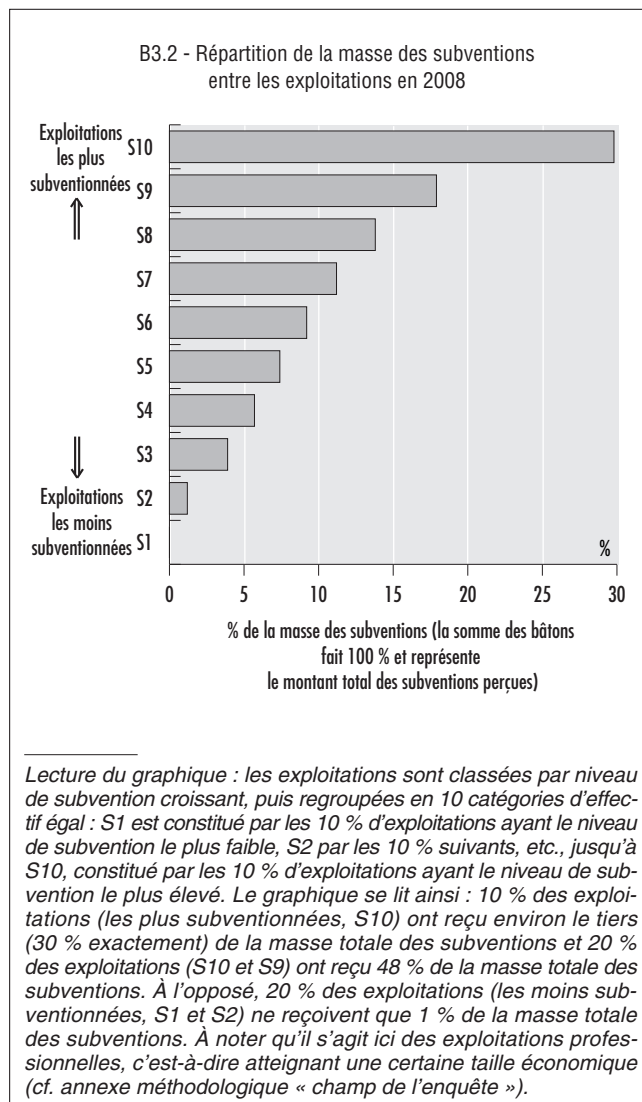
Source : RICA 2008

Les trois quarts des viticulteurs d'appellation perçoivent moins de 1 500 euros



Source : RICA 2008

20 % des exploitations professionnelles se partagent 48 % des subventions



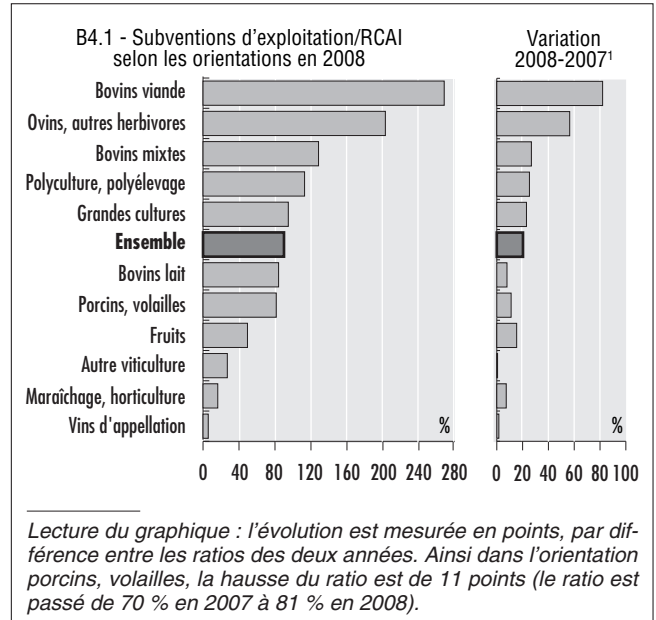
Source : RICA 2008

Ratios divers par orientation et par classe de dimension

Les subventions concourent largement à la formation du résultat dans bon nombre d'orientations. En 2008, ce sont une nouvelle fois les orientations de bovins viande et ovins, autres herbivores qui détiennent le ratio « subventions/RCAI » le plus élevé (respectivement 268 % et 203 %). À l'inverse, ce ratio est extrêmement faible pour la viticulture d'appellation puisqu'il atteint seulement 6 %.

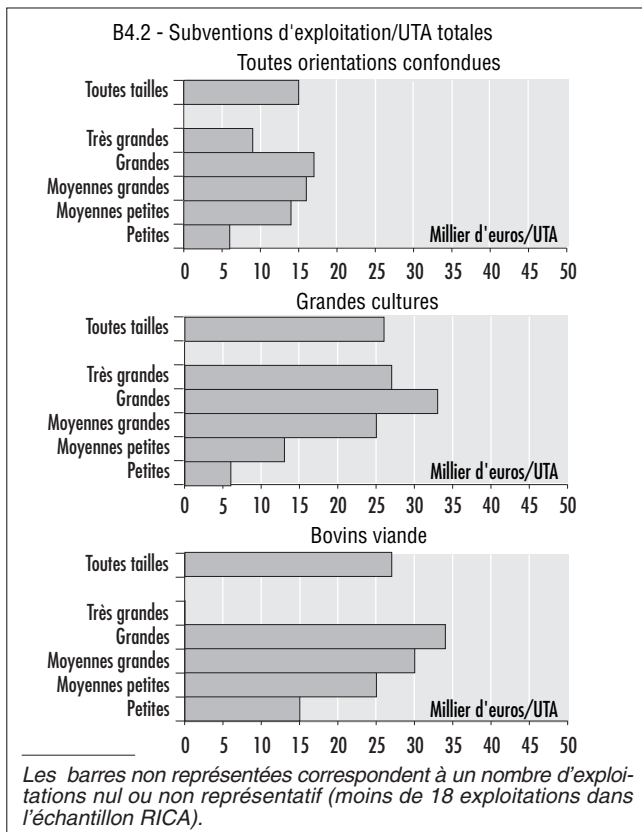
Les ratios de subventions peuvent en outre être ventillés selon la dimension économique. Les plus grandes exploitations perçoivent davantage de subventions par unité de travail dans les orientations très soutenues par la PAC, telles que grandes cultures ou bovins viande. Au niveau global, des effets de structure occultent en partie cette liaison. Le ratio « subventions/MBS » tend quant à lui à décroître lorsque la dimension économique augmente. Les élevages d'herbivores perçoivent plus de subventions par unité de taille économique que les grandes cultures, à dimension économique égale.

Dans quatre orientations, les subventions d'exploitation sont supérieures au RCAI



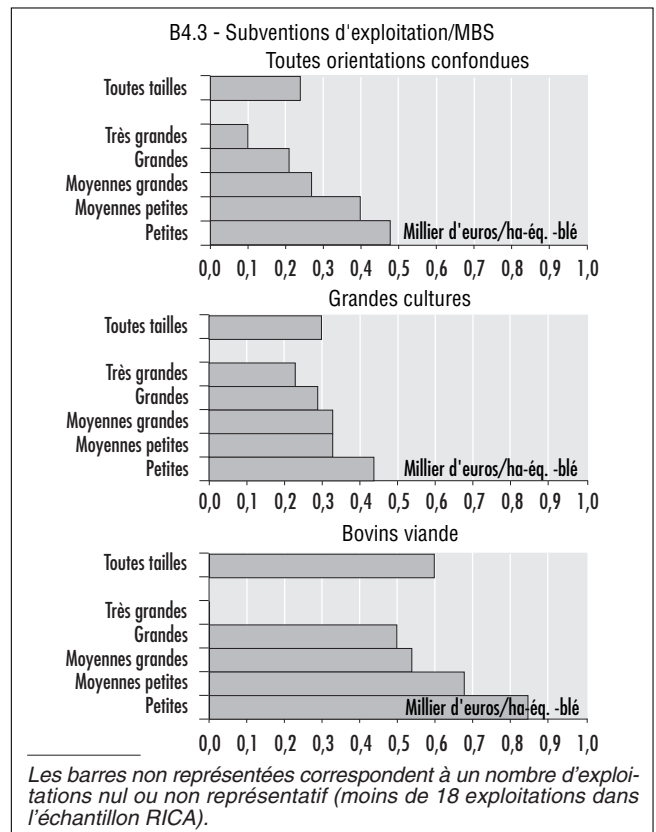
1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.
Source : RICA 2007 et 2008

Les grosses structures tendent à toucher davantage de subventions par UTA (unité-travail/année)



Source : RICA 2008

À taille équivalente, plus de subventions par unité de taille en bovins viande qu'en grandes cultures



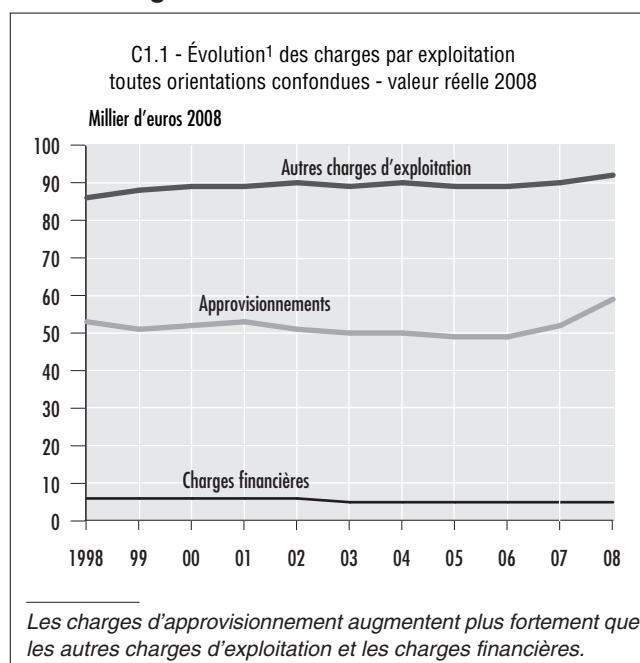
Source : RICA 2008

Les charges courantes : structure et évolution

En 2008, les charges courantes s'élèvent, en moyenne, à 156 300 euros par exploitation. Pour l'ensemble des exploitations, les charges sont en vive hausse (+ 6,3 %) par rapport à 2007. Parmi les charges d'approvisionnement, les engrais et amendements (+ 20,9 %¹), les aliments du bétail (+ 16,3 %¹) et surtout le poste carburants et combustibles stockés (+ 25,9 %¹) augmentent fortement. Côté charges de structure les assurances, les travaux pour cultures et élevages et les frais d'entretien des bâtiments et du matériel sont en augmentation. Les charges financières augmentent sensiblement.

Pour l'ensemble des exploitations, pour 100 euros de charges courantes, 59 sont des charges liées aux structures des exploitations, 38 sont liées aux approvisionnements et 3 sont liées au loyer de l'argent.

Charges courantes en hausse en 2008



Source : RICA 2008

C1.2 - Les charges courantes en 2008

Valeurs moyennes par exploitation, toutes orientations confondues

	2008 millier d'euros	Évolution ¹ 08/07 %	Structure en 2008 %
I - Charges d'exploitation	151,4	+ 6,3	96,9
Approvisionnements	59,3	+ 13,9	38,0
Engrais et amendements	10,7	+ 20,9	6,9
Semences et plants	5,9	+ 9,3	3,8
Produits phytosanitaires	8,6	+ 9,9	5,5
Aliments du bétail	20,1	+ 16,3	12,8
Produits vétérinaires	2,5	+ 2,8	1,6
Fournitures	5,1	- 2,1	3,3
Carburants, lubrifiants et combustibles stockés	6,5	+ 25,9	4,2
Autres charges d'exploitation	92,1	+ 1,9	58,9
Dont : Travaux pour cultures et élevages	8,7	+ 4,8	5,6
Loyers et fermages	11,1	+ 1,7	7,0
Entretien des bâtiments et du matériel	7,1	+ 3,5	4,5
Assurances	4,8	+ 5,2	3,1
Charges de personnel	11,1	- 0,1	7,1
Impôts et taxes	1,9	- 0,2	1,2
Amortissements	27,1	+ 1,1	17,3
II - Charges financières	4,9	+ 5,1	3,1
Charges financières à long ou moyen terme	3,6	+ 4,0	2,3
Charges financières à court terme	1,2	+ 8,7	0,8
I + II - Charges courantes	156,3	+ 6,3	100,0

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

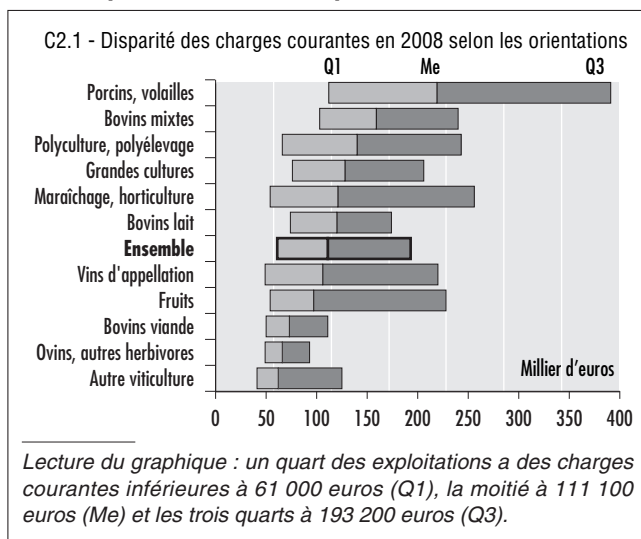
Source : RICA 2007 et 2008

Les charges courantes selon les orientations

Le niveau des charges courantes dépend fortement des systèmes de production. Ainsi, en 2008, les élevages de porcins, volailles se distinguent par leurs charges élevées (médiane à 218 900 euros). Ils présentent aussi la plus grande dispersion des charges, avec 278 700 euros de différence entre le quart de la population ayant les charges les plus faibles, et le quart ayant les charges les plus élevées. À l’opposé, les élevages

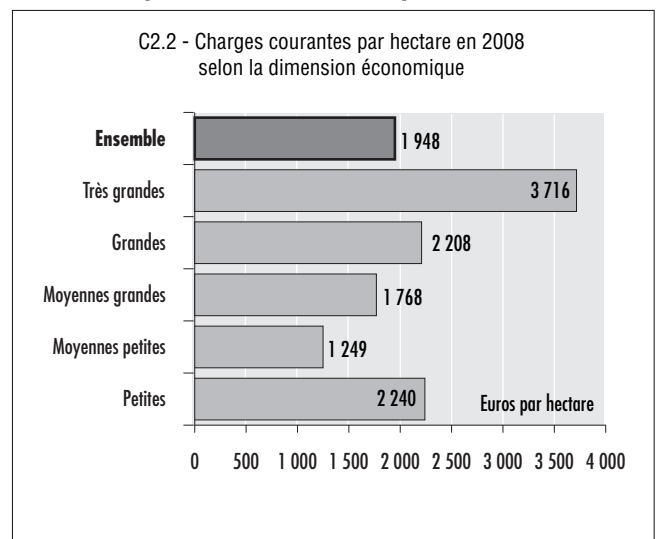
de bovins viande et d’ovins, autres herbivores ont des dépenses parmi les plus faibles (médiane de 73 600 et 66 100 euros respectivement) et une dispersion des charges minimum, avec un intervalle inter-quartile de 61 100 et 43 700 euros respectivement. La médiane est encore plus faible chez les viticulteurs hors viticulture d’appellation (61 600 euros), mais la dispersion plus forte.

Des charges élevées pour l’orientation porcins, volailles



Source : RICA 2008

Les charges courantes s’élèvent en moyenne à près de 2 000 euros par hectare



Source : RICA 2008

C2.3 - Charges courantes selon les orientations en 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d’euros

Orientation	Charges courantes		dont							
			Charges d'exploitation						Charges financières	
	2008	Évolution ¹ 08/07 %	Charges d'approvisionnement		Autres charges d'exploitation		Total			
2008			Évolution ¹ 08/07 %	2008	Évolution ¹ 08/07 %	2008	Évolution ¹ 08/07 %	2008	Évolution ¹ 08/07 %	
Grandes cultures	166,0	+ 9,0	67,1	+ 17,7	93,9	+ 3,7	161,0	+ 9,1	5,0	+ 6,6
Maraîchage, horticulture	231,3	- 0,4	86,8	- 0,4	140,3	- 0,6	227,0	- 0,5	4,3	+ 3,3
Vins d'appellation d'origine	168,6	+ 0,2	32,4	+ 0,4	130,5	+ 0,2	162,9	+ 0,2	5,7	- 0,5
Autre viticulture	110,3	+ 2,2	27,4	+ 13,5	79,6	- 1,0	106,9	+ 2,3	3,4	- 1,4
Fruits	187,7	- 0,7	37,5	+ 7,0	146,3	- 2,5	183,8	- 0,7	3,9	+ 0,8
Bovins lait	136,6	+ 9,2	50,6	+ 19,4	81,4	+ 3,9	132,0	+ 9,3	4,6	+ 5,7
Bovins élevage et viande	89,4	+ 3,4	30,4	+ 8,3	55,7	+ 0,9	86,1	+ 3,4	3,2	+ 4,8
Bovins lait, élevage et viande	182,5	+ 9,8	70,8	+ 18,5	104,9	+ 4,9	175,7	+ 9,9	6,9	+ 7,6
Ovins, autres herbivores	84,0	+ 1,6	32,1	+ 8,6	49,3	- 2,8	81,4	+ 1,5	2,6	+ 4,4
Porcins, volailles	301,2	+ 11,0	190,8	+ 15,7	102,2	+ 3,3	293,0	+ 11,1	8,2	+ 7,4
Polyculture, polyélevage	180,2	+ 8,4	75,4	+ 16,6	99,1	+ 2,9	174,4	+ 8,4	5,8	+ 7,4
ENSEMBLE	156,3	+ 6,3	59,3	+ 13,9	92,1	+ 1,9	151,4	+ 6,3	4,9	+ 5,1

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2007 et 2008

Les charges d'approvisionnement

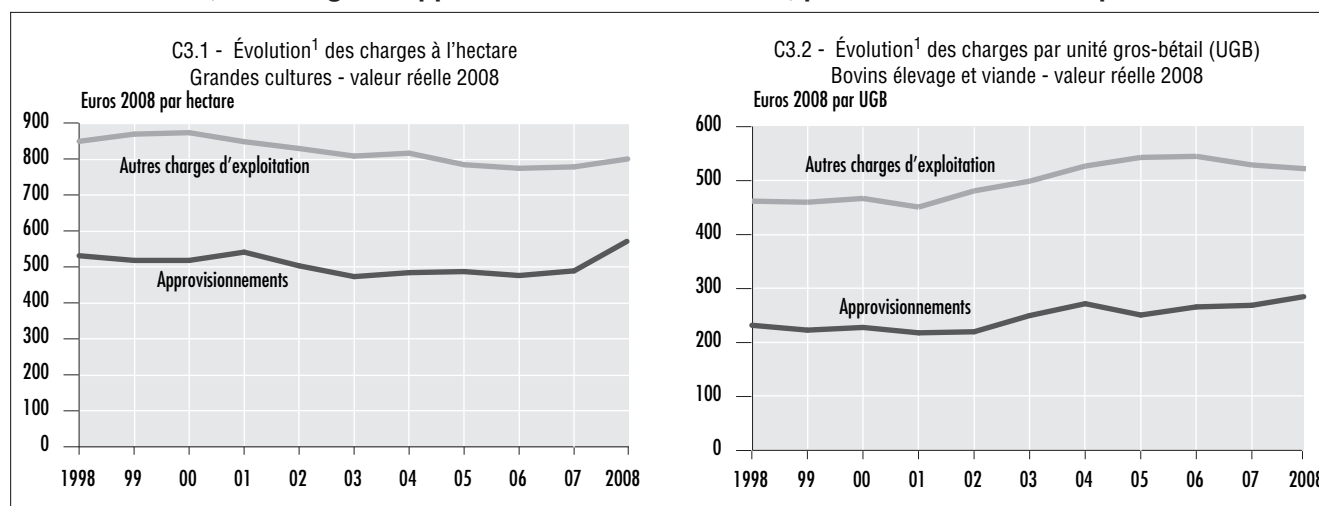
En 2008, les charges d'approvisionnement atteignent, en moyenne, 59 300 euros par exploitation. Elles sont en vive augmentation par rapport à l'année précédente (+ 13,9 %¹). Cette forte hausse résulte principalement de l'évolution des postes aliments concentrés (+ 17,5 %¹), engrais et amendements (+ 20,9 %¹) et énergie stockée (+ 25,9 %¹).

L'importance et la composition de ces charges diffèrent selon la spécialisation des exploitations. En grandes cultures, les charges d'approvisionnement, un peu plus élevées que la moyenne, sont surtout composées d'engrais et de phytosanitaires. Les fournitures sont importantes en maraîchage et viticulture AOC, les carburants et combustibles en maraîchage. Dans les éle-

vages de porcins, volailles, les charges d'approvisionnement atteignent 190 800 euros en moyenne, soit plus de trois fois plus que pour l'ensemble des exploitations. Ce niveau élevé s'explique par l'importance des dépenses en aliments dans ce secteur, qui avec 156 700 euros en 2008, représentent 82 % du total. À l'inverse, avec 27 400 euros par exploitation, les charges d'approvisionnement sont plutôt faibles dans le secteur autre viticulture.

Les dépenses d'approvisionnement augmentent dans toutes les orientations à l'exception du maraîchage. Les principales hausses s'observent parmi les secteurs grandes cultures (+ 17,7 %¹), bovins mixtes (+ 18,5 %¹) et bovins lait (+ 19,4 %¹).

En 2008, les charges d'approvisionnement s'envolent, pour l'ensemble des exploitations



Source : RICA

C3.3 - Charges d'approvisionnement en 2008 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Engrais et amendements	Semences et plants	Produits phytosanitaires	Aliments du bétail	Produits vétérinaires	Fournitures	Carburants lubrifiants et combustibles
Grandes cultures	22,4	10,8	18,2	4,5	0,5	1,7	9,0
Maraîchage, horticulture	11,1	38,8	5,0	0,1	0,0	19,0	12,6
Vins d'appellation d'origine	2,7	0,7	8,7	0,1	0,0	17,8	2,3
Autre viticulture	4,7	1,3	12,2	0,0	0,0	5,4	3,8
Fruits	6,4	3,2	12,7	0,4	0,1	9,6	5,1
Bovins lait	7,1	3,4	3,0	24,0	3,9	3,8	5,3
Bovins élevage et viande	4,7	1,1	1,1	13,5	3,2	2,3	4,5
Bovins lait, élevage et viande	10,6	4,7	5,1	31,9	5,1	5,3	8,1
Ovins, autres herbivores	3,8	1,3	1,0	17,8	2,6	2,0	3,7
Porcins, volailles	3,6	2,7	2,9	156,7	11,8	5,5	7,6
Polyculture, polyélevage	13,5	6,4	9,8	30,7	3,5	3,0	8,4
ENSEMBLE	10,7	5,9	8,6	20,1	2,5	5,1	6,5

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

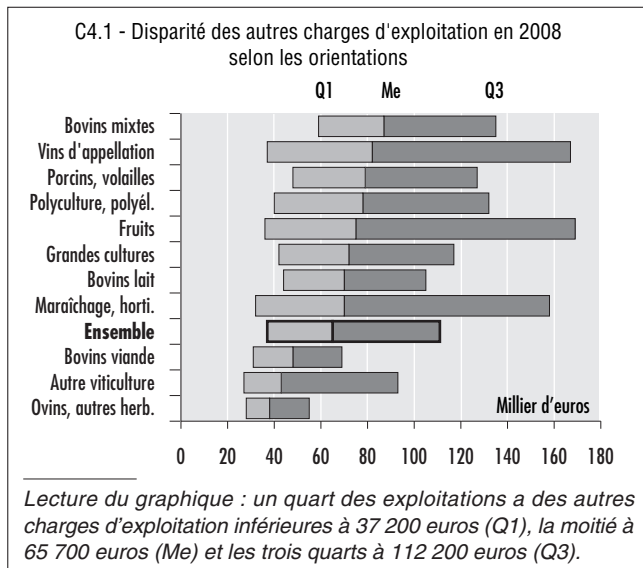
Source : RICA 2008

Les autres charges d'exploitation

En 2008, les autres charges d'exploitation (ou charges de structure) se sont élevées à 92 100 euros par exploitation en moyenne. La composition de ces charges dépend de la spécialisation des exploitations et, en général, est fortement marquée par le poids des amortissements. Ceux-ci représentent plus de 30 % des autres charges d'exploitation dans les secteurs agricoles qui ont peu de charges de personnel. Dans les élevages d'ovins, autres herbivores et de bovins viande, pour lesquels les charges de structure sont relativement faibles en moyenne, les amortissements vont jusqu'à 37 %.

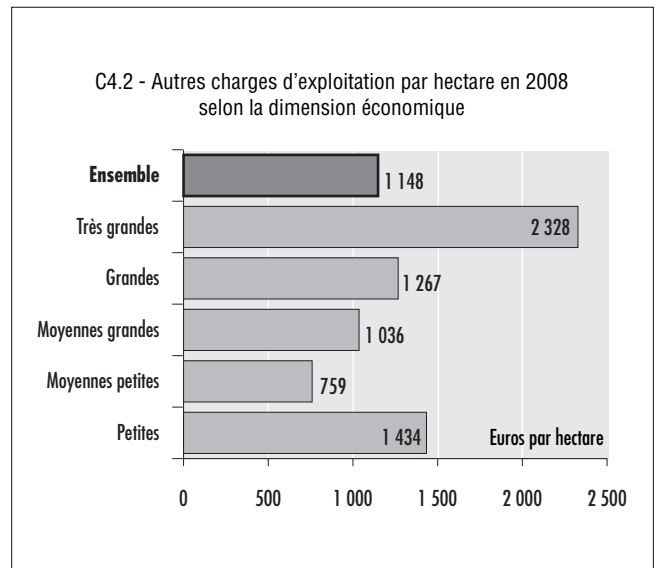
charges de personnel peuvent être très importantes dans certains secteurs. Elles représentent respectivement 36 % et 39 % des dépenses pour les producteurs de fruits et les maraîchers, horticulteurs. Elles se démarquent également dans les secteurs viticoles. Pour l'ensemble des exploitations, en 2008, les autres charges d'exploitation sont légèrement en hausse (+ 1,9 %). Ce sont les dépenses en énergie non stockée qui ont le plus augmenté¹ avec + 5,4 %. Les assurances (+ 5,2 %) et les travaux pour cultures et élevages (+ 4,8 %) augmentent également.

Les charges de structure les plus dispersées sont dans le secteur « Fruits »



Source : RICA 2008

Les charges de structure sont de 1 100 euros par hectare en moyenne en 2008



Source : RICA 2008

C4.3 - Autres charges d'exploitation en 2008 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Travaux pour cultures et élevages	Loyers et fermages	Entretien bâtiments et matériel	Assurances	Charges de personnel	Impôts et taxes	Amortissements	Autres ²
Grandes cultures	8,5	15,1	8,5	6,1	7,9	2,5	30,1	15,3
Maraîchage, horticulture	2,3	3,5	5,5	4,7	54,9	1,7	25,7	41,8
Vins d'appellation d'origine	5,6	21,3	6,4	4,6	35,7	3,4	22,9	30,7
Autre viticulture	5,9	7,3	4,6	3,7	15,8	2,9	18,4	20,9
Fruits	7,2	7,5	6,9	6,5	53,1	1,6	25,9	37,5
Bovins lait	11,7	7,9	6,9	3,8	1,8	1,4	27,9	19,9
Bovins élevage et viande	4,9	6,7	4,9	3,6	1,2	1,0	20,5	12,9
Bovins lait, élevage et viande	12,8	12,2	9,0	4,8	3,1	1,7	36,2	25,0
Ovins, autres herbivores	5,1	4,3	4,4	3,3	2,2	0,8	18,0	11,1
Porcins, volailles	14,3	5,4	7,1	4,8	7,1	1,6	34,0	27,8
Polyculture, polyélevage	12,0	11,3	8,8	5,4	6,6	1,9	31,9	21,1
ENSEMBLE	8,7	11,0	7,1	4,8	11,1	1,9	27,1	20,4

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Somme des charges en eau, gaz, électricité, petit matériel et autres fournitures, redevances de crédit-bail, honoraires, frais de transport, frais de gestion.

Source : RICA 2008

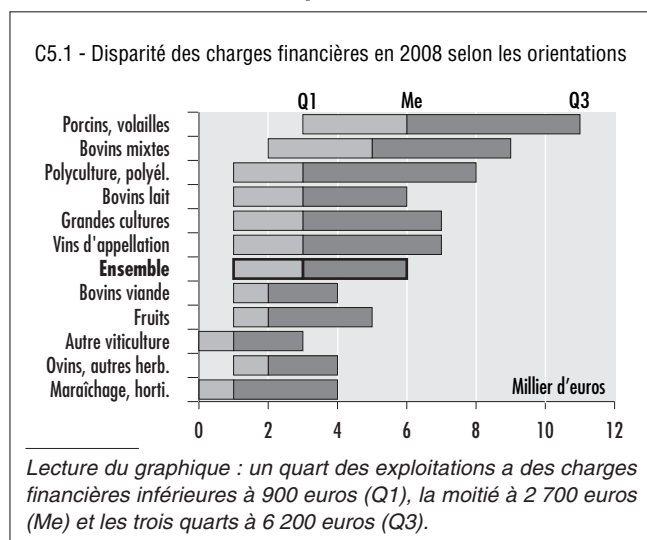
Les charges financières

D'un montant moyen de 4 900 euros par exploitation, les charges financières augmentent sensiblement (+ 5,1 %) sous l'effet d'une augmentation conjointe des charges liées aux emprunts à long ou moyen terme (+ 4,0 %) et de celles liées aux emprunts à court terme (+ 8,7 %). Les charges financières sont liées aux résultats des exercices précédents et reflètent les décisions d'investissement prises au cours des exercices antérieurs.

En 2008, elles augmentent pour la plupart des orientations à l'exception des exploitations viticoles. La hausse la plus marquée est pour le secteur des bovins mixtes (+ 7,6 %).

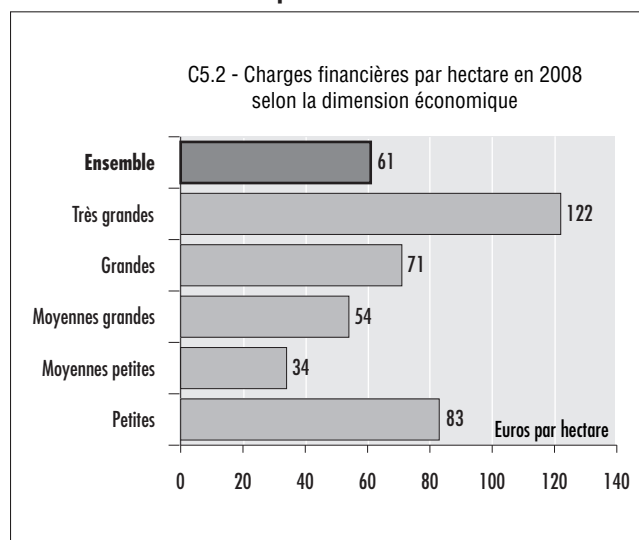
Les élevages de porcins, volailles restent une nouvelle fois les plus pénalisés avec le taux d'intérêt apparent le plus élevé (3,9 %), supérieur de 0,5 point au taux moyen. Ces exploitations sont également celles dont les emprunts sont les plus importants avec une dette moyenne de 209 500 euros (voir tableau F1.3), alors que la dette moyenne sur l'ensemble des exploitations n'est que de 140 800 euros. Tous secteurs confondus, pour une exploitation sur quatre, les charges financières dépassent 6 200 euros. Dans un élevage de porcins, volailles sur quatre, elles atteignent 10 600 euros.

Les charges financières du secteur porcins, volailles sont supérieures aux autres



Source : RICA 2008

Les charges financières s'élèvent en moyenne à 61 euros par hectare en 2008



Source : RICA 2008

C5.3 - Charges financières en 2008 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Charges financières totales	Charges financières à long ou moyen terme	Charges financières à court terme	Taux d'intérêt apparent %
Grandes cultures	5,0	3,6	1,4	3,5
Maraîchage, horticulture	4,3	3,3	1,0	3,4
Vins d'appellation d'origine	5,7	3,9	1,8	3,0
Autre viticulture	3,4	2,5	0,9	3,2
Fruits	3,9	2,8	1,1	3,3
Bovins lait	4,6	3,8	0,8	3,5
Bovins élevage et viande	3,2	2,6	0,6	3,3
Bovins lait, élevage et viande	6,9	5,2	1,7	3,7
Ovins, autres herbivores	2,6	2,0	0,6	3,3
Porcins, volailles	8,2	6,0	2,2	3,9
Polyculture, polyélevage	5,8	4,3	1,5	3,6
ENSEMBLE	4,9	3,6	1,2	3,4

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2008

Les charges sociales de l'exploitant

Les charges sociales de l'exploitant sont destinées à financer les caisses d'assurances maladie et vieillesse de l'exploitant et des co-exploitants non salariés. Elles sont exclues des charges dans le RICA, de même que les prestations sociales sont exclues des produits, et ne participent pas à la formation du résultat. Elles sont néanmoins enregistrées de façon extra-comptable. Les charges sociales de l'exploitant sont calculées sur la base des résultats des trois années précédentes, ou sur option, sur ceux de l'année précédente. De ce fait, un temps de latence s'observe entre les variations des résultats et les variations des cotisations.

En 2008, ces charges représentent, en moyenne, 9 500 euros par exploitation, soit 29 % du résultat courant avant impôts (charges sociales non déduites). En moyenne, les charges sociales du secteur vins d'appellation d'origine sont les plus fortes. Cependant la majorité des exploitations de grandes cultures ont des charges similaires à ce secteur. Quant à la contribution la plus lourde par rapport au RCAI, elle se situe dans les secteurs bovins viande et porcins, volailles (46 %).

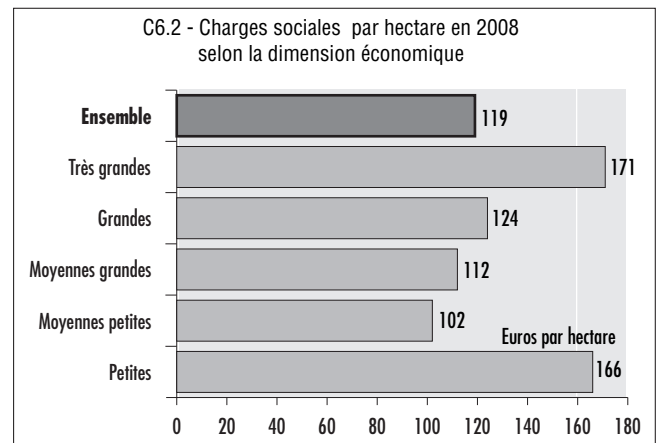
C6.1 - Charges sociales de l'exploitant selon les orientations en 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	2008 millier d'euros	Évolution ¹ 08/07 %
Grandes cultures	11,7	+ 18,3
Maraîchage, horticulture	9,6	+ 10,8
Vins d'appellation d'origine	12,4	+ 3,5
Autre viticulture	7,0	+ 12,7
Fruits	9,0	+ 5,3
Bovins lait	8,7	+ 6,3
Bovins élevage et viande	6,2	- 0,6
Bovins lait, élevage et viande	10,4	- 1,8
Ovins, autres herbivores	5,7	- 0,9
Porcins, volailles	9,3	- 5,0
Polyculture, polyélevage	9,9	+ 4,8
ENSEMBLE	9,5	+ 7,1

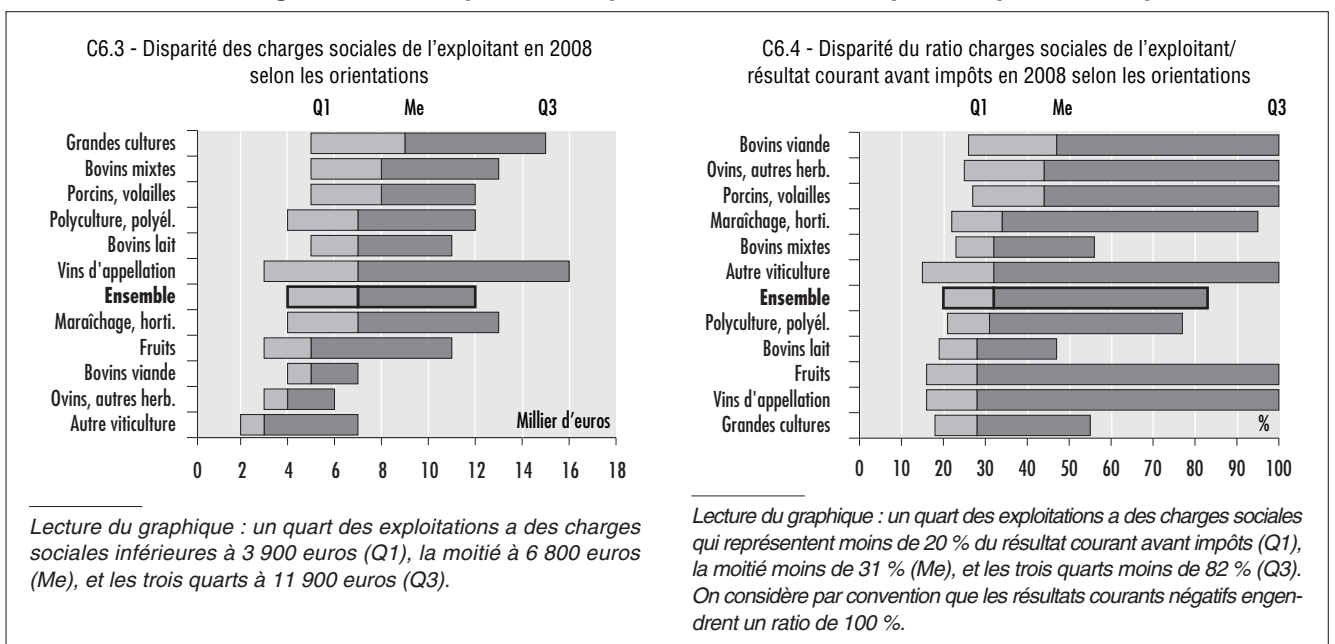
Source : RICA 2007 et 2008

Les charges sociales de l'exploitant s'élèvent en moyenne à 119 euros par hectare en 2008



Source : RICA 2008

En 2008, les charges sociales représentent plus de 82 % du RCAI pour le quart des exploitations



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2008

Les charges en énergie selon les orientations

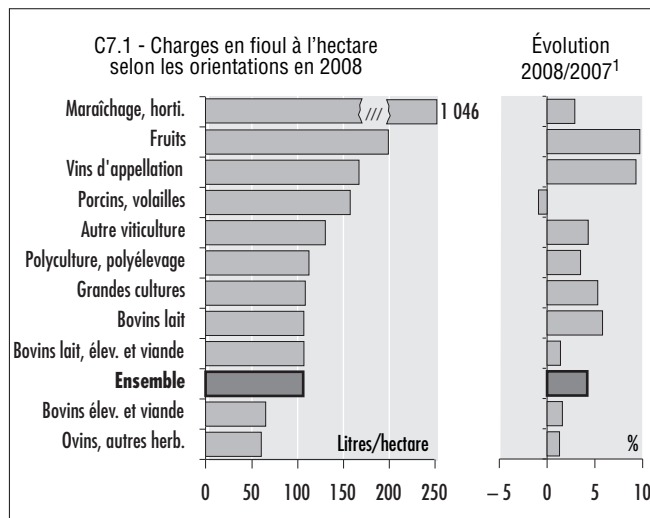
En 2008, les dépenses consacrées à l'énergie ont augmenté de 19 %¹ en valeur réelle. Elles avaient auparavant augmenté de 13 % en 2005, 5 % en 2006 et diminué de 1 % en 2007. Elles atteignent ainsi 9 400 euros en moyenne par exploitation, soit un peu plus de 6 % du total des charges courantes. Ramenées à l'hectare, elles s'élèvent à 117 euros. Avec 1 700 euros en moyenne, les dépenses en électricité représentent 18 % des charges en énergie.

D'une orientation à une autre, la consommation d'énergie et son utilisation peuvent varier considérablement. Ainsi en 2008, les dépenses en énergie à l'hectare s'échelonnent entre 67 euros chez les éleveurs de

bovins viande et 3 600 euros pour les maraîchers, horticulteurs. Dans cette dernière orientation, les surfaces utilisées sont petites, mais les dépenses en énergie, pour les cultures sous serre en particulier, sont très élevées.

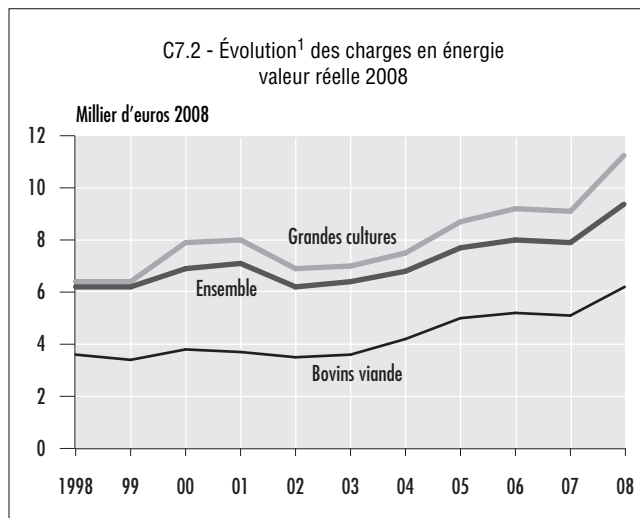
En 2008, la quantité de fioul domestique consommée atteint 8 600 litres en moyenne, soit 6 % de plus qu'en 2007. Ramenée à l'hectare, elle atteint 107 litres en moyenne. Toutes les orientations ont augmenté leurs volumes consommés. Les maraîchers, horticulteurs conservent la consommation la plus élevée de toutes les orientations avec 1 046 litres de fioul domestique consommés en moyenne par hectare.

Les maraîchers utilisent en moyenne 1 000 litres de fioul domestique par hectare



Source : RICA 2007 et 2008

Les dépenses en énergie repartent à la hausse en 2008



Source : RICA

C7.3 - Charges en énergie selon les orientations en 2008

Moyennes par exploitation, en millier d'euros pour les valeurs monétaires

Orientation	Charges totales en énergie (valeur)		Dont						Fioul domestique (quantité 1 000 l)	
			Fioul domestique (carburant et combustible)		Électricité		Autres (gaz stocké ou non, gazole à la pompe, divers)			
	2008	Évolution ¹ 08/07 %	2008	Évolution ¹ 08/07 %	2008	Évolution ¹ 08/07 %	2008	Évolution ¹ 08/07 %	2008	Évolution ¹ 08/07 %
Grandes cultures	11,3	+ 24,7	8,1	+ 34,4	1,4	+ 5,1	1,8	+ 6,4	12,8	+ 6,2
Maraîchage, horticulture	24,3	+ 7,4	4,0	+ 13,4	3,9	+ 6,2	16,4	+ 6,4	7,2	+ 3,4
Vins d'appellation d'origine	5,3	+ 15,2	2,1	+ 32,0	1,0	+ 7,2	2,1	+ 5,8	3,2	+ 9,4
Autre viticulture	5,5	+ 19,8	3,0	+ 30,3	0,7	+ 7,3	1,8	+ 10,4	4,6	+ 3,8
Fruits	9,2	+ 14,6	3,7	+ 27,2	2,3	+ 0,2	3,1	+ 13,7	5,9	+ 10,0
Bovins lait	8,0	+ 19,2	5,0	+ 32,1	2,0	+ 2,2	1,0	+ 2,8	7,9	+ 7,2
Bovins élevage et viande	6,2	+ 21,4	4,1	+ 31,6	0,7	+ 2,5	1,5	+ 7,4	6,1	+ 3,2
Bovins lait, élevage et viande	11,1	+ 22,0	7,4	+ 27,3	2,1	+ 9,9	1,5	+ 17,5	11,7	+ 2,9
Ovins, autres herbivores	5,8	+ 19,6	3,4	+ 31,1	1,1	+ 1,9	1,3	+ 10,7	5,0	+ 3,4
Porcins, volailles	13,0	+ 10,1	4,1	+ 19,5	4,4	- 0,2	4,4	+ 14,0	6,6	+ 1,0
Polyculture, polyélevage	11,4	+ 18,7	7,2	+ 33,2	2,0	+ 3,7	2,2	- 2,1	11,2	+ 5,4
ENSEMBLE	9,4	+ 18,7	5,5	+ 31,7	1,7	+ 3,4	2,3	+ 5,9	8,6	+ 5,5

1. Toutes les évolutions sont calculées sur un échantillon constant. Les évolutions des valeurs monétaires sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2007 et 2008

La formation du résultat courant

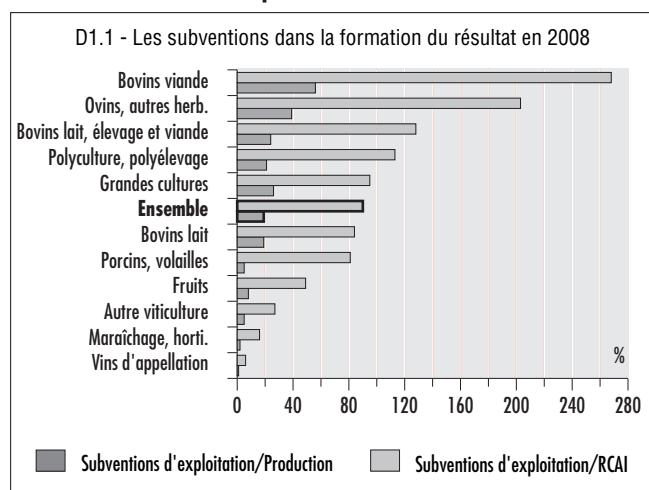
En 2008, la production des exploitations professionnelles est évaluée par le RICA à 157 100 euros en moyenne. Après déduction des charges courantes et prise en compte des subventions d'exploitation, le solde, appelé résultat courant avant impôts (RCAI), s'élève en moyenne à 32 600 euros, en forte chute par rapport à 2007 (- 23 %¹).

Le résultat courant avant impôts n'est pas affecté par les charges et les produits exceptionnels et permet ainsi de mieux comparer différents exercices. Les produits courants se composent principalement de la production de l'exercice et des subventions d'exploitation. La production de l'exercice est déterminée par le volume des différentes spéculations et leur valorisation. L'importance des subventions dans la formation du résultat courant avant impôts est une spécificité des orientations concernées par la réforme de la PAC de 1992, à savoir les filières bovins viande et ovines.

Les charges courantes sont constituées d'une part de charges d'exploitation, d'autre part de charges financières. Dans l'ensemble des charges d'exploitation, on distingue les consommations intermédiaires, c'est-à-dire la valeur des biens et services incorporés dans le processus de production. Le rapport des consommations intermédiaires sur l'ensemble des produits varie selon l'orientation technico-économique. Il est structurellement plus important pour l'orientation porcins, volailles. En 2008, il y atteint en moyenne 75 % ; il n'était que de 65 % en 2006 et 2005.

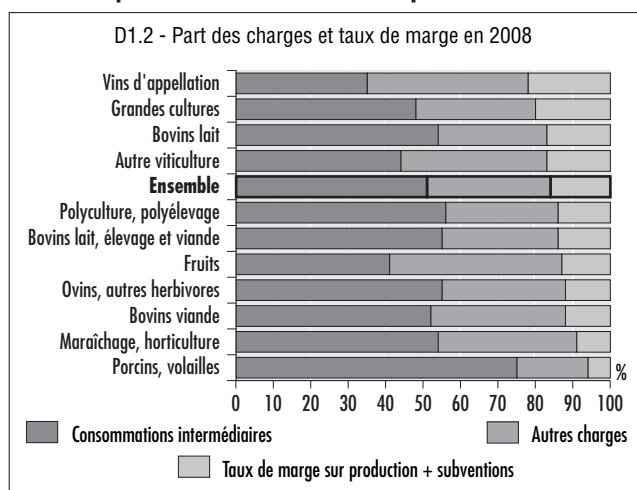
Le rapport de l'ensemble des charges courantes sur l'ensemble des produits courants détermine par différence le taux de marge de l'exploitation agricole. En 2008, c'est l'orientation viticulture d'appellation qui bénéficie du meilleur taux de marge, soit 22 %, contre 6 % pour l'orientation porcins, volailles qui affiche le taux le plus faible.

Les subventions représentent 56 % de la valeur de la production en bovins viande



Source : RICA 2008

Une marge de 16 % pour l'ensemble des exploitations



Source : RICA 2008

D1.3 - Soldes intermédiaires de gestion en 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Production de l'exercice	Consommations intermédiaires (CI)	Valeur ajoutée ²	Subventions d'exploitation	Excédent brut d'exploitation (EBE)	Autres charges que CI	RCAI	Résultat de l'exercice
Grandes cultures	164,4	99,3	59,7	43,3	79,2	66,6	45,7	55,6
Maraîchage, horticulture	249,3	136,4	108,9	3,9	53,1	94,9	23,9	26,4
Vins d'appellation d'origine	212,4	75,0	132,8	2,8	76,7	93,6	48,9	56,2
Autre viticulture	126,7	58,9	64,3	6,6	45,8	51,4	24,5	31,1
Fruits	199,0	89,1	103,5	16,5	62,2	98,6	33,5	39,3
Bovins lait	140,1	89,2	47,3	26,1	63,1	47,4	31,1	35,5
Bovins viande	65,2	53,1	8,5	36,8	37,2	36,2	13,7	16,7
Bovins lait, élevage et viande	171,4	117,6	49,2	41,6	74,9	65,0	32,4	37,6
Ovins, autres herbivores	69,0	52,7	13,1	27,1	33,7	31,3	13,4	16,2
Porcins, volailles	302,4	240,0	57,9	16,5	61,6	61,2	20,3	24,8
Polyculture, polyélevage	173,2	117,2	51,0	37,2	69,8	63,0	32,9	40,0
ENSEMBLE	157,1	95,5	57,1	29,3	63,7	60,8	32,6	38,8

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. La valeur ajoutée est ici obtenue à partir de la production de l'exercice diminuée des consommations intermédiaires et des primes d'assurance.

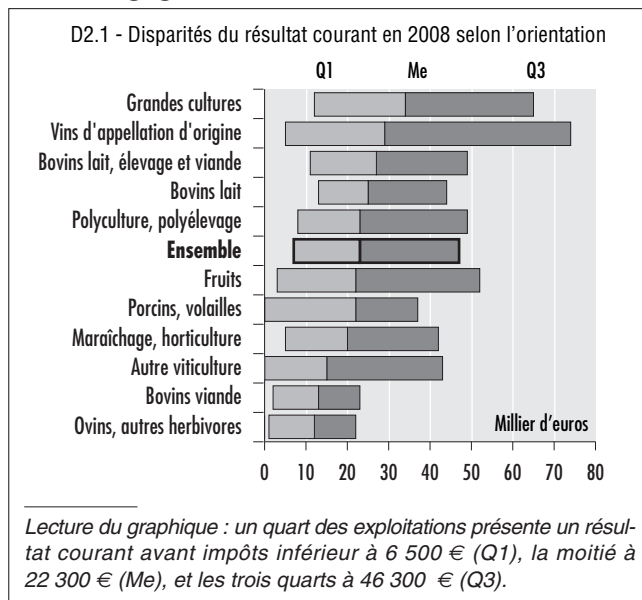
Source : RICA 2008

Les niveaux et disparités du résultat courant

Selon les orientations technico-économiques, les valeurs médianes du résultat courant avant impôts (RCAI) s'échelonnent entre 12 100 euros pour les éleveurs d'ovins et 33 800 euros pour le secteur grandes cultures. Les disparités entre orientations ont une composante structurelle. Sur les dix dernières années le secteur vins d'appellation d'origine a le meilleur résultat, alors que le secteur des ovins, autres herbivores a le plus faible. Mais les facteurs conjoncturels bouleversent fréquemment les positions respectives des différentes OTEX.

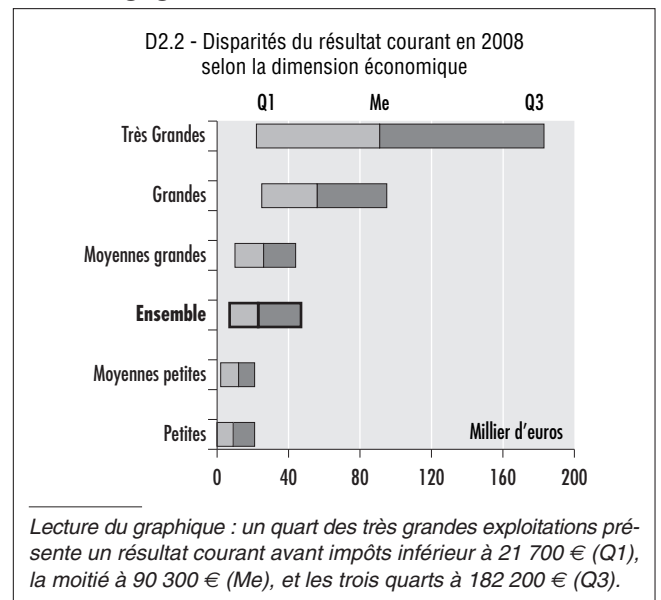
Cependant, l'orientation n'explique que partiellement les disparités du RCAI, car celles-ci demeurent importantes au sein de chaque spécialisation. Elles sont spécialement marquées dans l'orientation vins d'appellation d'origine. Selon les classes de dimension économique, les valeurs médianes du résultat courant avant impôts s'échelonnent entre 4 100 euros pour les exploitations de 8 à 16 unités de dimension européenne (UDE) et 90 300 euros pour les exploitations de plus de 250 UDE.

Un quart des exploitations dégagent un RCAI inférieur à 6 500 €



Source : RICA 2008

Un quart des exploitations de très grande taille dégagent un RCAI inférieur à 21 700 €



Source : RICA 2008

D2.3 - Déciles¹ du résultat courant avant impôts selon les orientations

En millier d'euros

Orientation	Déciles								
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e
Grandes cultures	- 3	8	16	25	34	45	59	77	111
Maraîchage, horticulture	-13	- 1	9	14	20	28	37	50	74
Vins d'appellation d'origine	-15	- 0	9	19	29	40	54	88	147
Autre viticulture	-17	- 5	- 0	6	13	21	30	53	79
Fruits	-16	- 2	7	15	22	33	41	66	93
Bovins lait	1	11	16	21	26	32	40	50	67
Bovins viande	- 7	- 0	5	9	12	17	21	25	34
Bovins lait, élevage et viande	- 2	6	14	21	27	32	43	58	76
Ovins, autres herbivores	- 9	- 1	4	8	12	15	20	26	34
Porcins, volailles	-13	- 4	3	9	21	27	33	43	61
Polyculture, polyélevage	- 4	4	12	17	23	31	41	56	85
ENSEMBLE	- 6	3	10	16	22	30	40	55	83

1. Les neuf déciles séparent la population en dix groupes d'effectifs égaux. Ainsi, un dixième des exploitations de bovins lait obtient un résultat inférieur à 1 300 euros (1^{er} décile). La même proportion obtient un résultat supérieur à 67 200 euros (9^e décile).

Source : RICA 2008

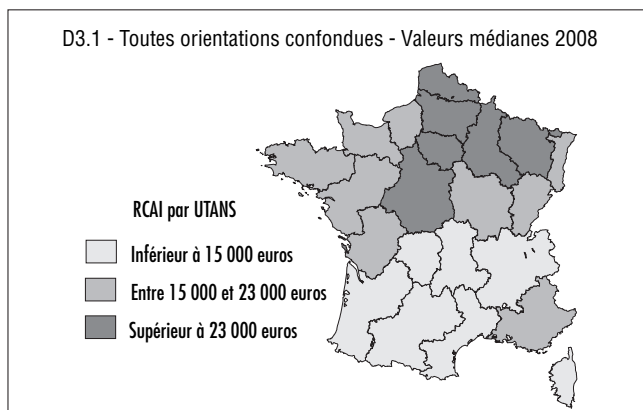
Les niveaux et disparités du revenu par unité de travail non salariée

Hors charges sociales, la médiane du résultat courant par unité de travail annuel non salarié (UTANS) atteint 17 000 euros, soit 1 420 euros par mois, cette somme correspondant à la rémunération du travail et au revenu des capitaux propres.

Toutes orientations confondues, les exploitations champardennaises disposent une fois encore des résultats par UTANS les plus élevés mais aussi les moins homogènes. Au contraire c'est dans la région Aquitaine que ces revenus sont les plus faibles, en raison notamment des difficultés de la filière viticole.

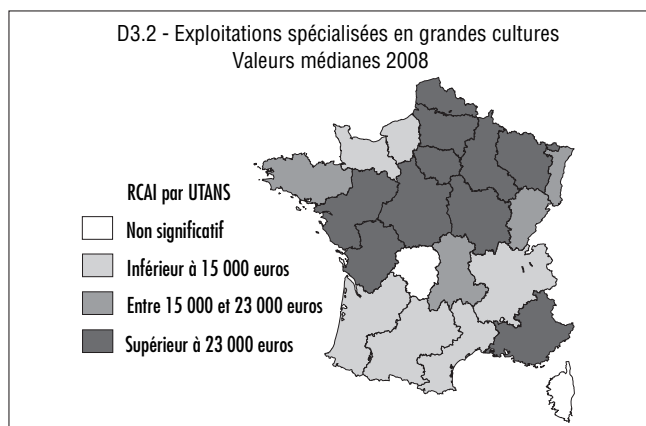
Les disparités inter-régionales observées doivent être considérées comme la résultante de plusieurs facteurs tels que la taille économique moyenne des exploitations, le degré d'intensification, l'éligibilité aux aides directes.

Les régions Champagne-Ardenne et Ile-de-France loin devant



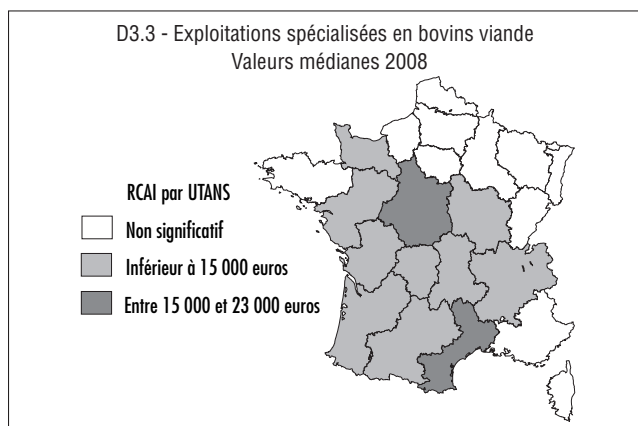
Source : RICA 2008

En grandes cultures, la région Champagne-Ardenne est devant la région Ile-de-France



Source : RICA 2008

En bovins viande, la région Languedoc-Roussillon a les meilleurs résultats



Source : RICA 2008

D3.4 - Disparités inter-régionales par orientation Résultat courant avant impôts par unité de travail annuel non salarié

En millier d'euros

Orientation	France entière	Valeurs médianes ¹ 2008	
		dont région la plus faible ²	dont région la plus forte ²
Grandes cultures	28,7	5,3 Aquitaine	61,9 Champagne-Ardenne
Maraîchage, horticulture	14,9	13,7 Languedoc-Roussillon	17,3 Provence-Alpes-Côte d'Azur
Vins d'appellation d'origine	22,6	0,1 Languedoc-Roussillon	69,3 Champagne-Ardenne
Autre viticulture	11,6	5,3 Languedoc-Roussillon	50,5 Poitou-Charentes
Fruits	18,3	6,4 Midi-Pyrénées	24,9 Languedoc-Roussillon
Bovins lait	18,6	6,3 Aquitaine	25,3 Poitou-Charentes
Bovins viande	10,4	1,8 Aquitaine	18,8 Languedoc-Roussillon
Bovins lait, élevage et viande	17,2	13,0 Auvergne	33,5 Lorraine
Ovins, autres herbivores	8,9	5,5 Aquitaine	12,6 Provence-Alpes-Côte d'Azur
Porcins, volailles	13,4	8,8 Aquitaine	20,3 Bretagne
Polyculture, polyélevage	16,3	7,1 Aquitaine	32,0 Picardie
ENSEMBLE	17,0	6,4 Aquitaine	52,8 Champagne-Ardenne

1. Pour un ensemble géographique donné, la valeur retenue est la médiane, valeur qui sépare la population d'exploitations en deux groupes d'effectifs égaux.

2. Pour une orientation de production donnée, sont retenues parmi les régions ayant suffisamment d'exploitations, celles qui possèdent la plus faible ou la plus forte médiane.

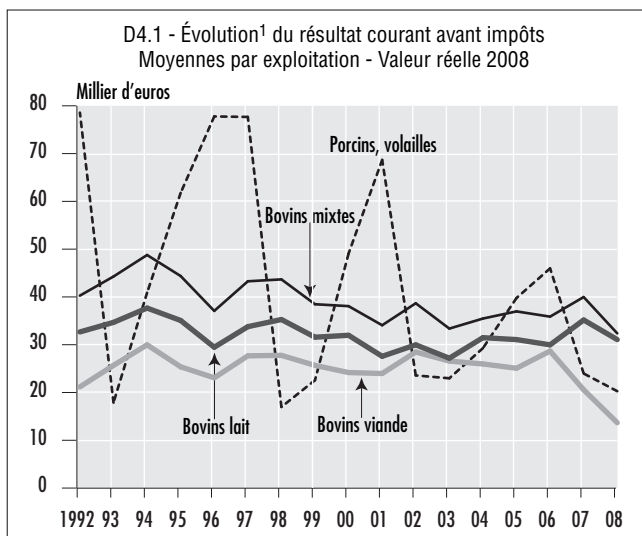
Source : RICA 2008

Les évolutions du résultat courant

En 2008, le résultat courant avant impôts des exploitations baisse de 23 %¹ après la forte hausse de 25 %¹ de 2007. Le RCAI retrouve en 2008 son niveau de 2006, avec 32 600 euros en moyenne par exploitation. La baisse est générale mais plus ou moins

marquée selon les orientations. La hausse exceptionnelle du prix du baril de pétrole pèse fortement sur les charges des agriculteurs, de façon directe par le fioul et indirecte par les engrais et amendements.

Chute globale en 2008 pour toutes les orientations



Source : RICA

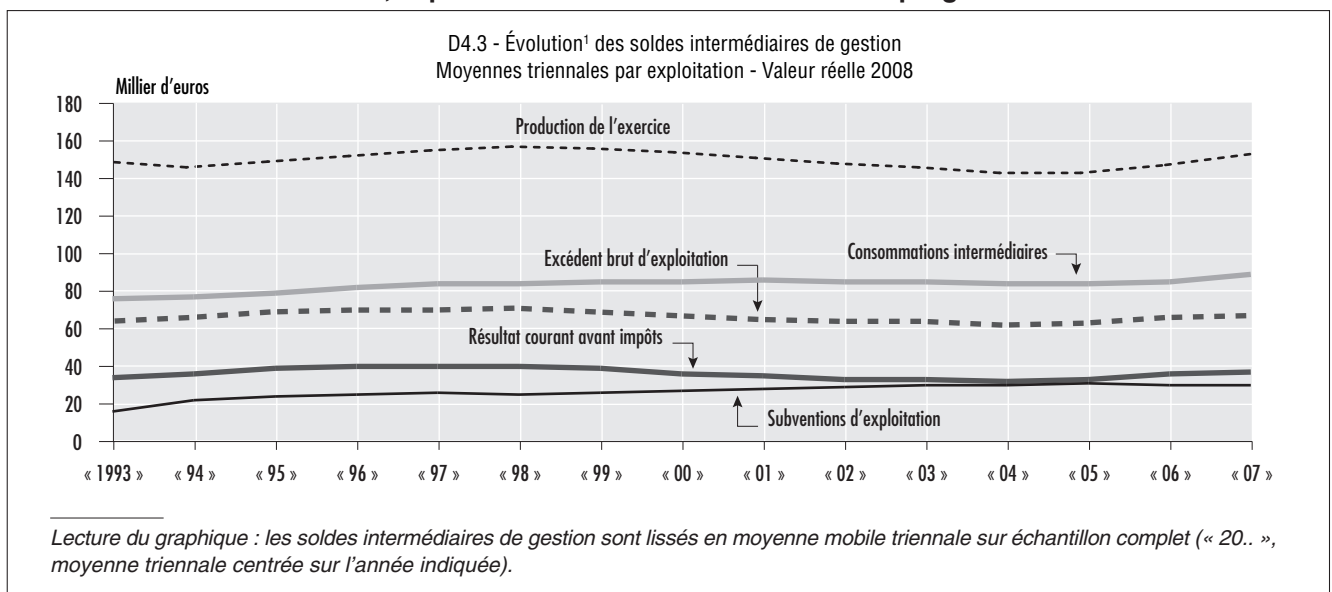
D4.2 - Les résultats courants avant impôts selon les orientations en 2008

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	2008 millier d'euros	Évolution ¹ 08/07 %
Grandes cultures	45,7	- 25,3
Maraîchage, horticulture	23,9	- 20,0
Vins d'appellation d'origine	48,9	- 25,1
Autre viticulture	24,5	- 15,1
Fruits	33,5	- 8,8
Bovins lait	31,1	- 11,6
Bovins élevage et viande	13,7	- 33,3
Bovins lait, élevage et viande	32,4	- 19,0
Ovins, autres herbivores	13,4	- 29,1
Porcins, volailles	20,3	- 15,5
Polyculture, polyélevage	32,9	- 23,3
ENSEMBLE	32,6	- 23,2

Source : RICA 2007 et 2008

En 2008, la production de l'exercice continue sa progression



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

Un indicateur synthétique d'analyse des disparités : l'indice de Theil

L'indice de Theil est un indicateur d'inégalité. Un indice de 0 indique une égalité parfaite. Un indicateur de 0,5 indique une inégalité où 74 % des individus ont 26 % des ressources et un indice de 1 une inégalité où 82 % des individus ont 18 % des ressources. Il possède la propriété de « décomposabilité » qui permet de mesurer les contributions respectives et croisées de différents facteurs aux inégalités de revenus.

Les quatre variables retenues (région, orientation, SAU, produit brut par hectare) n'ont pas une contribution déterminante dans l'explication des inégalités de résultat : leur contribution simple ne dépasse pas 28 %.

Mais lorsqu'on les croise, les quatre variables expliquent 59 % de la dispersion des revenus en 2008.

Entre 2000 et 2008, il y a une « rupture » dans cette explication de la dispersion des revenus due notamment à la variable régionale dont la contribution entre

2004 et 2008 est presque double de sa contribution sur la période 2000-2003.

La contribution de la surface est relativement restreinte entre 2000 et 2006 : autour de 5 %. À noter une augmentation ces deux dernières années en lien avec les revenus élevés dans l'OTEX grandes cultures pour laquelle la dimension foncière a un rôle important. Dans cette OTEX, la surface des exploitations explique à elle seule près de 28 % de la dispersion des revenus en 2008 et même 35 % en 2007 où la situation pour cette filière était exceptionnelle.

La contribution croisée de la région et du produit brut explique près de 46 % de la dispersion des revenus pour l'ensemble des exploitations en 2008. La contribution est particulièrement marquée en autre viticulture où elle explique plus de 80 % de la dispersion. La contribution est également importante en viticulture d'appellation et en arboriculture fruitière.

D5.1 - Pourcentage expliqué de la dispersion du revenu (RCAI) par unité de travail non salarié

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 ¹
Indicateur de Theil ¹	0,37	0,45	0,36	0,35	0,37	0,38	0,36	0,42	0,42
Contributions simples									
Région	12 %	13 %	17 %	12 %	23 %	20 %	16 %	28 %	23 %
Orientation	17 %	17 %	16 %	11 %	19 %	18 %	12 %	21 %	19 %
SAU	5 %	3 %	6 %	5 %	5 %	6 %	5 %	10 %	8 %
PB/ha	13 %	17 %	11 %	9 %	12 %	14 %	12 %	8 %	10 %
Région * OTEX * PB/ha * SAU	53 %	54 %	54 %	53 %	59 %	57 %	56 %	64 %	59 %

1. Lecture : Dans le graphique 5.1, l'indice de Theil du RCAI par UTANS s'élève à 0,42 en 2008. 23 % de la dispersion est expliquée par la région, 19 % par l'orientation, 8 % par la SAU et 10 % par le produit brut par hectare. Au total, 59 % de la dispersion est expliquée par le croisement de ces quatre variables.

Source : RICA

D5.2 - Selon les orientations en 2008

	Theil 2008	Région %	SAU %	PB/ha %	PB/ha*SAU %	Région * PB/ha * SAU %
Grandes cultures	0,33	20	28	12	45	61
Céréales, oléagineux, protéagineux	0,32	19	29	13	45	63
Autres grandes cultures	0,33	28	35	6	42	69
Maraîchage, horticulture	0,43	8	4	7	38	58
Vins d'appellation d'origine	0,53	30	4	32	52	66
Autre viticulture	0,54	40	31	39	67	82
Fruits	0,37	10	14	19	51	74
Bovins lait	0,19	10	4	7	16	41
Bovins viande	0,24	2	4	2	11	46
Bovins mixtes	0,20	16	8	14	30	72
Ovins, autres herbivores	0,26	12	7	2	21	53
Porcins, volailles	0,30	20	3	6	17	54
Polyculture, polyélevage	0,29	16	11	13	27	55
Ensemble	0,42	23	8	10	26	46

Source : RICA 2008

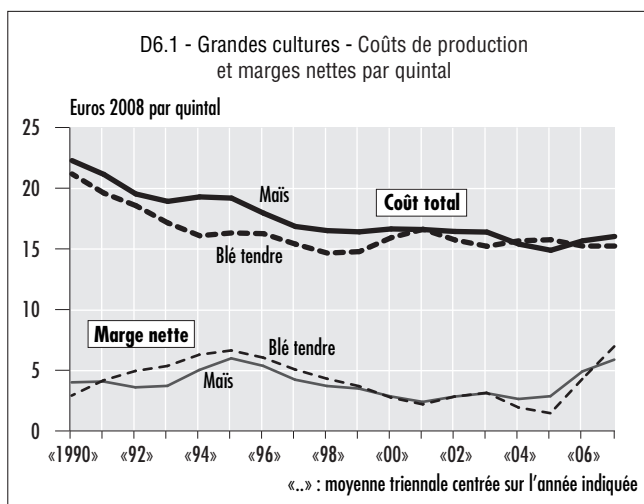
Coûts de production

En 2008, le coût de production du quintal de blé tendre est estimé (hors travail) à 16,5 euros, en progression de 18 % par rapport à 2007. La hausse du coût des engrais (+ 19 %) et des coûts fixes (+ 22 %) sont responsables de cette progression. Le coût redevient supérieur au prix enregistré à la production qui cède 15 % pour s'établir à 15,4 euros le quintal. Après affectation économique des subventions d'exploitation incluant le paiement unique, la marge nette de l'exploitant s'établit à 4,6 euros par quintal. Malgré un rendement en hausse, la marge à l'hectare du blé tendre recule de 47 % à 339 euros.

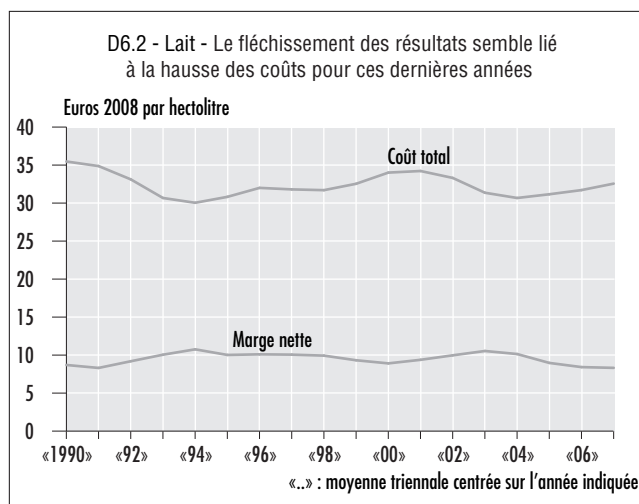
Avec une baisse du rendement et du prix, le maïs ne dégage qu'une marge de 227 euros à l'hectare. En revanche, la marge nette à l'hectare de la betterave

rebondit grâce à la hausse du prix et retrouve le niveau de 2006, soit 902 euros.

Même si le prix du lait à la production pour 2008 augmente de 11 % par rapport à 2007, la hausse tendancielle (« 2007 » - « 2006 ») n'est que de 6 % en valeur réelle. En tendance, la progression globale des charges (+ 3 %) est principalement imputable à l'alimentation (+ 14 %). Ainsi, la marge nette « 2007 » s'établit à 8,1 euros par hectolitre de lait, en retrait de 1 %. Structuellement, la Bretagne, région de production intensive, avec de faibles coûts, dégage des marges supérieures à une région présentant un profil moins spécialisé comme la Basse-Normandie, ou à une région comme Rhône-Alpes, qui bénéficie pourtant d'une meilleure valorisation grâce à ses appellations.



Source : RICA - Modèle économétrique coûts de production



Source : RICA - Modèle économétrique coûts de production

D6.3 - La marge nette du maïs recule tandis que celle de la betterave rebondit

Grandes cultures

2008	Blé tendre	Maïs ¹	Betterave
Rendement	q/ha	q/ha	t/ha
	74,4	92,6	87,8
COÛTS ET RÉSULTATS	€/q	€/q	€/t
Coûts variables	6,9	5,9	9,3
dont : engrais	2,5	2,7	2,6
prod. phytosanitaires	2,8	0,9	1,7
Coûts fixes	9,6	9,0	12,3
dont : loyers, fermages, intérêts sur achats fonciers	2,4	0,9	2,5
autres biens et services	1,7	3,3	4,0
amortissements	3,1	2,6	2,5
Coût de production	16,5	15,0	21,6
Prix à la production	15,4	13,1	26,0
Marge nette avant subventions	- 1,1	- 1,9	4,4
Subv. affectée par le modèle*	5,7	4,3	5,9
Marge nette	4,6	2,4	10,3

1. Regroupe maïs grain et maïs semence.
 Champ : exploitations des OTEX « grandes cultures » (codes 13 et 14) et « cultures et herbivores » (code 81).
 *modèle économétrique « Coûts de production » INRA-INSEE-SSP.
 Source : RICA 2008 - Modèle économétrique coûts de production

D6.4 - La hiérarchie des marges s'inverse au profit de la Bretagne et au détriment de la Basse-Normandie

Lait

«2007»	France	Rhône-Alpes	Bretagne	Basse-Normandie
Rendement (hl/tête)	60,6	55,8	66,9	56,8
COÛTS* ET RÉSULTATS				
Coûts variables	10,2	10,7	7,9	9,3
dont : alim. pour animaux engrais pour la surface fourragère	6,1	6,4	3,9	5,3
la surface fourragère	1,1	0,9	1,0	1,1
Coûts fixes	21,6	25,1	19,3	20,9
dont : loyers, fermages, intérêts sur achats fonciers	2,0	1,9	1,4	3,1
autres biens et services	7,3	6,0	8,4	8,0
amortissements	7,3	11,5	5,4	5,4
Coûts de production	31,8	35,8	27,3	30,2
Prix à la production	34,2	37,3	31,8	33,7
Marge nette hors subventions	2,4	1,6	4,6	3,4
Subv. affectée par le modèle*	6,9	7,3	4,9	5,1
Marge nette	8,1	8,8	9,5	8,6

Champ : exploitations de l'OTEX « bovins lait » (code 41).
 *modèle économétrique « Coûts de production » INRA-INSEE-RICA.
 Source : RICA - Modèle économétrique coûts de production
 «2007» : moyenne triennale 2006-2007-2008

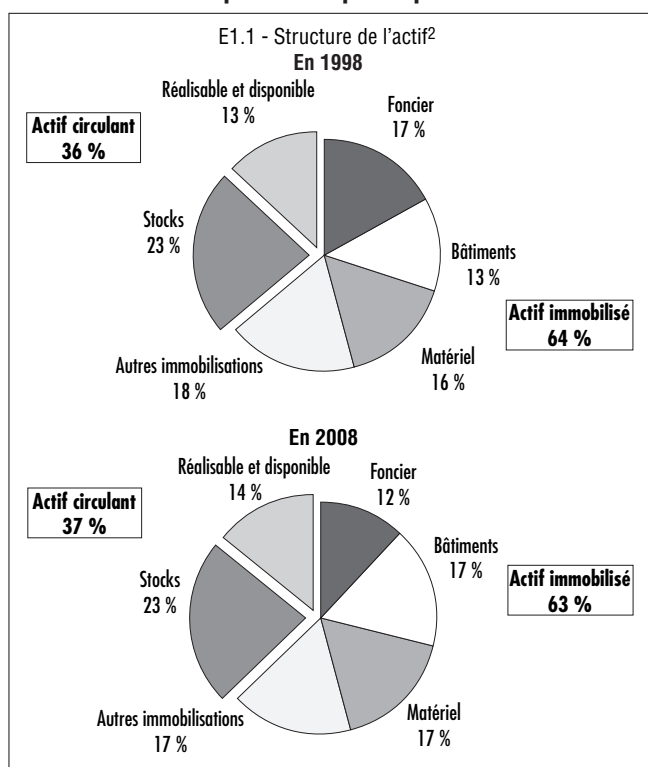
L'actif : structure et évolution

À la clôture de l'exercice 2008, l'actif des exploitations agricoles suivies par le RICA s'élève à 381 100 euros en moyenne par exploitation, soit une augmentation sensible sur échantillon constant¹ par rapport à 2007 (+ 2 %). Les immobilisations représentent un peu moins des deux tiers de l'actif.

Entre 1998 et 2008, la part du foncier dans l'actif total a diminué de façon sensible (- 5 points). Cette contraction ne résulte pas d'une réduction de la surface des exploitations, mais du développement du fermage. Les terres des exploitations qui disparaissent autorisent

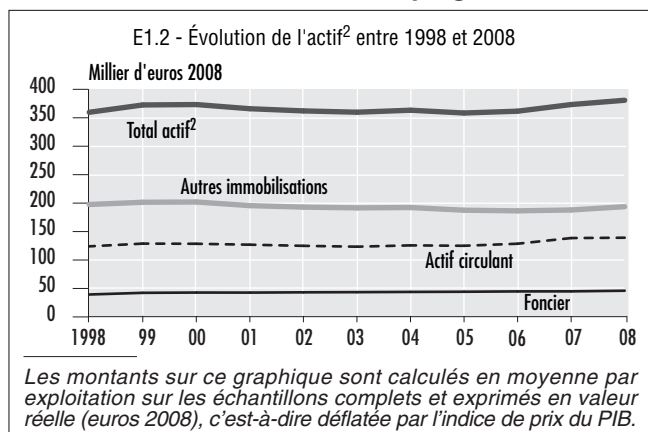
l'agrandissement des exploitations pérennes, la location demeurant le mode de reprise le plus fréquent. Au sein des sociétés, les terres des différents associés ne figurent généralement pas au bilan de l'exploitation. Les montants d'actifs les plus élevés se rencontrent au sein de la viticulture d'appellation d'origine (610 000 euros en moyenne par exploitation dans cette orientation), suivi de l'élevage de bovins mixtes (476 000 euros). En queue, maraîchage, horticulture et élevage d'ovins, caprins présentent des montants beaucoup plus faibles (217 000 et 248 000 euros).

Le foncier ne représente plus que 12 % de l'actif



Source : RICA 1998 et 2008

En valeur réelle, l'actif continue sa progression en 2008

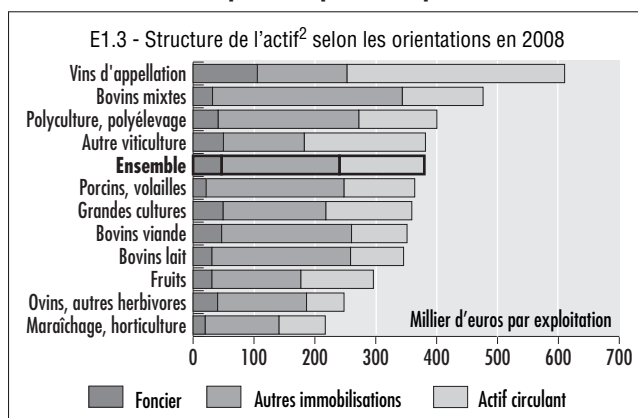


Les montants sur ce graphique sont calculés en moyenne par exploitation sur les échantillons complets et exprimés en valeur réelle (euros 2008), c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB.

Source : RICA

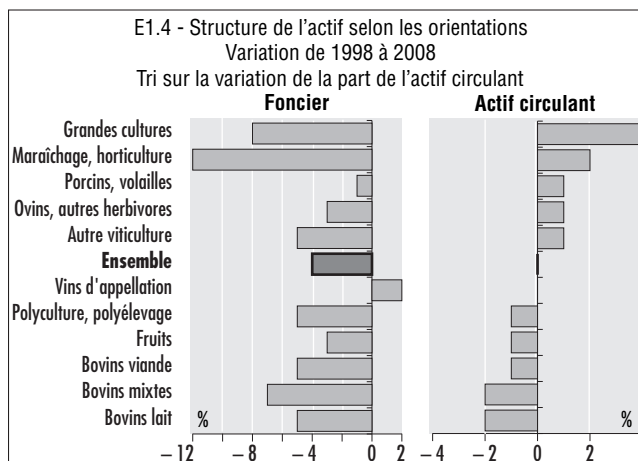
1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).
2. Total actif hors compte de régularisation.

La viticulture d'appellation demeure la plus capitalistique



Source : RICA 2008

Recul quasi général du foncier



Ce graphique montre comment la variation de la structure de l'actif de 1998 à 2008 se décline selon les orientations. En haut, se trouvent les spécialisations pour lesquelles la part des actifs immobilisés a le plus régressé au profit des actifs circulants. La part du foncier diminue dans presque toutes les spécialisations notamment en maraîchage, horticulture (- 12 points). La variation de la part des autres immobilisations se déduit à l'aide des variations des deux autres. Ainsi en maraîchage, horticulture, le foncier diminue de 12 points et l'actif circulant augmente de 2 points, les autres immobilisations augmentent donc de 10 points entre 1998 et 2008. À la différence des cultures végétales, la part de l'actif circulant augmente peu dans les élevages bovins, pour qui ce sont les autres immobilisations, et particulièrement le cheptel des animaux reproducteurs, qui augmentent le plus.

Source : RICA 1998 et 2008

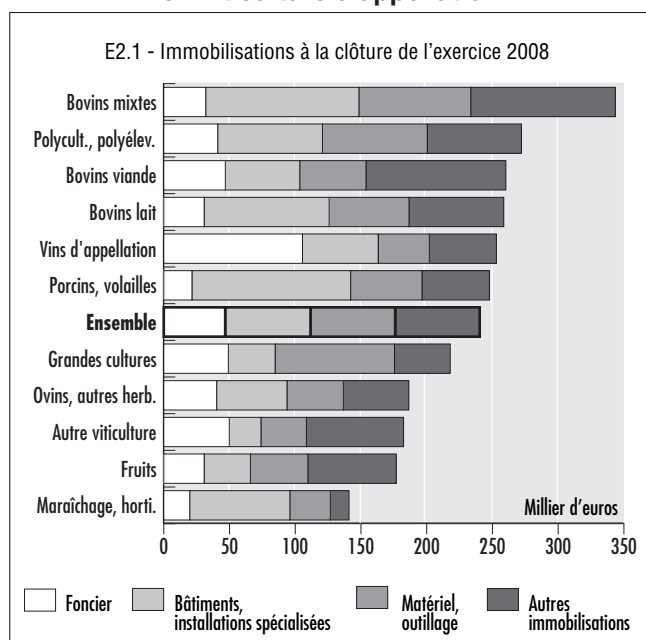
Actif investissement E

L'actif immobilisé

Les orientations diffèrent par la structure de leurs immobilisations. Si les grandes cultures nécessitent un matériel important, en viticulture, c'est le foncier qui occupe la place prépondérante. Les plantations sont fondamentales pour les arboriculteurs, alors que le maraîchage, horticulture dédie un montant relativement élevé aux bâtiments et installations spécialisées. Dans les orientations consacrées à l'élevage, le capital en animaux reproducteurs est l'un des principaux postes

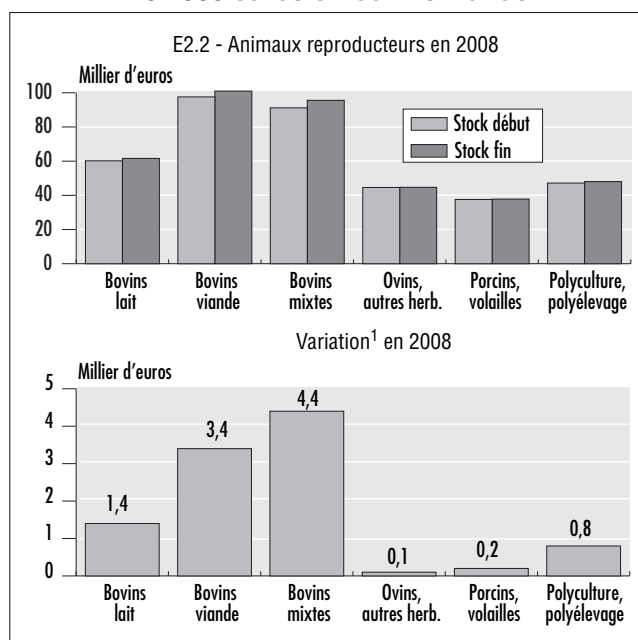
des immobilisations. Les montants les plus élevés se rencontrent dans les orientations bovines, notamment chez les éleveurs de bovins viande, avec en moyenne 101 000 euros en 2008, soit 3 000 euros de plus qu'en 2007. Les exploitations de bovins mixtes se placent en tête des orientations d'élevage pour l'importance des immobilisations, en raison de la valeur élevée de leurs bâtiments et installations spécialisées.

Le foncier représente 42 % des immobilisations en viticulture d'appellation



Source : RICA 2008

Le cheptel reproducteur atteint 101 000 euros en bovins viande



Source : RICA 2008

Actif investissement

E2.3 - Immobilisations à la clôture de l'exercice 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Foncier	Bâtiments et installations spécialisées	Dont		Matériel et outillage	Plantations	Animaux reproducteurs	Total immobilisations ²
			Construc-tions	Installations spécialisées				
Grandes cultures	49,1	35,6	28,2	7,3	90,8	0,7	7,9	218,0
Maraîchage, horticulture	19,7	76,2	51,0	25,1	30,8	3,6	0,8	141,0
Vins d'appellation	105,5	57,6	52,4	5,2	38,9	37,4	0,9	253,0
Autre viticulture	49,8	24,1	19,7	4,4	34,6	63,1	0,3	182,4
Fruits	30,7	35,2	24,5	10,8	43,7	49,8	1,0	176,7
Bovins lait	30,7	95,1	82,7	12,4	60,7	0,0	61,6	258,6
Bovins viande	46,8	56,6	52,4	4,2	50,4	0,0	101,0	260,2
Bovins mixtes	31,9	116,5	102,6	13,9	85,1	0,3	95,6	343,5
Ovins, autres herb.	40,2	53,5	48,2	5,3	42,9	0,0	44,7	186,3
Porcins, volailles	21,4	120,7	111,2	9,5	54,3	0,1	37,8	247,7
Polyculture, polyélevage	41,0	79,7	67,2	12,5	79,7	3,9	48,0	272,1
ENSEMBLE	46,7	64,9	55,8	9,1	64,4	8,2	39,0	240,3
Variation 2008 - 2007 ¹	+ 0,1	+ 3,0	+ 2,6	+ 0,4	+ 2,6	0,0	- 0,1	+ 6,8

1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2008 à l'aide de l'indice de prix du PIB.

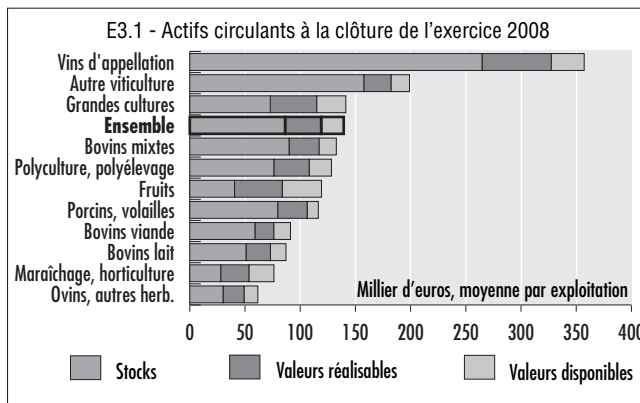
2. Le total des immobilisations comprend les immobilisations incorporelles et financières.

Source : RICA 2007 et 2008

L'actif circulant

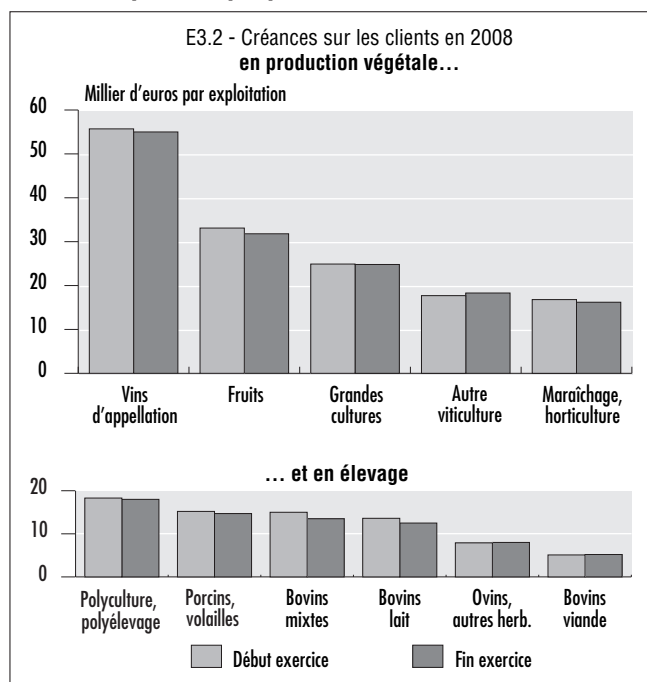
L'actif circulant présente de fortes divergences selon les orientations aussi bien en montant total qu'en structure. Les orientations viticoles se caractérisent par l'importance des vins en cours de vinification ou d'élevage. En 2008, les stocks représentent 265 000 euros en vins d'appellation d'origine et 158 000 euros en autres vins, soit respectivement 74 % et 79 % de l'actif circulant total. Dans les orientations animales, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux circulants. Les valeurs réalisables dépassent 43 000 euros en fruits et surtout en vins d'appellation d'origine. La majorité de ces valeurs réalisables sont des créances sur les clients.

Importance des actifs circulants en viticulture



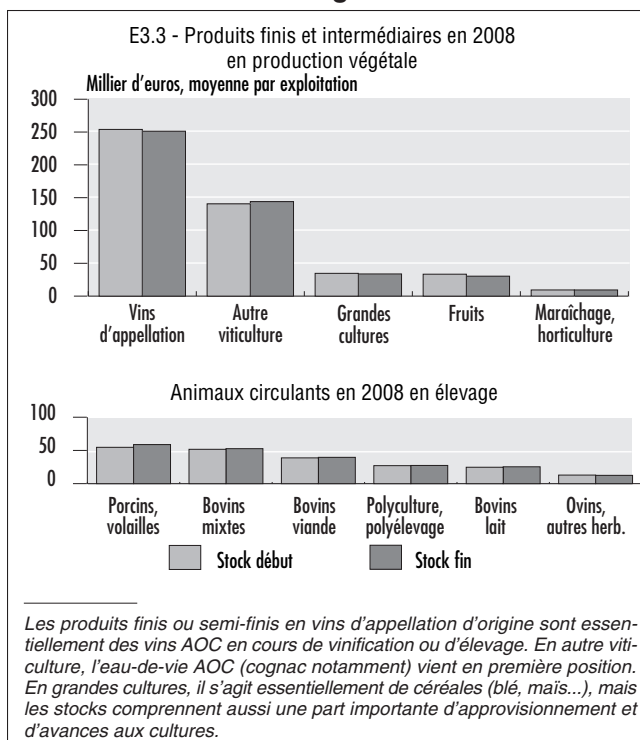
Source : RICA 2008

Les créances sur les clients diminuent pour la plupart des orientations



Source : RICA 2008

Les animaux circulants atteignent 59 000 euros dans l'élevage hors-sol



Source : RICA 2008

E3.4 - Actifs circulants à la clôture de l'exercice 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Stocks	Dont		Valeurs réalisables	Valeurs disponibles	Total actifs circulants
		Animaux circulants	Produits et en-cours			
Grandes cultures	72,9	5,8	67,2	42,0	26,4	141,3
Maraîchage, horticulture	28,0	0,2	27,8	25,5	22,7	76,2
Vins d'appellation d'origine	264,7	0,3	264,4	62,7	29,8	357,2
Autre viticulture	157,6	0,2	157,4	24,6	16,8	199,1
Fruits	40,5	0,3	40,2	43,2	35,6	119,3
Bovins lait	50,9	25,4	25,5	22,1	14,1	87,1
Bovins viande	59,0	39,6	19,4	17,0	15,2	91,2
Bovins mixtes	89,9	52,7	37,2	27,2	15,6	132,8
Ovins, autres herbivores	30,1	12,5	17,7	19,0	12,5	61,6
Porcins, volailles	79,6	58,8	20,8	26,7	10,1	116,3
Polyculture, polyélevage	76,1	27,4	48,7	32,0	20,2	128,3
ENSEMBLE	86,3	19,4	66,9	32,7	20,4	139,4
Variation 2008 - 2007 ¹	0,9	-0,2	1,1	0,0	-0,3	0,6

1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2008 à l'aide de l'indice de prix du PIB.
Source : RICA 2008

Actif investissement
E

L'investissement : structure et évolution

En 2008, l'investissement¹ des exploitations agricoles suivies par le RICA s'élève à 26 700 euros en moyenne par exploitation. Il est composé à 63 % d'acquisitions de matériel et outillage et à 28 % de bâtiments et installations spécialisées. Par rapport à 2007, il progresse de 3 % en valeur réelle sur échantillon constant.

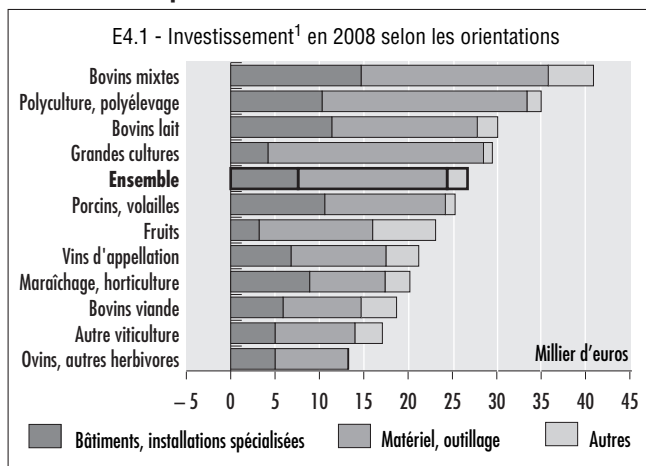
Les éleveurs de bovins mixtes demeurent une nouvelle fois ceux qui investissent le plus en 2008. Parmi les investisseurs les plus modestes, se distingue le secteur des ovins, autres herbivores en forte chute par rapport à 2007.

La composition des investissements peut varier sensiblement selon les orientations, mais dans presque toutes,

dominent le matériel et l'outillage (jusqu'à 82 % de l'investissement en grandes cultures). Seul le maraîchage, horticulture fait exception. Avec 44 % de l'investissement, les bâtiments et installations spécialisées y sont prédominants.

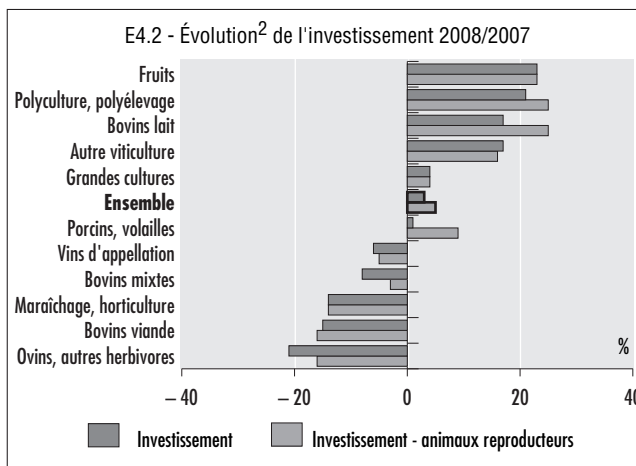
L'investissement
Sont regroupées sous le terme d'investissement, les acquisitions (diminuées des cessions) de bâtiments, d'installations spécialisées, de matériel, réalisées au cours de l'exercice, augmentées de la différence entre la valeur du cheptel reproducteur en début et en fin d'exercice. Les investissements nets, obtenus en déduisant les amortissements, correspondent à la variation du capital d'exploitation.

Les éleveurs de bovins mixtes restent en tête pour les investissements



Source : RICA 2008

Forte progression de l'investissement en arboriculture fruitière en 2008



Source : RICA 2008

E4.3 - Investissements (acquisitions moins cessions) en 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

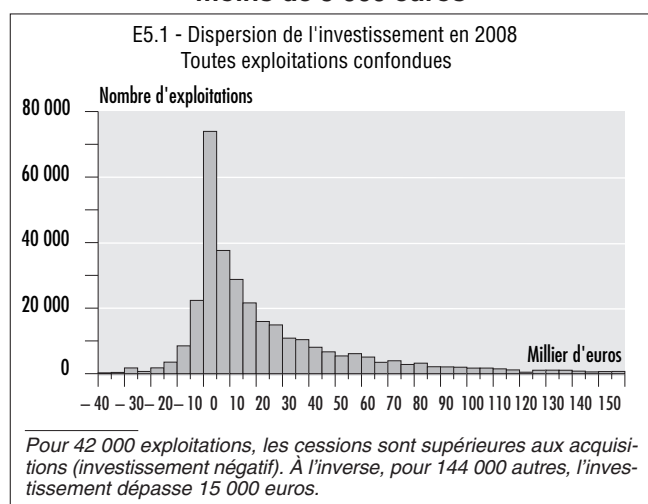
Orientation	Foncier	Bâtiments et installations spécialisées	Matériel et outillage	Plantations	Animaux reproducteurs	Investissement ¹	Investissement total ³
Grandes cultures	1,3	4,2	24,3	0,1	-0,2	29,5	31,6
Maraîchage, horticulture	0,6	8,9	8,5	1,6	0,1	20,3	21,1
Vins d'appellation d'origine	-1,4	6,8	10,7	2,1	0,0	21,3	20,6
Autre viticulture	1,3	5,0	9,0	2,3	0,0	17,1	18,8
Fruits	-0,2	3,2	12,8	5,6	0,1	23,2	23,3
Bovins lait	1,3	11,4	16,4	0,0	1,4	30,1	31,9
Bovins viande	2,1	5,9	8,8	0,0	3,4	18,6	20,9
Bovins mixtes	1,7	14,7	21,1	0,0	4,4	40,9	43,2
Ovins, autres herbivores	0,8	5,0	8,2	0,0	0,1	13,3	14,3
Porcins, volailles	0,9	10,6	13,6	0,0	0,2	25,3	27,0
Polyculture, polyélevage	1,0	10,3	23,1	0,1	0,8	35,0	36,6
ENSEMBLE	1,0	7,6	16,8	0,5	0,9	26,7	28,2
Variation 2008 - 2007 ⁴	-0,1	-0,3	+1,7	-0,1	-0,6	+0,7	+0,5

1. L'investissement comprend les bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et autres.
 2. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).
 3. L'investissement total (toutes immobilisations) couvre, en plus, le foncier et les immobilisations incorporelles et financières.
 4. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2008 à l'aide de l'indice du prix du PIB.
 Source : RICA 2008

L'investissement : disparités

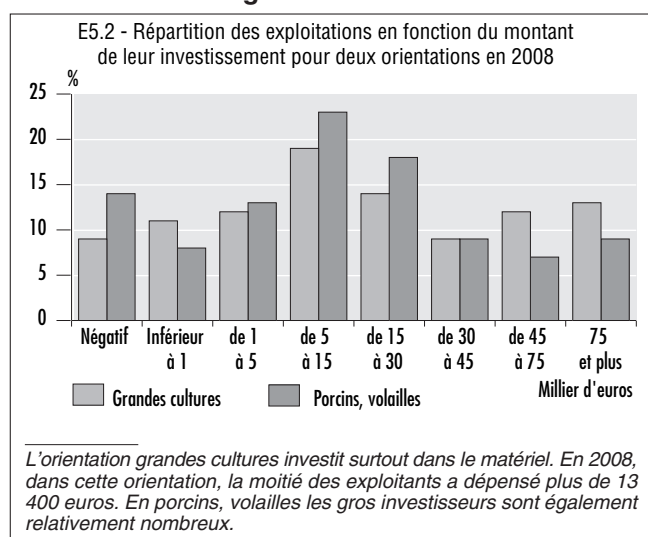
Les exploitants consacrent 28 200 euros en moyenne en investissements. Mais l'investissement est très inégalement réparti entre les exploitations. En 2008, près de 19 % des exploitations affichent un investissement net des cessions négatif ou nul (les cessions sont supérieures aux acquisitions pour 13 % des exploitations et égales pour 6 %). L'investissement est par nature irrégulier et le type d'investissement réalisé peut accentuer cette irrégularité : un bâtiment ou une installation spécialisée se renouvelle moins fréquemment qu'un matériel. L'investissement est très lié à la taille des exploitations, mais l'âge des exploitants a également une certaine influence. Les jeunes exploitants (moins de 40 ans) investissent généralement plus que les exploitants plus âgés. Ces facteurs peuvent expliquer en partie les différences constatées entre les orientations.

74 000 exploitants ont investi en 2008 moins de 5 000 euros



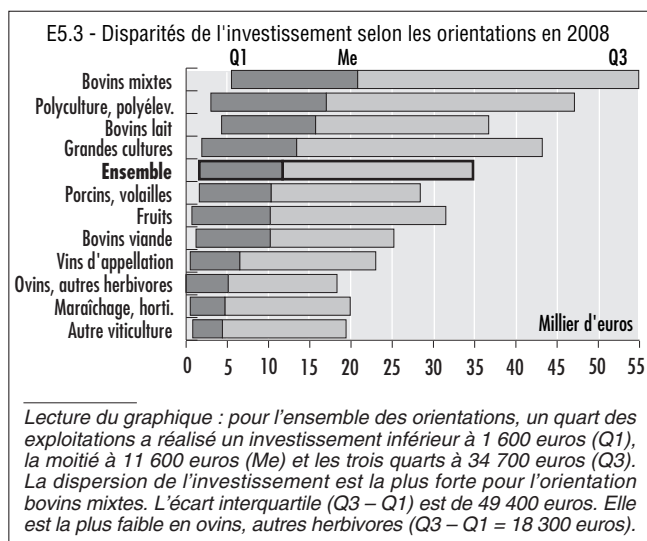
Source : RICA 2008

Forte proportion de gros investisseurs en grandes cultures



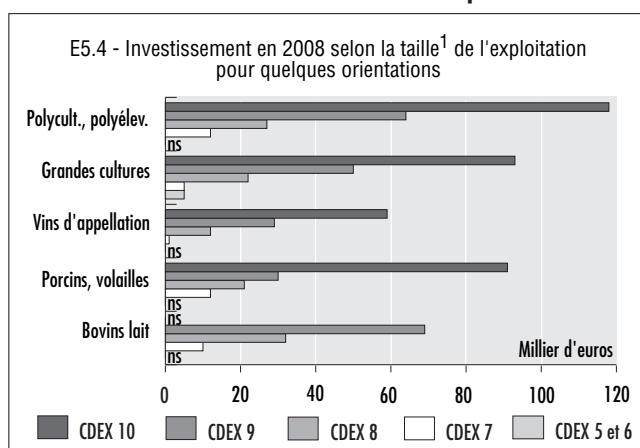
Source : RICA 2008

En outre viticulture, la moitié des exploitations investit moins de 4 400 euros



Source : RICA 2008

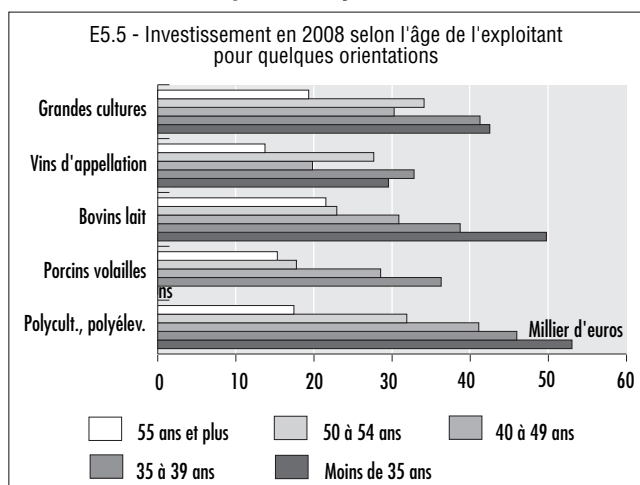
L'investissement est très lié à la dimension économique



1. Voir définition de la CDEX tableau 1 annexe 2.

Source : RICA 2008

Un investissement en général plus important pour les jeunes



Source : RICA 2008

Actif investissement E

L'investissement net

L'investissement net est égal à l'investissement diminué des amortissements. En 2008, pour la majorité des exploitations, l'investissement net est négatif et le capital d'exploitation continue de s'éroder. Les exploitations orientées vers l'élevage détiennent toujours les capitaux d'exploitation les plus importants. Ce capital atteint notamment 303 000 euros en bovins mixtes, contre seulement 118 000 euros en maraîchage, horticulture.

Investissement net et capital d'exploitation

Le capital d'exploitation est la partie de l'actif immobilisé, constituée de bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et autres immobilisations corporelles hors foncier. L'investissement net est égal aux acquisitions, diminuées des cessions et des amortissements, pour ces mêmes immobilisations. Autrement dit, l'investissement net est égal à la variation du capital d'exploitation au cours de l'exercice.

E6.1 - Investissements nets (acquisitions moins cessions et amortissements) en 2008

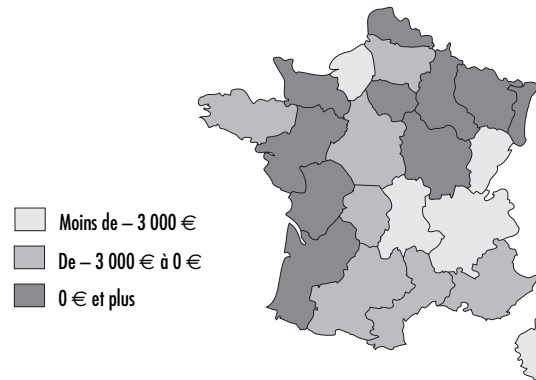
Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Bâtiments et installations spécialisées	Matériel et outillage	Plantations	Investissement net	Évolution ¹ du capital d'exploitation
Grandes cultures	- 0,4	0,5	- 0,1	0,1	0,1
Maraîchage, horticulture	- 3,6	- 0,7	- 1,0	- 4,9	- 4,0
Vins d'appellation	0,9	- 1,2	- 1,0	- 1,3	- 0,9
Autre viticulture	2,4	- 1,0	- 2,8	- 1,2	- 1,0
Fruits	- 2,4	0,6	- 0,6	- 2,2	- 1,6
Bovins lait	0,4	0,4	0,0	2,6	1,2
Bovins viande	0,2	- 4,8	0,0	- 1,4	- 0,7
Bovins mixtes	1,8	- 1,2	0,0	5,1	1,7
Ovins, autres herbivores	- 1,0	- 2,6	0,0	- 4,2	- 2,9
Porcins, volailles	- 7,4	- 1,0	0,0	- 8,1	- 3,6
Polyculture, polyélevage	0,6	2,6	- 0,2	3,7	1,7
ENSEMBLE	- 0,2	- 0,4	- 0,3	0,1	0,0

1. L'évolution en % est calculée par rapport au capital d'exploitation en fin d'exercice.
Source : RICA 2008

Investissement net positif dans dix régions

E6.3 - Investissement net en 2008 Moyennes par exploitation

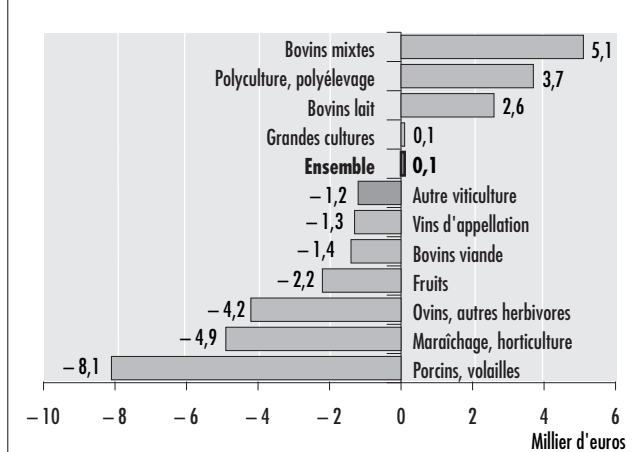


En 2008, les exploitations ne parviennent pas, en moyenne, à maintenir leur capital d'exploitation. L'investissement net est positif dans dix régions avec en tête la Lorraine (+ 6 000 euros), les régions Bourgogne, Champagne-Ardenne et Pays de la Loire (+ 5 000 euros). Toutes les autres régions affichent une baisse de leur capital d'exploitation. La région Haute Normandie est la plus touchée, avec près de - 7 500 euros d'investissement net.

Source : RICA 2008

Un investissement net de + 100 euros en 2008

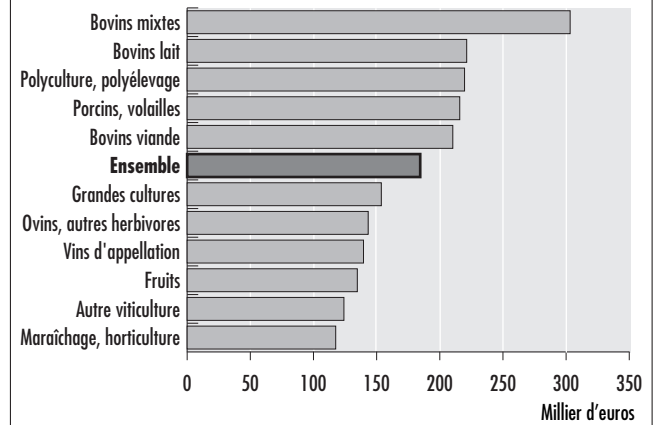
E6.2 - Investissement net selon les orientations en 2008



Source : RICA 2008

Capital d'exploitation élevé dans les orientations d'élevage

E6.4 - Capital d'exploitation à la fin de l'exercice 2008 selon les orientations



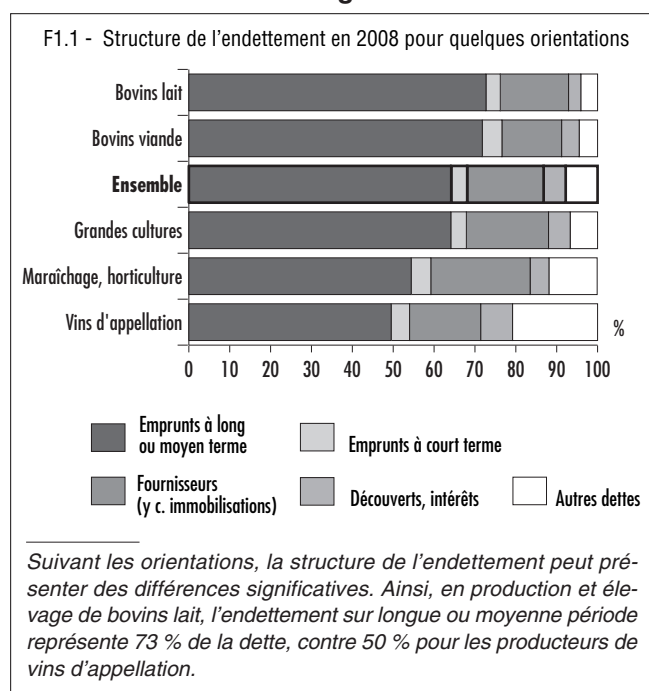
Source : RICA 2008

Structure et évolution

En 2008, l'ensemble des exploitations agricoles enregistre un endettement moyen de 140 800 euros, soit une augmentation de 3 % en valeur réelle par rapport à l'année précédente. Les emprunts à long et moyen terme augmentent eux aussi de 3 %. Avec 90 400 euros en moyenne, ils représentent 64 % de la dette totale. Les dettes à court terme progressent de 3 %.

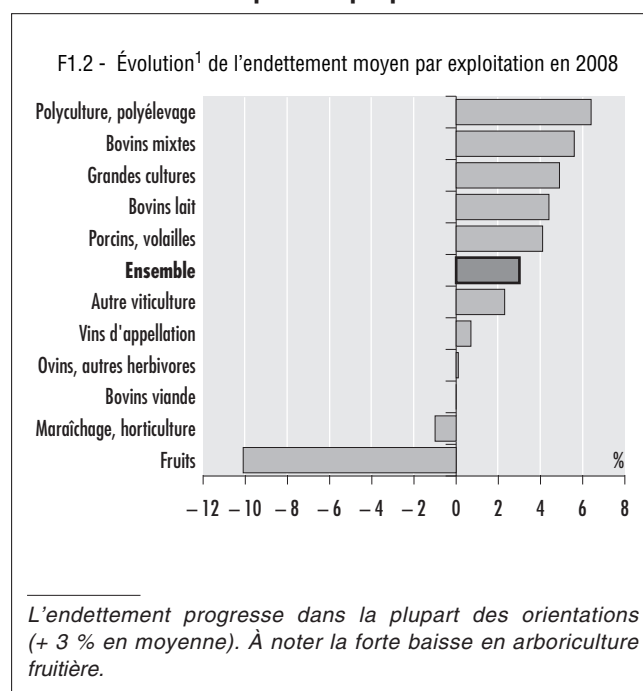
À l'exception de l'arboriculture fruitière et du maraîchage, horticulture, toutes les autres orientations constatent une hausse de l'endettement. Les éleveurs de porcins, volailles demeurent toujours lourdement endettés. La dette totale est également très élevée chez les viticulteurs AOC et les éleveurs de bovins mixtes.

En bovins lait, 73 % de l'endettement est à long terme



Source : RICA 2008

Hausse de la dette pour la plupart des orientations



Source : RICA 2008

F1.3 - Endettement à la clôture des comptes en 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Endettement total		Emprunts à long ou moyen terme		Dettes à court terme		dont			
	2008	Évolution ¹ 08/07 %	2008	Évolution ¹ 08/07 %	2008	Évolution ¹ 08/07 %	Emprunts à court terme		Fournisseurs	
							2008	Évolution ¹ 08/07 %	2008	Évolution ¹ 08/07 %
Grandes cultures	142,3	+ 4,9	91,3	+ 6,2	51,1	+ 2,6	5,4	+ 11,6	26,9	+ 2,2
Maraîchage, horticulture	126,9	- 1,0	69,0	- 4,5	57,8	+ 3,4	6,1	+ 46,6	29,6	- 0,2
Vins d'appellation d'origine	192,1	+ 0,7	95,1	+ 1,7	96,9	- 0,4	8,6	- 10,7	32,1	- 3,1
Autre viticulture	103,9	+ 2,3	58,1	+ 1,9	45,8	+ 2,8	2,6	- 9,1	24,8	+ 5,2
Fruits	117,7	- 10,1	63,5	- 8,6	54,2	- 11,8	3,5	- 3,4	24,0	- 13,5
Bovins lait	130,8	+ 4,4	95,1	+ 4,2	35,7	+ 4,9	4,5	+ 13,3	20,4	+ 7,3
Bovins élevage et viande	99,0	+ 0,0	71,1	- 2,8	27,9	+ 7,7	4,7	+ 38,1	13,6	- 2,3
Bovins lait, élevage et viande	183,7	+ 5,6	127,5	+ 3,1	56,2	+ 11,7	6,5	- 10,4	28,7	+ 10,4
Ovins, autres herbivores	78,0	+ 0,1	54,6	- 1,8	23,4	+ 4,5	2,1	- 11,5	12,7	+ 1,3
Porcins, volailles	209,5	+ 4,1	133,2	+ 2,3	76,2	+ 7,3	12,3	+ 10,2	35,4	+ 13,3
Polyculture, polyélevage	160,5	+ 6,4	107,0	+ 4,6	53,4	+ 10,2	5,5	+ 14,9	30,2	+ 5,9
ENSEMBLE	140,8	+ 3,0	90,4	+ 2,8	50,4	+ 3,5	5,5	+ 8,5	24,8	+ 2,7

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2007 et 2008

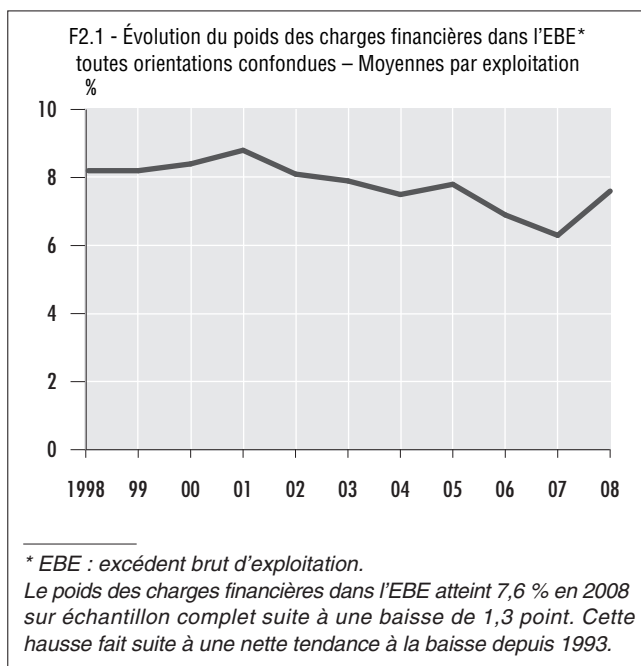
Poids de l'endettement dans l'excédent brut d'exploitation et disparités

En 2008, le poids de l'endettement (remboursement du capital et charges financières) dans l'excédent brut d'exploitation (EBE) augmente de 6 points* par rapport à 2007 pour atteindre 39 %. En effet, les annuités de long ou moyen terme (LMT) progressent sensiblement et dans le même temps l'excédent brut d'exploitation (EBE) chute fortement (- 13 %). Avec 7,6 %, le poids des seules charges financières dans l'EBE augmente également en 2008.

Le secteur hors-sol conserve le poids de la dette le plus élevé.

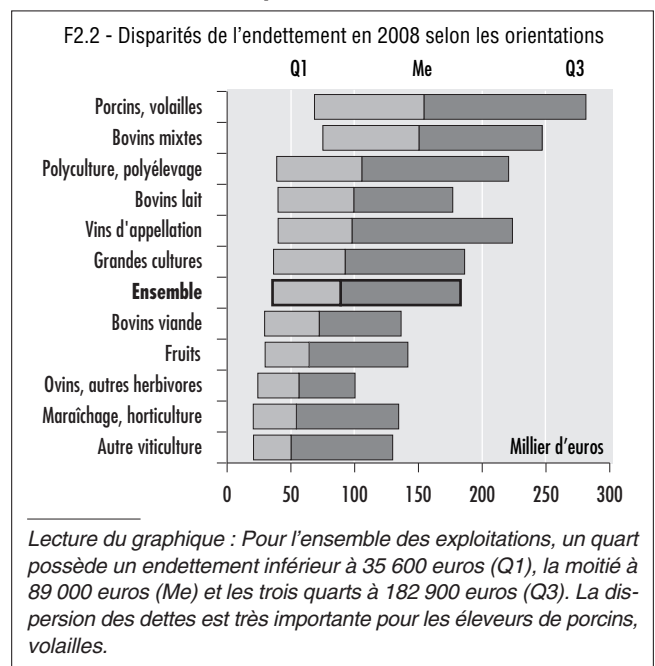
Les disparités individuelles sont encore plus importantes au sein des différents types d'exploitations agricoles. Toutes orientations confondues, l'endettement moyen s'élève à 140 800 euros avec un intervalle interquartile de 147 300 euros.

Le poids des charges financières repart à la hausse en 2008



Source : RICA 2008

La moitié des exploitants ont une dette supérieure à 89 000 euros



Source : RICA 2008

F2.3 - Poids de l'endettement en 2008

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	Annuités de long ou moyen terme		Ann. LMT + Charges fin. CT* Excédent brut d'exploitation		Charges financières Excédent brut d'exploitation	
	2008 millier d'euros	Évolution ¹ 08/07 %	2008 %	Variation ² 2008-2007	2008 %	Variation ² 2008-2007
Grandes cultures	25,2	+ 6,8	33,6	+ 6,8	6,3	+ 1,2
Maraîchage, horticulture	19,2	+ 1,8	38,1	+ 4,7	8,1	+ 1,1
Vins d'appellation d'origine	23,9	- 8,9	33,4	+ 3,5	7,4	+ 1,3
Autre viticulture	17,0	- 10,6	39,0	- 0,2	7,4	+ 0,6
Fruits	21,9	+ 15,2	37,1	+ 6,3	6,3	+ 0,4
Bovins lait	23,0	+ 5,3	37,6	+ 3,5	7,3	+ 0,7
Bovins élevage et viande	17,9	- 1,9	50,0	+ 7,4	8,7	+ 1,7
Bovins lait, élevage et viande	30,1	+ 3,6	42,4	+ 4,4	9,1	+ 1,2
Ovins, autres herbivores	14,2	- 5,5	44,1	+ 5,0	7,7	+ 1,4
Porcins, volailles	32,3	+ 3,2	56,2	+ 5,8	13,3	+ 1,7
Polyculture, polyélevage	27,6	+ 5,6	41,6	+ 6,8	8,3	+ 1,4
ENSEMBLE	23,5	+ 2,8	38,7	+ 5,9	7,6	+ 1,3

* Annuités d'emprunts à long ou moyen terme + charges financières liées aux emprunts à court terme.

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

Source : RICA 2007 et 2008

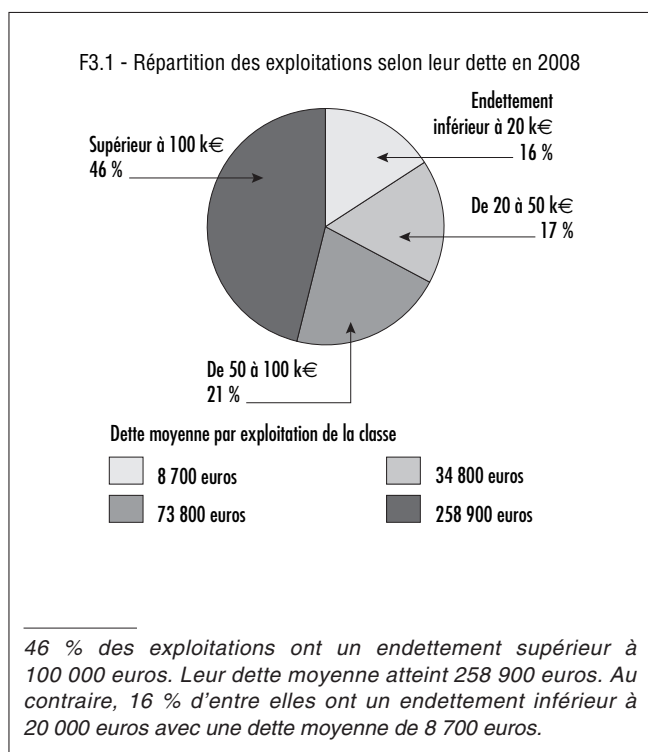
Concentration et disparités régionales

En 2008, les exploitations agricoles endettées à plus de 60 % de leurs actifs détiennent 32 % de l'encours de la dette. Elles représentent 16 % des exploitations étudiées par le RICA. Il s'agit surtout d'exploitations de moyenne et grande tailles (CDEX 7, 8 et 9). Les exploitations endettées à moins de 30 % possèdent quant à elles 19 % de la dette. Les grandes exploitations se partagent 52 % de la dette.

En 2008, 18 000 de ces grandes exploitations, soit 23 % d'entre elles, sont endettées à plus de 60 % de leurs actifs.

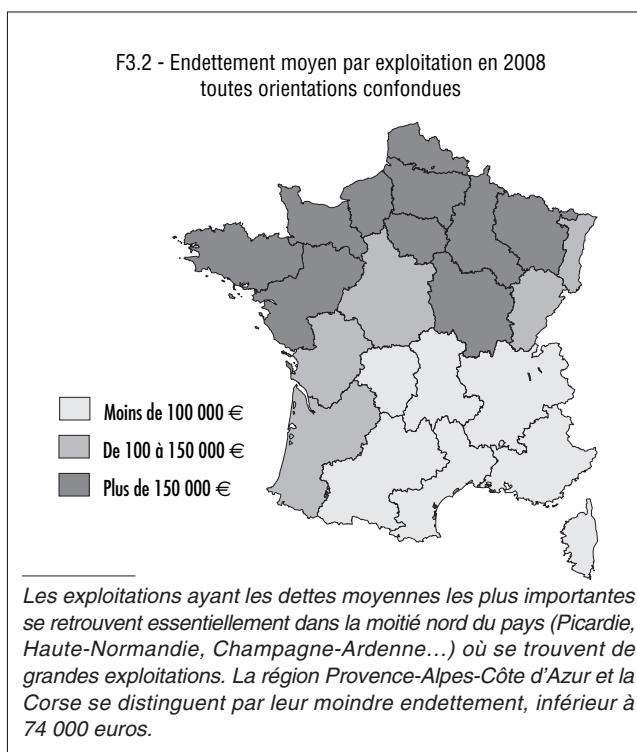
Les petites exploitations représentent 3 % du champ d'étude du RICA. Elles détiennent un peu plus de 1 % de la dette. Elles forment avec les petites moyennes exploitations (CDEX 7) la plus grande part des exploitations à faible endettement.

46 % des exploitations possèdent un endettement supérieur à 100 000 euros



Source : RICA 2008

Une dette moyenne plus importante dans les régions du Nord



Source : RICA 2008

F3.3 - Répartition de la masse des dettes

En %

	Petite exploit. (CDEX = 5, 6)	Moyenne petite exploit. (CDEX = 7)	Moyenne grande exploit. (CDEX = 8)	Grande exploitation (CDEX = 9)	Très grande exploit. (CDEX = 10)	Ensemble
Taux d'endettement						
Inférieur à 30 %	0,1	3,8	7,6	5,5	2,1	19,2
Entre 30 et 60 %	0,2	3,9	18,3	20,6	5,6	48,6
Supérieur à 60 %	0,7	3,4	9,5	13,5	5,1	32,2
ENSEMBLE	1,0	11,2	35,4	39,6	12,8	100,0

Source : RICA 2008

F3.4 - Nombre d'exploitations ventilé selon l'endettement et la taille économique

En millier d'exploitations

	Petite exploit. (CDEX = 5, 6)	Moyenne petite exploit. (CDEX = 7)	Moyenne grande exploit. (CDEX = 8)	Grande exploitation (CDEX = 9)	Très grande exploit. (CDEX = 10)	Ensemble
Taux d'endettement						
Inférieur à 30 %	5	65	60	20	3	154
Entre 30 et 60 %	2	22	55	35	5	119
Supérieur à 60 %	2	13	20	15	3	53
ENSEMBLE	10	100	135	70	11	326

Source : RICA 2008

Les subventions d'équipement

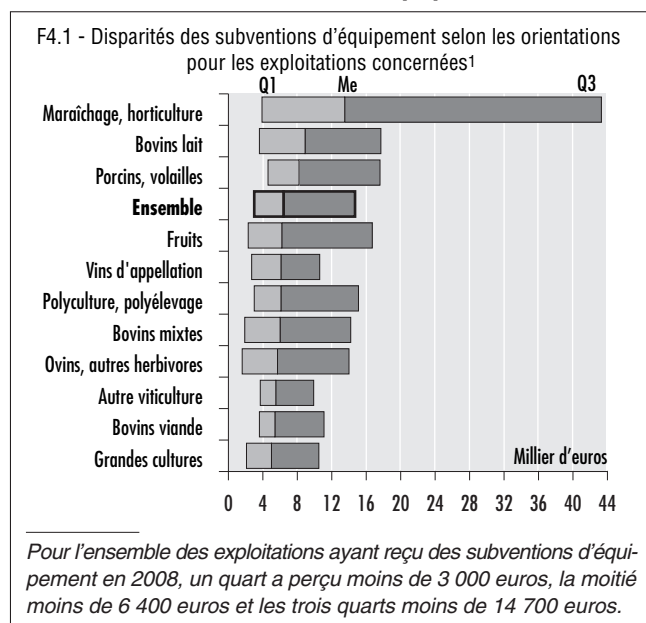
Les agriculteurs disposent, en complément des emprunts et de leurs apports, d'une troisième source de financement de leurs actifs : les subventions d'investissement (ou encore subventions d'équipement). En 2008, quelque 39 000 exploitants agricoles ont bénéficié de nouvelles subventions (soit 12 % du champ couvert par le RICA) pour un montant moyen de 11 400 euros, en augmentation par rapport à 2007.

Ce sont les exploitants spécialisés en maraîchage, horticulture qui perçoivent une nouvelle fois les montants les plus importants, en nette augmentation par rapport à 2007. Chez les viticulteurs hors appellation

et les producteurs de fruits, respectivement 20 % et 25 % des exploitants ont recueilli des subventions d'investissement.

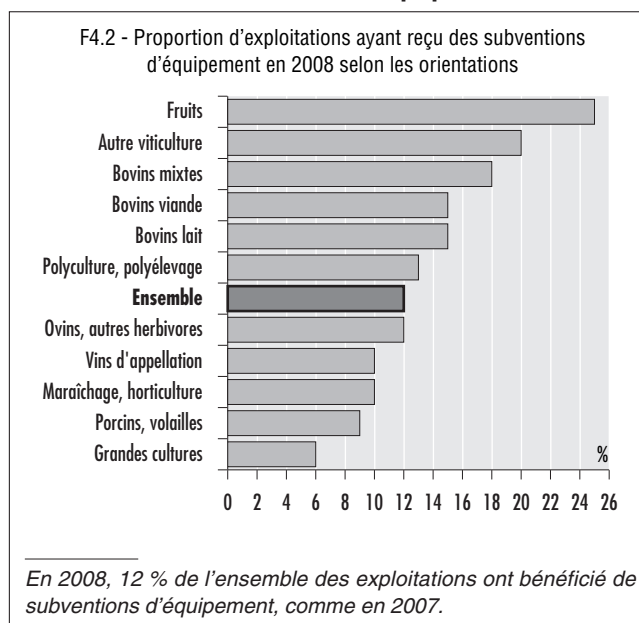
Les subventions destinées à financer les bâtiments d'exploitation sont les plus répandues. Elles dominent bien évidemment chez les éleveurs, qui sont soumis à des contraintes de mise aux normes de leurs installations. Suivent les subventions destinées au matériel et aux cultures permanentes (viticulture et production de fruits). Les jeunes exploitants de moins de 36 ans, qui représentent 15 % des bénéficiaires, perçoivent en moyenne 12 200 euros d'aides à l'investissement.

Importantes disparités dans la distribution des subventions d'équipement



Source : RICA 2008

25 % des arboriculteurs fruitiers ont reçu des subventions d'équipement



Source : RICA 2008

F4.3 - Subventions d'équipement attribuées en 2008

Valeurs moyennes par exploitation concernée¹, en millier d'euros

Orientation	Nombre d'exploitations concernées ¹ en millier	Total de subventions attribuées	Dont				
			Amélioration foncière	Cultures permanentes	Bâtiment d'exploitation	Matériel	Dotation aux jeunes agriculteurs (DJA)
Grandes cultures	4,6	7,8	0,1	0,5	2,3	3,5	1,5
Maraîchage, horticulture	1,0	26,6	2,9	0,5	14,3	8,6	0,1
Vins d'appellation d'origine	3,3	7,8	0,6	5,4	0,7	0,7	0,4
Autre viticulture	2,2	7,9	0,0	7,4	0,3	0,2	0,0
Fruits	2,3	12,5	0,0	8,8	0,6	3,0	0,2
Bovins lait	7,8	13,8	0,0	0,0	11,6	1,5	0,7
Bovins viande	5,9	10,3	0,2	0,0	9,4	0,4	0,1
Bovins mixtes	1,5	10,9	0,7	0,0	9,1	0,6	0,5
Ovins, autres herbivores	2,3	10,9	0,2	0,0	8,0	0,9	1,7
Porcins, volailles	1,1	19,7	0,5	0,0	16,7	1,0	1,5
Polyculture, polyélevage	7,2	11,1	0,1	0,9	7,4	1,7	1,0
ENSEMBLE	39,2	11,4	0,2	1,6	7,1	1,6	0,7

* Dans l'orientation bovins lait, 7 800 exploitations ont perçu en 2008 des subventions d'équipement, dont le montant total moyen est de 13 800 euros. Ce total se décompose en 11 600 euros pour les bâtiments d'exploitation, 1 500 euros pour le matériel et 700 euros en dotation aux jeunes agriculteurs (DJA). Ce dernier chiffre n'est pas le montant moyen de la DJA. En réalité, parmi les 7 800 exploitations ayant reçu une subvention d'équipement dans l'orientation bovins lait, 400 exploitations seulement ont bénéficié d'une DJA pour un montant moyen de 12 800 euros.

1. Exploitations ayant reçu une subvention d'équipement en 2008. Les valeurs sont parfois entachées d'une forte incertitude, en raison du faible nombre d'exploitations concernées.

Source : RICA 2008

Structure du bilan

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. Il présente en regard l'actif à gauche et le passif à droite, dont les cumulés sont par définition d'égale valeur. L'actif du bilan traduit les moyens possédés par l'exploitation et mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés, qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs et les actifs circulants, qui représentent essentiellement les biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Le passif décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer les moyens mis en œuvre, l'endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle du chef d'exploitation. La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle dif-

fère sensiblement d'une orientation à l'autre. La part des immobilisations dans l'actif total atteint 75 % chez les éleveurs d'ovins et autres herbivores et chez les éleveurs de bovins lait. Elle est moins élevée dans les orientations végétales, 60 % pour les grandes cultures et seulement 41 % pour la viticulture d'appellation. L'importance des capitaux propres est un gage de solidité financière. Seules les orientations viticoles couvrent largement les immobilisations par les capitaux propres. Toutefois, notamment en viticulture d'appellation, le vin en cours de vieillissement, classé ici dans les stocks, est en réalité assimilable à une immobilisation. Chez les éleveurs de porcins, volailles, les immobilisations (68 % de l'actif) dépassent fortement les capitaux propres (43 % du passif). Mais grâce à l'endettement à long ou moyen terme, les capitaux permanents assurent un financement correct des immobilisations.

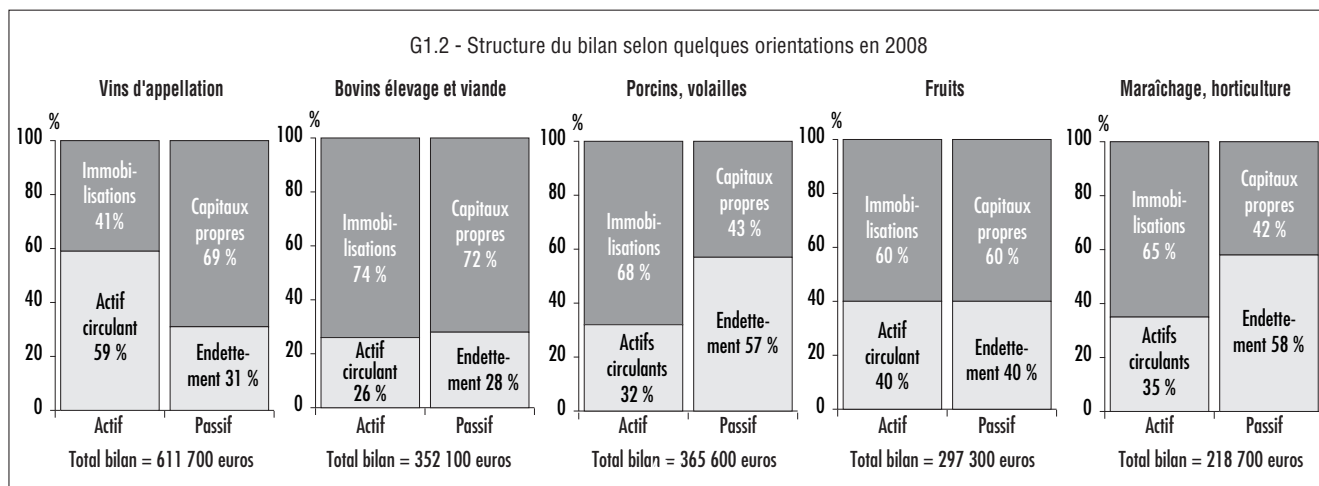
G1.1 - Bilan à la clôture de l'exercice en 2008 toutes orientations confondues

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Actifs immobilisés	240,3	Capitaux propres	240,1
Actifs incorporels	2,2	Situation nette	231,7
Terrains	43,6	Subventions d'investissement	8,4
Aménagements	3,1		
Constructions	55,8	Ensemble des dettes	140,8
Installations spécialisées	9,1	Dettes à long ou moyen terme	90,4
Matériel	64,4	Emprunts à court terme	5,5
Plantations	8,2	Autres dettes financières à moins de 1 an	7,5
Animaux reproducteurs	39,0	Dettes auprès des fournisseurs	24,8
Autres immobilisations corporelles	7,9	Dettes sociales	3,2
Actifs financiers	7,0	Dettes auprès de l'État	1,2
		Dettes sur immobilisations	1,5
Actifs circulants	139,4	Avances et acomptes reçus	0,9
Stocks	86,3	Autres dettes	5,7
Valeurs réalisables	32,7		
Valeurs disponibles	20,4		
Régularisation actif	1,3	Régularisation passif	0,1
Total actif	381,1	Total passif	381,1

Source : RICA 2008

Les capitaux propres sont loin de couvrir les immobilisations chez les éleveurs de porcins, volailles



Source : RICA 2008

Tableau de financement et groupes d'exploitations

Le tableau de financement, document établi à la clôture de l'exercice, décrit les flux de ressources et d'emplois ayant affecté les différents éléments du patrimoine d'une entreprise au cours de l'année. Il met en évidence la façon dont sont utilisées les ressources de l'exercice, en particulier celles générées par l'activité (la capacité d'autofinancement), et comment les investissements ont été financés.

Sur une population d'exploitations de taille économique relativement homogène, par exemple les « moyennes grandes » (60 à 150 hectares équivalent blé), les gros investisseurs (investissements corporels supérieurs à 15 000 euros) ont en moyenne une capacité d'autofi-

nancement sensiblement plus élevée que celle des exploitations qui n'ont pas investi au cours de l'exercice. Pour réaliser leurs investissements, ils doivent cependant limiter les prélèvements pour leurs propres besoins et ceux de leur famille, et s'endetter davantage auprès des organismes financiers. Les crédits accordés par les fournisseurs pour financer le cycle d'exploitation sont également sollicités.

L'âge du chef est un critère discriminant quant à la structure des tableaux de financement. Les jeunes agriculteurs consacrent une part plus importante aux investissements.

G2.1 - Tableau de financement sur quelques groupes d'exploitations en 2008

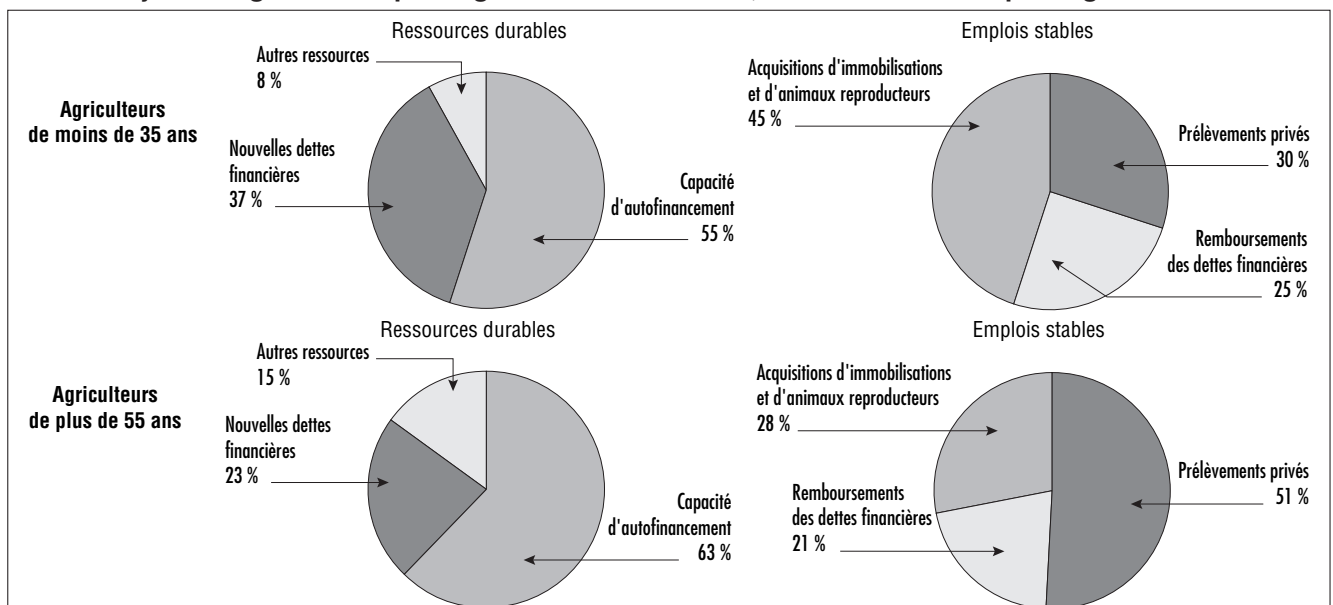
Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

	Exploitations de taille moyenne grande Tranche d'investissement* en millier d'euros		
	Moins de 1,5	De 1,5 à 15	Plus de 15
Nombre d'exploitations (millier)	27,2	44,2	63,9
1 - Total des ressources durables	57,9	63,9	115,6
Capacité d'autofinancement	40,3	49,0	61,4
Cessions d'immobilisations	8,5	2,5	8,5
Subventions d'équipement reçues	0,4	0,7	2,6
Nouvelles dettes financières	8,6	11,7	43,1
2 - Total des emplois stables	55,1	63,2	116,1
Acquisitions d'immobilisations	4,2	11,1	57,2
Augmentation des animaux reproducteurs	- 3,5	0,7	3,4
Charges à répartir	0,0	0,0	0,0
Prélèvements privés	37,1	32,2	28,8
Remboursements des dettes financières	17,4	19,2	26,7
3 - Variation du fonds de roulement net (1 - 2)	2,8	0,7	- 0,5
4 - Variation du besoin en fonds de roulement	1,7	0,1	1,1
Dont stocks	1,0	1,5	3,8
Dont réalisables	0,8	- 1,3	2,2
Dont dettes non financières	0,0	- 0,3	- 4,9
5 - Variation de trésorerie nette (3 - 4)	1,1	0,6	- 1,6

* Investissement corporel hors foncier.

Source : RICA 2008

G2.2 - Les jeunes agriculteurs privilégient l'investissement, contrairement aux plus âgés



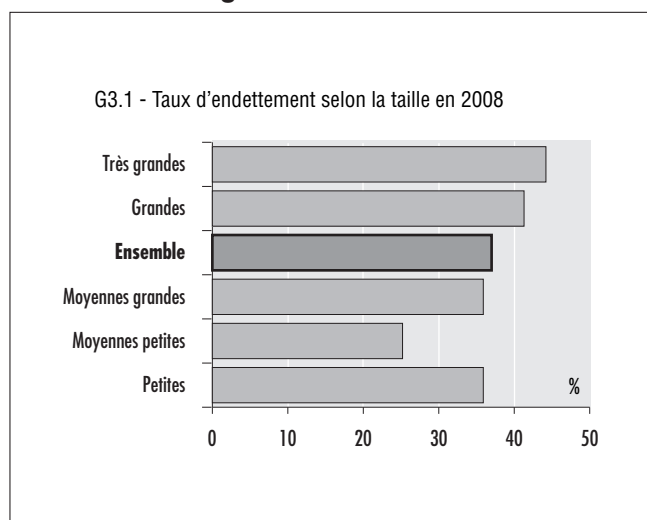
Source : RICA 2008

Ratios financiers d'endettement

Le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total du bilan) mesure la contribution des ressources externes à l'exploitation dans le financement de son activité. Il traduit le degré de dépendance de l'exploitation vis-à-vis de ses créanciers. En 2008, ce taux d'endettement s'élève en moyenne à 37 %, en légère augmentation par rapport à 2007 (+ 0,4 point). Pour certaines orientations comme l'élevage de porcs, volailles ou encore le maraîchage, il est très élevé et dépasse

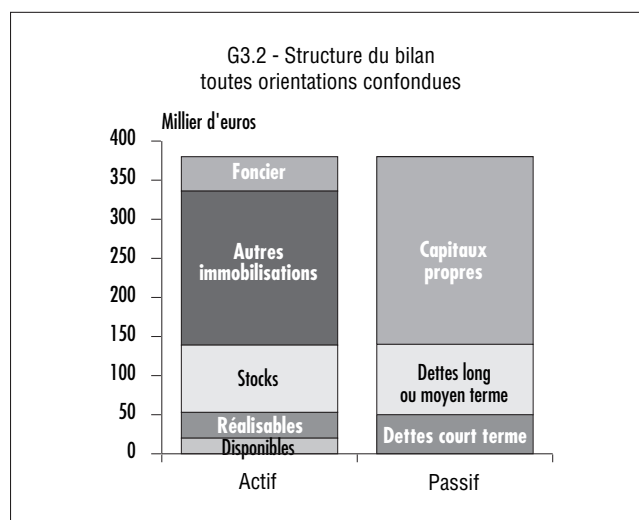
les 50 %. D'autres ratios permettent de compléter l'analyse financière des exploitations. Le rapport des dettes à la situation nette constitue une approche en réalité assez voisine de la précédente. Le rapport des dettes au produit brut est très différent, puisqu'il introduit une mesure de l'activité des exploitations, le produit brut. Ce rapport varie sensiblement d'une orientation à une autre.

Le taux d'endettement croît en général avec la taille



Source : RICA 2008

Les dettes s'élèvent en moyenne à 140 000 euros



Source : RICA 2008

G3.3 - Ratios d'endettement à la clôture des comptes en 2008

Orientation	Taux d'endettement Dettes/actif		Taux d'endettement hors foncier		Dettes rapportées à la situation nette		Poids des dettes dans le produit brut	
	2008 %	Variation 2008-2007 ¹	2008 %	Variation 2008-2007 ¹	2008 %	Variation 2008-2007 ¹	2008 %	Variation 2008-2007 ¹
Grandes cultures	39,5	+ 0,3	43,3	+ 0,2	65,9	+ 0,6	67,3	+ 3,7
Maraîchage, horticulture	58,0	+ 0,2	62,3	+ 0,5	154,9	+ 3,8	49,7	+ 0,8
Vins d'appellation d'origine	31,4	+ 0,2	35,8	- 0,1	46,5	+ 0,5	88,3	+ 6,6
Autre viticulture	27,2	+ 0,0	28,8	- 0,0	40,6	- 0,1	77,1	+ 2,8
Fruits	39,6	- 4,0	42,2	- 4,4	72,6	- 14,1	53,2	- 4,8
Bovins lait	37,7	+ 0,6	39,9	+ 0,6	63,8	+ 1,4	78,0	- 0,1
Bovins viande	28,1	- 0,0	30,4	- 0,1	40,5	- 0,0	96,1	+ 3,6
Bovins mixtes	38,4	+ 1,5	40,1	+ 1,6	65,4	+ 3,7	85,5	+ 1,0
Ovins, autres herbivores	31,4	+ 0,3	35,6	+ 0,7	48,0	+ 0,5	80,1	+ 3,4
Porcs, volailles	57,3	+ 2,2	59,2	+ 2,2	141,7	+ 11,9	65,2	- 2,9
Polyculture, polyélevage	39,9	+ 0,7	43,0	+ 0,7	69,3	+ 1,8	75,3	+ 3,3
ENSEMBLE	37,0	+ 0,4	40,3	+ 0,4	60,8	+ 0,9	74,6	+ 2,4

1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

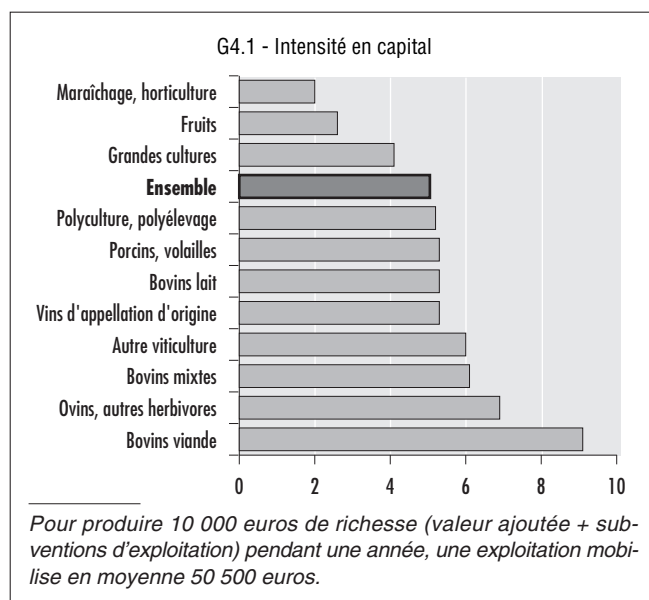
Source : RICA 2007 et 2008

Ratios financiers - création de richesse et facteurs de production

Pour produire de la richesse, une exploitation agricole, comme toute entreprise, met en œuvre les biens qu'elle possède (actif du bilan) et utilise de la force de travail (nombre d'unités annuelles de travail). L'apport de chacun de ces facteurs dans la production de l'exploitation est évalué par leur intensité. L'intensité en capital (actif du bilan rapporté à la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation) mesure la valeur des moyens à mettre en œuvre pour créer une unité de richesse. Toutes exploitations confondues, elle atteint 5,0 en 2008 contre 4,4 en 2007. L'intensité en travail,

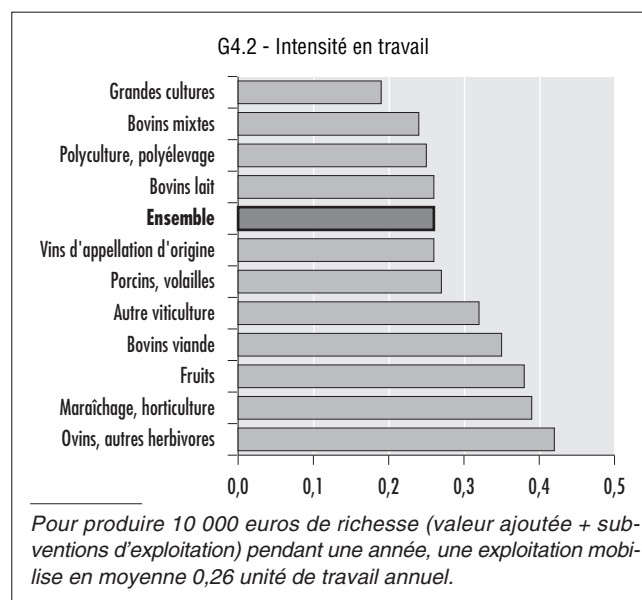
qui peut être définie comme le nombre d'unités de travail à mobiliser pour produire 10 000 euros de richesse, est de 0,26 (contre 0,24 en 2007). Les exploitations d'élevage doivent, proportionnellement à la richesse créée, apporter davantage de capital que les exploitations à dominante végétale, à l'exception notable de la viticulture. La mobilisation du facteur travail est relativement limitée en bovins mixtes et grandes cultures. À l'opposé, l'arboriculture fruitière, le maraîchage, horticulture et l'élevage d'ovins et de caprins exigent beaucoup de travail.

Moins de capital nécessaire pour les exploitations végétales



Source : RICA 2008

Le maraîchage, horticulture et l'élevage d'ovins nécessitent une main-d'œuvre importante



Source : RICA 2008

G4.3 - Autres ratios financiers

Moyennes par exploitation

Orientation	Indépendance financière		Couverture des immobilisations		Liquidité réduite		Délai fournisseurs	
	Capitaux propres/capitaux permanents		Immobilisations/capitaux permanents		Réalissables + disponible/dettes à court terme		360 x dettes fournisseurs/achats d'approvisionnement	
	2008 %	Variation 2008-2007 ¹	2008 %	Variation 2008-2007 ¹	2008 %	Variation 2008-2007 ¹	2008 %	Variation 2008-2007 ¹
Grandes cultures	70,5	-0,5	70,4	+0,5	133,9	-5,6	134,9	-22,8
Maraîchage, horticulture	57,1	+0,6	87,6	+1,9	83,4	-4,9	122,6	+1,8
Vins d'appellation d'origine	81,5	-0,3	49,2	+1,1	95,4	+2,6	351,0	-10,9
Autre viticulture	82,7	+0,0	54,2	+0,7	90,4	+3,8	313,6	-28,7
Fruits	73,9	+3,0	72,8	-0,2	145,3	+14,2	228,7	-55,4
Bovins lait	69,4	-0,5	83,1	+1,0	101,5	-8,8	143,0	-12,8
Bovins viande	78,1	+0,5	80,3	+0,8	115,3	-10,8	160,0	-15,6
Bovins mixtes	69,7	-0,8	81,5	+1,6	76,2	-11,4	143,6	-8,2
Ovins, autres herbivores	75,7	+0,1	83,0	+0,5	134,4	-5,4	140,2	-12,5
Porcins, volailles	54,0	-1,7	85,6	+1,3	48,2	-3,2	67,0	+0,2
Polyculture, polyélevage	69,3	-0,3	78,1	+0,8	97,7	-8,7	139,3	-15,5
ENSEMBLE	72,6	-0,3	72,7	+0,8	105,3	-4,3	146,0	-15,7

1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

Source : RICA 2008 et 2007

Résultats et rémunération des facteurs de production

Le résultat courant avant impôts s'élève en moyenne à 32 600 euros en 2008. Une fois déduites les charges sociales de l'exploitant (9 500 euros), il reste 23 100 euros pour rémunérer les facteurs de production : main-d'œuvre non salariée et capitaux propres consacrés à l'exploitation. L'exploitation emploie en moyenne 1,44 unité de travail annuel non salarié, principalement le chef d'exploitation, assisté le plus souvent par un membre de sa famille.

Pour déterminer la rémunération de l'un des facteurs de production, il convient de fixer la valeur de l'autre. C'est une telle démarche qui était menée notamment

lors de l'instruction des plans d'amélioration matérielle afin de déterminer le revenu par unité de travail annuel. Le taux d'intérêt à appliquer au capital d'exploitation (total actif - capital foncier) était fixé à 4 %. Si l'on retient ce taux pour la rémunération des capitaux propres, il reste en moyenne l'équivalent d'un salaire net de 9 400 euros par unité de travail non salarié (contre 16 600 en 2007). Cette rétribution est plus favorable aux plus grandes des exploitations. Les résultats progressent avec la taille économique alors que la quantité de facteurs de production mis en œuvre augmente dans une moindre proportion.

G5.1 - Résultats et facteurs de production par taille en 2008

Moyennes par exploitation, valeurs monétaires en millier d'euros 2008

	Petite exploitation Cdex 5-6	Moyenne petite exploitation Cdex 7	Moyenne grande exploitation Cdex 8	Grande exploitation Cdex 9	Très grande exploitation Cdex 10
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	10,0	99,8	135,3	70,4	10,5
Surface agricole utilisée (ha)	24,0	49,5	76,9	126,8	157,2
Taille du troupeau (UGB)	16,2	42,4	73,0	116,5	143,1
Résultat courant avant impôts (1)	6,5	13,3	27,8	61,9	106,6
Charges sociales de l'exploitant (2)	4,0	5,0	8,7	15,8	26,9
Revenu de l'exploitant (3) = (1) - (2)	2,5	8,3	19,1	46,1	79,7
Capitaux propres (4)	84,6	152,9	214,4	365,9	704,7
Rémunération des capitaux propres (5) = (4) x 4 %	3,4	6,1	8,6	14,6	28,2
Travail non salarié en UTA (UTANS) (6)	1,19	1,15	1,42	1,79	2,19
Rémunération par UTA non salariée [(3) - (5)]/(6)	- 0,7	1,8	7,4	17,6	23,5

Source : RICA

G5.2 - Résultats et facteurs de production entre 1990 et 2008

Moyennes par exploitation, valeurs monétaires en millier d'euros 2008

	1990	1995	2000	2008
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	521,6	428,8	384,7	326,0
Surface agricole utilisée (ha)	47,2	59,5	67,1	80,3
Taille du troupeau (UGB)	40,6	53,5	62,9	73,5
Résultat courant avant impôts (1)	28,4	35,6	33,2	32,6
Charges sociales de l'exploitant (2)	5,6	7,5	8,4	9,5
Revenu de l'exploitant (3) = (1) - (2)	22,8	28,1	24,8	23,1
Capitaux propres (4)	192,6	198,4	214,0	240,1
Rémunération des capitaux propres (5) = (4) x 4 %	7,7	7,9	8,6	9,6
Travail non salarié en UTA (UTANS) (6)	1,46	1,46	1,44	1,44
Rémunération par UTA non salariée [(3) - (5)]/(6)	10,3	13,8	11,3	9,4

Source : RICA

LES ANNEXES

1 - Tableaux complémentaires	54
2 - Méthodologie d'enquête.....	59
3 - Plan, nomenclature, concepts et traitements comptables	65
4 - Lexique	69

Tableaux complémentaires

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2008

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2007 en valeur réelle

	Ensemble		Grandes cultures		Maraîchage, horticulture		Vins d'appellation		Autre viticulture		Fruits	
	2008	% évo.	2008	% évo.	2008	% évo.	2008	% évo.	2008	% évo.	2008	% évo.
Échantillon	7 463		1 896		386		821		217		349	
Population	326 000		74 500		9 700		32 800		11 100		9 100	
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	80	+ 1,2	117	+ 0,9	7	+ 0,5	19	+ 0,1	35	- 0,4	30	+ 0,2
dont : SAU en fermage	64	+ 0,5	100	+ 0,2	5	+ 1,5	13	- 0,4	20	- 2,7	20	- 0,7
Effectifs animaux (en UGB°)	74	- 0,5	17	- 4,6	1	+ 3,6	1	- 0,5	ε	///	3	- 3,4
Nombre d'UTA°°	1,98	- 0,4	1,66	- 0,4	4,30	- 1,3	3,00	- 0,7	2,01	- 0,9	4,29	- 3,1
dont : UTA non salariées	1,44	ε	1,29	+ 0,1	1,56	+ 2,3	1,41	+ 0,3	1,22	+ 1,3	1,42	+ 0,1
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)												
Capacité d'autofinancement	60,1	- 13,1	77,1	- 14,7	49,6	- 10,5	71,6	- 19,3	42,9	- 9,7	59,7	- 4,5
- Prélèvements privés	37,2	+ 7,5	48,9	+ 7,9	33,5	- 9,2	55,1	+ 10,2	24,8	+ 12,0	33,0	- 9,3
= Autofinancement	22,9	- 34,3	28,2	- 38,5	16,1	- 12,9	16,5	- 57,2	18,1	- 28,1	26,7	+ 2,2
Actif immobilisé	240,3	+ 2,9	218,0	+ 5,1	141,0	- 0,9	253,0	+ 2,4	182,4	+ 3,3	176,7	+ 1,5
Actif circulant	139,4	+ 0,4	141,3	+ 2,6	76,2	- 2,3	357,2	- 1,6	199,1	+ 1,1	119,3	- 4,6
Stocks	86,3	+ 1,0	72,9	+ 6,7	28,0	- 2,4	264,7	- 2,9	157,6	- 0,4	40,5	- 8,9
Capitaux propres	240,1	+ 1,4	218,2	+ 3,6	91,8	- 2,0	419,6	- 0,4	278,4	+ 2,0	179,4	+ 6,0
Endettement total	140,8	+ 3,0	142,3	+ 4,9	126,9	- 1,0	192,1	+ 0,7	103,9	+ 2,3	117,7	- 10,1
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)												
Ventes et autoconsommation	155,2	+ 3,9	161,8	+ 6,4	243,5	- 2,3	208,3	+ 0,3	116,3	+ 1,8	192,6	- 0,6
- Achats d'animaux	5,5	- 4,9	2,8	- 10,4	0,1	+ 44,6	ε	- 66,6	ε	///	0,2	+ 28,3
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	149,7	+ 4,3	158,9	+ 6,7	243,4	- 2,3	208,3	+ 0,3	116,3	+ 1,8	192,4	- 0,6
+ Production stockée	1,1	///	- 1,5	///	0,2	///	- 2,6	///	3,8	///	- 3,0	///
+ Production immobilisée	3,7	+ 4,0	2,1	- 9,2	3,3	- 22,2	3,2	- 5,2	4,7	+ 34,6	6,6	+ 9,0
+ Produits divers	2,6	+ 4,3	4,8	+ 10,8	2,4	+ 3,1	3,5	- 3,8	1,8	- 7,1	3,0	- 12,0
= Production de l'exercice	157,1	- 0,1	164,4	- 0,8	249,3	- 2,8	212,4	- 6,9	126,7	- 0,1	199,0	- 4,2
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,3	///	0,8	///	0,8	///	0,1	///	0,2	///	0,1	///
- Charges d'approvisionnement	59,3	+ 13,9	67,1	+ 17,7	86,8	- 0,4	32,4	+ 0,4	27,4	+ 13,5	37,5	+ 7,0
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	41,0	+ 3,3	38,3	+ 4,5	54,4	+ 0,4	47,3	+ 0,6	35,2	+ 0,1	58,1	+ 0,2
= Valeur ajoutée	57,1	- 13,2	59,7	- 17,4	108,9	- 6,1	132,8	- 10,8	64,3	- 5,0	103,5	- 10,0
+ Remboursement forfaitaire TVA	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///
+ Subventions d'exploitation	29,3	- 0,6	43,3	- 0,2	3,9	+ 39,0	2,8	+ 3,0	6,6	- 12,9	16,5	+ 36,6
+ Indemnités d'assurance	1,3	- 20,7	1,7	- 41,3	0,5	- 41,5	1,4	- 26,9	0,8	- 52,1	4,4	+ 15,3
- Fermages	11,0	+ 1,7	15,1	+ 2,8	3,5	- 2,2	21,3	+ 3,4	7,3	+ 1,0	7,5	- 0,4
- Impôts et taxes	1,9	- 0,2	2,5	+ 2,7	1,7	+ 11,9	3,4	- 2,2	2,9	- 1,6	1,6	- 13,7
- Charges de personnel	11,1	- 0,1	7,9	+ 2,6	54,9	- 0,8	35,7	+ 0,2	15,8	- 3,8	53,1	- 5,6
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	63,7	- 12,8	79,2	- 15,5	53,1	- 10,1	76,7	- 18,3	45,8	- 9,3	62,2	- 5,1
+ Transferts de charges	0,3	///	0,5	///	0,4	///	0,4	///	0,1	///	0,5	///
- Dotations aux amortissements	27,1	+ 1,1	30,1	+ 3,4	25,7	- 2,6	22,9	- 3,1	18,4	- 1,4	25,9	- 1,7
= Résultat d'exploitation	36,9	- 20,8	49,7	- 23,7	27,7	- 17,2	54,2	- 23,5	27,5	- 13,9	36,8	- 7,9
+ Produits financiers	0,5	+ 23,5	1,0	+ 19,1	0,4	+ 4,6	0,4	+ 46,0	0,4	- 2,7	0,6	+ 0,3
- Charges financières	4,9	+ 5,1	5,0	+ 6,6	4,3	+ 3,3	5,7	- 0,5	3,4	- 1,4	3,9	+ 0,8
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	32,6	- 23,2	45,7	- 25,3	23,9	- 20,0	48,9	- 25,1	24,5	- 15,1	33,5	- 8,8
+ Plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés	4,5	+ 33,7	8,0	+ 11,7	0,6	+ 12,5	6,8	///	4,5	///	2,6	+ 11,0
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	1,3	+ 10,0	0,5	+ 20,4	1,9	+ 9,0	0,7	- 7,1	2,1	+ 1,9	3,0	+ 3,4
+ Profits et charges exceptionnels	0,4	///	1,4	///	ε	///	- 0,2	///	ε	///	0,3	///
= Résultat de l'exercice	38,8	- 17,2	55,6	- 19,0	26,4	- 15,8	56,2	- 16,5	31,1	- 4,0	39,3	- 4,8

ε : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : Ensemble des exploitations professionnelles

Source : RICA 2008

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2008

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2007 en valeur réelle

	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins		Porcins Volailles		Polyculture polyélevage	
	2008	% évo.	2008	% évo.	2008	% évo.	2008	% évo.	2008	% évo.	2008	% évo.
Échantillon	987		691		234		392		319		1 171	
Population	53 100		39 700		8 500		19 200		13 300		55 000	
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	73	+ 1,3	92	+ 1,5	109	+ 1,5	83	+ 2,1	42	+ 1,9	99	+ 1,9
dont : SAU en fermage	60	+ 0,4	65	+ 0,4	92	+ 0,9	50	- 0,3	33	+ 0,4	82	+ 1,2
Effectifs animaux (en UGB°)	85	+ 2,4	107	+ 2,3	145	+ 5,5	79	- 0,2	412	+ 1,1	103	+ 0,1
Nombre d'UTA°°	1,70	+ 0,8	1,36	- 0,1	1,87	- 0,9	1,52	- 0,3	1,86	+ 1,7	1,94	+ 0,6
dont : UTA non salariées	1,60	ε	1,28	- 0,5	1,70	- 1,7	1,39	- 1,2	1,52	+ 0,9	1,59	ε
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)												
Capacité d'autofinancement	59,1	- 4,7	34,2	- 17,4	68,6	- 8,3	31,5	- 16,8	54,3	- 8,2	65,3	- 12,3
- Prélèvements privés	36,1	+ 14,6	16,8	- 6,5	40,1	+ 35,5	19,1	+ 16,3	39,2	+ 13,1	35,9	- 5,2
= Autofinancement	23,1	- 23,9	17,4	- 25,6	28,5	- 39,2	12,4	- 45,4	15,1	- 38,9	29,5	- 19,6
Actif immobilisé	258,6	+ 3,8	260,2	+ 0,6	343,5	+ 2,3	186,3	- 0,9	247,7	- 0,1	272,1	+ 4,7
Actif circulant	87,1	- 0,2	91,2	- 1,0	132,8	ε	61,6	- 1,0	116,3	+ 0,9	128,3	+ 3,9
Stocks	50,9	+ 1,9	59,0	- 0,5	89,9	+ 1,1	30,1	- 2,4	79,6	+ 1,0	76,1	+ 6,0
Capitaux propres	216,2	+ 1,9	253,0	+ 0,2	294,0	- 0,8	170,0	- 1,4	156,1	- 4,6	241,2	+ 3,1
Endettement total	130,8	+ 4,4	99,0	ε	183,7	+ 5,6	78,0	+ 0,1	209,5	+ 4,1	160,5	+ 6,4
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)												
Ventes et autoconsommation	136,2	+ 8,5	63,2	- 1,2	165,7	+ 8,0	68,9	+ 1,2	324,3	+ 8,1	173,0	+ 5,2
- Achats d'animaux	4,4	+ 1,3	6,4	- 15,0	10,2	- 2,6	3,1	- 7,1	34,7	- 2,7	9,0	+ 1,3
= Ventes et autoconsommation nette	131,8	+ 8,7	56,8	+ 0,6	155,5	+ 8,7	65,8	+ 1,6	289,6	+ 9,4	164,0	+ 5,4
des achats d'animaux	2,5	///	4,4	///	6,1	///	- 0,2	///	4,1	///	2,2	///
+ Production stockée	5,0	+ 8,2	2,8	+ 22,3	8,6	+ 38,8	1,2	- 53,2	7,0	+ 67,1	4,5	- 15,1
+ Production immobilisée	0,9	- 6,5	1,2	- 10,3	1,2	- 9,0	2,3	- 0,8	1,8	+ 7,2	2,4	+ 10,7
+ Produits divers	140,1	+ 5,9	65,2	- 4,1	171,4	+ 5,7	69,0	- 5,7	302,4	+ 9,6	173,2	+ 1,9
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	///	0,1	///	0,2	///	0,1	///	0,3	///	0,5	///
- Charges d'approvisionnement	50,6	+ 19,4	30,4	+ 8,3	70,8	+ 18,5	32,1	+ 8,6	190,8	+ 15,7	75,4	+ 16,6
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	42,4	+ 5,4	26,3	+ 2,5	51,7	+ 6,4	23,9	- 3,2	54,0	+ 7,1	47,3	+ 4,2
= Valeur ajoutée	47,3	- 5,0	8,5	- 40,3	49,2	- 8,9	13,1	- 31,2	57,9	- 5,3	51,0	- 14,8
+ Remboursement forfaitaire TVA	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///
+ Subventions d'exploitation	26,1	- 2,2	36,8	- 3,3	41,6	+ 0,2	27,1	- 1,0	16,5	- 2,3	37,2	ε
+ Indemnités d'assurance	0,8	+ 0,1	0,8	+ 9,8	1,2	- 9,8	0,9	+ 14,7	1,3	+ 5,6	1,5	+ 5,3
- Fermages	7,9	- 1,0	6,7	+ 0,3	12,2	+ 3,5	4,3	- 3,0	5,4	+ 7,2	11,3	+ 0,6
- Impôts et taxes	1,4	- 4,6	1,0	- 0,1	1,7	+ 4,1	0,8	- 8,9	1,6	+ 2,9	1,9	+ 1,8
- Charges de personnel	1,8	+ 10,1	1,2	+ 0,5	3,1	+ 1,5	2,2	+ 13,7	7,1	+ 0,3	6,6	+ 3,3
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	63,1	- 4,6	37,2	- 15,8	74,9	- 6,7	33,7	- 15,4	61,6	- 6,1	69,8	- 11,7
+ Transferts de charges	0,2	///	0,1	///	0,2	///	0,1	///	0,2	///	0,3	///
- Dotations aux amortissements	27,9	+ 3,1	20,5	- 0,9	36,2	+ 3,7	18,0	- 3,6	34,0	- 2,1	31,9	+ 2,0
= Résultat d'exploitation	35,4	- 10,0	16,8	- 28,7	38,9	- 15,3	15,8	- 25,7	27,8	- 11,0	38,2	- 20,4
+ Produits financiers	0,3	+ 32,4	0,1	+ 10,9	0,4	- 2,2	0,2	+ 42,4	0,7	+ 72,3	0,5	+ 31,2
- Charges financières	4,6	+ 5,7	3,2	+ 4,8	6,9	+ 7,6	2,6	+ 4,4	8,2	+ 7,4	5,8	+ 7,4
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	31,1	- 11,6	13,7	- 33,3	32,4	- 19,0	13,4	- 29,1	20,3	- 15,5	32,9	- 23,3
+ Plus ou moins-valeur sur cession d'actifs immobilisés	2,6	+ 19,6	1,8	- 3,9	2,8	- 32,2	1,3	+ 42,9	2,7	+ 45,5	5,0	+ 26,8
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	1,7	+ 13,8	1,2	+ 3,2	2,4	+ 72,2	1,4	- 3,8	1,7	+ 16,4	1,6	+ 8,0
+ Profits et charges exceptionnels	0,1	///	ε	///	0,1	///	0,1	///	ε	///	0,4	///
= Résultat de l'exercice	35,5	- 8,0	16,7	- 29,4	37,6	- 17,3	16,2	- 25,0	24,8	- 11,1	40,0	- 17,7

ε : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : Ensemble des exploitations professionnelles

Source : RICA 2008

Tableau 2
Situation financière des exploitations en 2007 et 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Grandes cultures		Maraîchage, Horticulture		Vins d'appellation		Autre viticulture		Fruits	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Résultat courant avant impôts	41,9	33,0	62,2	47,6	27,7	22,7	64,6	49,6	29,3	25,5	35,5	33,2
+ Dotation aux amortissements	26,3	27,2	28,1	29,7	26,6	26,6	23,1	22,9	18,3	18,5	25,0	25,2
+ Charges et produits exceptionnels	- 0,1	0,4	- 0,2	1,4	- 0,6	0,0	- 0,3	- 0,2	ε	ε	- 0,6	0,3
= Capacité d'autofinancement	68,1	60,6	90,1	78,7	53,8	49,3	87,4	72,3	47,6	44,1	59,9	58,6
- Prélèvements privés	34,4	38,0	46,1	51,0	35,4	33,0	49,1	55,5	21,8	25,1	34,9	32,4
= Autofinancement	33,6	22,7	43,9	27,7	18,3	16,4	38,3	16,8	25,8	19,0	25,0	26,2
+ Cessions d'immobilisations	6,1	8,6	11,3	16,5	1,3	1,6	4,7	9,8	3,1	7,1	5,4	5,3
+ Subventions d'équipement reçues	1,3	1,3	0,5	0,3	1,6	3,2	0,7	0,8	2,0	1,4	2,6	3,0
+ Nouvelles dettes financières	26,2	30,7	27,9	35,1	21,5	24,6	30,3	30,7	11,7	16,5	14,5	17,4
+ Variation des dettes auprès des tiers	3,2	1,7	4,2	1,6	6,3	0,6	6,1	1,3	1,3	2,1	2,6	- 4,7
+ Diminution de trésorerie nette		0,8		1,9	3,2	0,3						
= Total des ressources	70,4	65,8	87,9	83,1	52,2	46,5	80,2	59,3	44,0	46,2	50,2	47,2
Acquisitions d'immobilisations	31,2	35,3	39,5	47,0	25,1	22,8	28,0	30,5	18,0	25,3	23,3	27,6
+ Augmentation des animaux reproducteurs	1,3	0,8	0,1	ε	0,1	0,1	ε	ε	ε	ε	ε	0,1
+ Charges à répartir	ε	ε	ε	ε	ε	ε	- 0,1	ε	- 0,1	ε	ε	ε
+ Remboursements des dettes financières	24,6	25,6	25,9	27,3	22,8	23,8	30,1	27,5	16,1	14,3	18,6	21,7
+ Variation des stocks	8,3	3,0	14,7	6,5	2,3	ε	14,4	- 1,4	6,8	3,2	4,7	- 3,3
+ Variation des créances auprès des tiers	3,1	1,1	2,4	2,1	1,7	- 0,1	6,6	1,0	1,7	2,4	0,1	1,2
+ Variation des comptes de régularisation	0,2	ε	0,1	0,2	0,3	ε	0,2	ε	0,2	- 0,1	0,8	- 0,1
+ Augmentation de trésorerie nette	1,8		5,3				1,0	1,8	1,3	1,1	2,5	0,1
= Total des emplois	70,4	65,8	87,9	83,1	52,2	46,5	80,2	59,3	44,0	46,2	50,2	47,2
Variation du fonds de roulement net	10,2	1,6	18,2	5,3	- 5,2	- 1,0	16,1	0,1	8,7	4,4	5,6	2,7
Variation du besoin en fonds de roulement	8,4	2,4	12,9	7,1	- 2,1	- 0,7	15,1	- 1,7	7,4	3,3	3,1	2,6
Variation de trésorerie nette	1,8	- 0,8	5,3	- 1,8	- 3,1	- 0,3	1,0	1,8	1,3	1,1	2,5	0,1
Investissement total	26,4	27,5	28,3	30,6	23,9	21,4	23,2	20,7	14,8	18,2	17,9	22,3
Excédent de trésorerie d'exploitation	57,7	56,8	77,1	71,8	54,2	50,3	69,2	71,1	39,6	38,3	53,8	51,7

Bilan 2008	Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture	
Actif immobilisé	224,7	239,9	198,5	216,0	141,3	144,8	226,6	244,7	171,6	185,6	163,5	172,1
Terrains	39,4	43,1	41,7	45,6	14,5	15,5	87,2	95,3	47,3	51,1	24,8	26,3
Constructions	52,3	56,2	26,0	27,3	51,8	53,4	46,3	52,5	14,4	18,8	24,9	24,0
Matériel	59,0	63,9	79,0	89,2	32,1	33,2	37,5	38,5	33,2	34,6	39,3	42,8
Plantations (y compris forêt)	7,9	8,3	0,6	0,6	4,4	3,7	35,7	38,0	61,2	64,4	46,1	49,2
Animaux reproducteurs	38,2	39,0	7,4	7,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,3	0,4	0,9	1,0
Autres immobilisations	16,6	17,4	33,1	34,6	9,6	10,3	12,8	13,2	10,0	10,9	15,0	15,9
Actif circulant	136,2	140,1	135,6	142,5	81,2	81,3	354,7	357,5	194,1	201,0	122,8	119,8
Stocks et en-cours	83,8	86,8	67,3	73,8	28,7	28,7	266,4	264,9	155,9	159,1	44,9	41,6
dont animaux circulants	19,2	19,5	5,6	5,4	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
Valeurs réalisables	32,2	32,9	40,5	42,3	27,1	27,6	63,1	62,5	22,1	25,2	44,6	42,8
Valeurs disponibles	20,2	20,4	27,7	26,4	25,3	25,0	25,2	30,1	16,0	16,7	33,3	35,4
Régularisation actif	1,3	1,3	1,3	1,5	1,6	1,5	1,4	1,5	1,0	0,9	1,4	1,3
Total actif	362,2	381,4	335,4	360,1	224,0	227,6	582,7	603,6	366,6	387,4	287,7	293,1
Capitaux propres	229,1	240,8	206,2	221,1	91,4	93,1	397,4	412,4	270,8	287,0	159,3	174,8
Total endettement	133,0	140,5	129,1	138,8	132,6	134,5	185,3	191,1	95,8	100,4	128,4	118,2
Dettes à long ou moyen terme	85,5	90,1	80,9	88,0	74,5	72,9	92,4	96,3	53,4	55,8	67,7	63,4
Emprunts à court terme	5,0	5,6	4,9	5,6	4,8	7,2	9,3	8,5	2,8	2,6	3,4	3,4
Autres dettes financières à - 1 an	7,0	7,6	7,1	7,3	6,1	6,6	13,0	14,5	4,1	4,4	7,1	6,1
Dettes auprès de tiers	35,5	37,2	36,2	37,8	47,3	47,8	70,5	71,8	35,5	37,6	50,1	45,4
Régularisation passif	0,1	0,1	0,2	0,2	ε	ε	0,1	0,1	ε	ε	0,1	0,1
Total passif	362,2	381,4	335,4	360,1	224,0	227,6	582,7	603,6	366,6	387,4	287,7	293,1

ε : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2007 et 2008

Source : RICA 2008

Tableau 2
Situation financière des exploitations en 2007 et 2008

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins		Porcins volailles		Polyculture polyélevage	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Résultat courant avant impôts	34,5	31,3	20,6	14,0	36,4	30,3	19,0	13,8	24,4	21,1	44,1	34,6
+ Dotation aux amortissements	26,3	27,8	20,2	20,5	35,0	37,2	18,3	18,1	34,7	34,9	31,1	32,5
+ Charges et produits exceptionnels	-0,2	0,2	0,1	ε	0,4	0,1	0,2	0,1	0,4	ε	0,1	0,5
= Capacité d'autofinancement	60,7	59,3	40,8	34,5	71,8	67,5	37,5	31,9	59,5	56,0	75,2	67,6
- Prélèvements privés	30,3	35,6	17,5	16,8	29,7	41,3	17,3	20,7	35,2	40,8	38,0	36,9
= Autofinancement	30,3	23,6	23,3	17,7	42,1	26,2	20,1	11,3	24,4	15,2	37,2	30,7
+ Cessions d'immobilisations	3,9	5,1	3,4	3,4	6,3	4,7	2,3	3,2	3,7	5,8	6,8	8,8
+ Subventions d'équipement reçues	2,0	2,0	1,6	1,5	2,1	2,0	1,1	1,0	1,0	1,7	1,5	1,3
+ Nouvelles dettes financières	23,9	30,1	20,4	21,9	39,1	39,9	15,2	15,6	33,1	47,8	31,3	37,1
+ Variation des dettes auprès des tiers	2,1	1,6	0,6	0,4	5,8	6,4	0,9	1,6	3,5	3,5	3,8	3,9
+ Diminution de trésorerie nette		0,7	3,0	1,3		0,8	0,2	0,6	3,2	1,1		1,9
= Total des ressources	62,2	63,2	52,3	46,1	95,3	80,0	39,8	33,2	68,8	75,1	80,7	83,7
Acquisitions d'immobilisations	28,2	35,7	22,4	20,9	42,5	40,9	18,8	16,4	27,1	32,1	36,1	45,4
+ Augmentation des animaux reproducteurs	2,6	1,3	3,3	3,2	5,1	3,4	1,0	0,1	1,9	0,1	1,8	1,0
+ Charges à répartir	0,1	ε	0,2	-0,1	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε
+ Remboursements des dettes financières	22,3	23,6	20,1	20,9	31,9	33,5	16,3	15,4	33,3	40,1	27,6	29,1
+ Variation des stocks	3,9	2,1	4,6	1,1	6,3	3,0	2,8	0,0	6,5	2,8	8,4	6,1
+ Variation des créances auprès des tiers	2,3	0,3	1,6	0,1	4,8	-0,2	0,9	1,2	0,1	0,1	4,1	2,3
+ Variation des comptes de régularisation	0,1	0,1	0,1	ε	0,5	-0,5	ε	ε	ε	-0,1	0,2	-0,1
+ Augmentation de trésorerie nette	2,6				4,3						2,4	
= Total des emplois	62,2	63,2	52,3	46,1	95,3	80,0	39,8	33,2	68,8	75,1	80,7	83,7
Variation du fonds de roulement net	6,9	0,3	2,7	-0,4	10,1	-4,9	2,6	-0,9	-0,2	-1,7	11,3	2,5
Variation du besoin en fonds de roulement	4,3	0,9	5,7	0,9	5,7	-4,2	2,8	-0,4	3,1	-0,7	8,9	4,3
Variation de trésorerie nette	2,6	-0,6	-3,0	-1,3	4,3	-0,7	-0,2	-0,6	-3,2	-1,0	2,4	-1,9
Investissement total	26,9	31,9	22,3	20,7	41,2	39,5	17,5	13,3	25,3	26,4	31,1	37,6
Excédent de trésorerie d'exploitation	52,0	56,2	32,8	30,6	59,5	65,2	33,5	32,9	55,8	58,3	63,8	61,4

Bilan 2008	Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture		Ouvert. Clôture	
Actif immobilisé	240,5	258,0	250,3	261,3	329,2	348,2	180,8	185,1	248,1	255,2	255,6	277,0
Terrains	25,5	28,2	39,9	44,3	27,6	30,5	35,0	37,2	17,4	19,1	35,8	38,5
Constructions	76,8	83,4	47,3	52,1	98,5	107,9	44,9	47,9	115,1	115,7	63,5	68,2
Matériel	54,9	60,1	51,9	50,3	82,2	83,2	43,4	43,1	51,0	53,5	70,9	80,9
Plantations (y compris forêt)	0,1	ε	0,1	0,1	0,2	0,2	ε	ε	0,1	0,1	3,7	3,9
Animaux reproducteurs	59,6	60,9	99,0	102,2	91,0	94,4	44,2	44,4	40,6	40,7	47,2	48,1
Autres immobilisations	9,8	10,8	5,4	5,6	13,3	14,1	5,7	5,1	12,8	14,0	19,5	20,4
Actif circulant	83,9	85,8	90,3	91,4	129,4	132,5	61,2	62,1	115,0	118,8	121,6	129,5
Stocks et en-cours	47,9	49,9	58,0	59,1	84,5	87,4	30,5	30,5	78,5	81,3	70,8	76,9
dont animaux circulants	24,3	24,9	39,0	39,8	50,6	51,1	13,2	12,7	56,8	60,3	26,3	26,8
Valeurs réalisables	21,5	21,9	16,6	17,0	29,0	28,1	18,3	19,4	26,7	26,6	30,5	32,2
Valeurs disponibles	14,5	13,9	15,7	15,2	16,0	17,0	12,4	12,1	9,8	10,9	20,3	20,4
Régularisation actif	1,2	1,3	0,8	0,7	2,2	1,7	0,3	0,3	1,6	1,5	1,6	1,6
Total actif	325,5	345,0	341,4	353,4	460,9	482,5	242,3	247,5	364,6	375,5	378,8	408,1
Capitaux propres	206,5	217,8	244,2	253,7	289,7	297,4	166,9	170,1	163,1	160,8	230,3	246,1
Total endettement	118,9	127,2	97,1	99,6	170,7	184,7	75,4	77,4	201,5	214,7	148,3	161,6
Dettes à long ou moyen terme	88,2	94,1	71,2	70,7	122,2	129,2	53,1	53,4	129,9	136,2	100,2	107,3
Emprunts à court terme	3,7	4,3	3,4	5,0	6,2	5,7	2,4	2,2	11,4	12,9	4,9	5,7
Autres dettes financières à - 1 an	3,7	3,8	3,3	4,4	5,3	6,5	3,7	3,9	16,8	18,8	7,2	8,6
Dettes auprès des tiers	23,4	25,0	19,2	19,6	37,0	43,4	16,2	17,9	43,4	46,9	36,0	40,0
Régularisation passif	0,1	0,1	0,1	ε	0,4	0,4	ε	ε	ε	ε	0,2	0,3
Total passif	325,5	345,0	341,4	353,4	460,9	482,5	242,3	247,5	364,6	375,5	378,8	408,1

ε : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2007 et 2008

Source : RICA 2008

Méthodologie d'enquête

Mis en œuvre en France depuis 1968, le RICA est une enquête réalisée dans les États membres de l'Union européenne selon des principes et des règles communs. Les données de base sont recueillies à partir d'une fiche d'enquête comprenant la comptabilité agricole de l'exploitation et d'autres données technico-économiques. Un retraitement de certaines données est effectué afin de cerner la réalité économique de l'exploitation au plus près (amortissements linéaires, réévaluation des immobilisations, non prise en compte des décotes, etc.). Cette enquête, réalisée par sondage, permet d'analyser le fonctionnement micro-économique des exploitations agricoles et de suivre particulièrement l'évolution des charges, des résultats et des capitaux engagés dans ces exploitations.

La présente publication présente les résultats de l'enquête faite à partir du fichier définitif 2008 comprenant 7 463 exploitations.

Typologie des exploitations agricoles : OTEX, CDEX, MBS

La très grande diversité des exploitations agricoles a toujours rendu indispensable leur classification. La statistique agricole européenne, et française en particulier, utilise depuis 1978 une typologie fondée sur l'OTEX (orientation technico-économique des exploitations) et la CDEX (classe de dimension économique des exploitations)¹.

Les OTEX constituent un classement des exploitations selon leur production principale (par exemple « grandes cultures », « maraîchage et horticulture », « bovins lait », ...). Les CDEX constituent un classement des exploitations selon leur taille, les plus petites exploitations étant regroupées dans la CDEX 1, et les plus importantes dans la CDEX 10.

La détermination de l'OTEX et de la CDEX d'une exploitation se fait à partir de données physiques, surfaces des différentes productions végétales et effectifs des différentes catégories d'animaux. À chaque hectare de culture et à chaque tête d'animal est appliqué un coefficient, indicateur normatif de marge brute (ou de valeur ajoutée) unitaire. Ce coefficient de « MBS » (marge brute standard) est établi périodiquement par région, pour chaque production considérée. Il est exprimé jusqu'en 1999 en écus, unité de compte européenne (et mainte-

nant en euros). La table de MBS utilisée sur le fichier définitif RICA 2008 est celle portant sur l'année 1996 (plus exactement sur la période de trois ans encadrant 1996, soit 1995 à 1997) et appelée « table MBS 96 ».

Le total des MBS de toutes les productions végétales et animales donne la MBS totale de l'exploitation. La dimension de l'exploitation est exprimée en UDE (unité de dimension européenne, 1 UDE « 96 » = 1 200 écus « 96 »), ou plus communément en « hectares-équivalent-blé » (1 UDE = 1,5 ha). La CDEX est déterminée par le tableau 1.

Les parts relatives des MBS partielles (c'est-à-dire des MBS des différentes productions végétales et animales) permettent de classer l'exploitation selon sa production dominante, et ainsi de déterminer son OTEX.

La MBS totale, la CDEX et l'OTEX des exploitations sont maintenant calculées compte tenu des jachères aidées (affectation de la MBS jachère au pôle P13 « céréales, oléagineux, protéagineux »).

Dans cette publication, on a employé une classification par OTEX en 11 postes, qui correspond à un regroupement de celle en 17 postes, utilisée en France depuis 1985 pour de nombreux dépouillements de fichiers de

Tableau 1
Définition de la CDEX

CDEX	MBS totale de l'exploitation		
	En écus « 96 »	En UDE	En hectares-équivalent-blé
1	Moins de 2 400	Moins de 2	Moins de 3
2	2 400 à 4 800	2 à 4	3 à 6
3	4 800 à 7 200	4 à 6	6 à 9
4	7 200 à 9 600	6 à 8	9 à 12
5	9 600 à 14 400	8 à 12	12 à 18
6	14 400 à 19 200	12 à 16	18 à 24
7	19 200 à 48 000	16 à 40	24 à 60
8	48 000 à 120 000	40 à 100	60 à 150
9	120 000 à 300 000	100 à 250	150 à 375
10	300 000 et plus	250 et plus	375 et plus

1. Pour en savoir plus sur la typologie par OTEX et CDEX voir orientations technico-économiques. Classification révisée des exploitations agricoles françaises, Agreste Cahiers n° 22-23, septembre 1997. Pour en savoir plus sur la marge brute standard, voir Les coefficients de marge brute standard 1996, Agreste Cahiers Hors-série n° 1, janvier 2001.

statistique agricole. La classification de 17 postes est elle-même définie à partir de la classification communautaire. La correspondance entre la classification en 11 postes et celle en 17 postes est donnée par le tableau 2.

Champ de l'enquête

Le RICA couvre l'ensemble des exploitations agricoles « professionnelles », au sens statistique, c'est-à-dire d'une dimension économique supérieure à 9 600 écus « 96 » (soit 12 hectares-équivalent-blé) et employant au moins 0,75 UTA. Cet ensemble correspond, d'après l'enquête structure 2007, à 326 008 exploitations en France sur un total de 506 926 exploitations (tableau 5). La production des exploitations agricoles appartenant au champ de l'enquête représente 95 % du potentiel de production (exprimé en MBS) du secteur agricole.

Recrutement des exploitations

Le recrutement des exploitations agricoles s'effectue au niveau des services régionaux de l'information statistique et économique dans trois sous-échantillons. Ceux-ci correspondent à un mode différent de récupération des comptabilités auprès des offices comptables : centres de gestion des réseaux CER France ou

AS-CLCP, autres centres de comptabilité, experts comptables, ou, à titre marginal, établissements de recherche et d'enseignement ou services déconcentrés de l'administration.

Sous-échantillon I : comptabilités d'exploitants volontaires tenues spécifiquement pour le RICA (960 en 2008). C'était, à l'origine du RICA, le seul mode de recrutement des exploitations.

Sous-échantillon II : récupération de comptabilités d'exploitants imposés au « réel » et donc tenus d'avoir une comptabilité destinée à calculer le revenu fiscal (5 821 en 2008). Ce mode de collecte existe depuis 1987. Les exploitants du sous-échantillon II ont un haut niveau de capacité productive. Les plus grandes exploitations se trouvent dans ce sous-échantillon.

Sous-échantillon III : comptabilités d'exploitants en plan d'amélioration matérielle ou plan d'investissement (682 en 2008). Ce mode de collecte existe depuis 1976. Les exploitants du sous-échantillon III sont dans une phase de transformation de leur activité. Ils sont plutôt jeunes et plus endettés que la moyenne.

Le découpage en sous-échantillon renvoie à un mode de recrutement des exploitations du RICA, non à un

Tableau 2

Correspondance entre OTEX à 11 postes, à 17 postes et OTE européenne

OTEX ad hoc à 11 postes (pour le rapport RICA)		OTEX française à 17 postes	OTE européenne
Intitulés longs	Intitulés courts		
Grandes cultures	Grandes cultures	13 Céréales, oléagineux, protéagineux 14 Autres grandes cultures	13 14
Maraîchage, horticulture	Maraîchage, horticulture	28 Maraîchage 29 Fleurs et horticulture diverse	201 202 + 203
Vins d'appellation d'origine	Vins d'appellation	37 Vins d'appellation d'origine	311
Autre viticulture	Autre viticulture	38 Autre viticulture	312 + 313 + 314
Fruits	Fruits	39 Fruits et autres cultures permanentes	32 + 33 + 34
Bovins lait	Bovins lait	41 Bovins lait	41
Bovins élevage et viande	Bovins viande	42 Bovins élevage et viande	42
Bovins lait, élevage et viande	Bovins mixtes	43 Bovins lait, élevage et viande	43
Ovins, autres herbivores	Ovins, autres herbivores	44 Ovins, caprins et autres herbivores	44
Porcins, volailles	Porcins, volailles	50 Granivores 72 Polyélevage à orientation granivores	50 72
Polyculture, polyélevage	Polyculture, polyélevage	60 Polyculture 71 Polyélevage à orientation herbivores 81 Grandes cultures et herbivores 82 Autres combinaisons cultures-élevage	60 71 81 82

régime fiscal. Les exploitations du sous-échantillon II sont imposées au réel, mais également certaines exploitations du sous-échantillon III. Pour 2008, un comptage selon le mode d'imposition révèle que l'échantillon comporte en réalité 6 219 exploitations imposées au réel (soit, après extrapolation, 76 % des exploitations du champ RICA). Cette population représente, après extrapolation, 84 % de la surface agricole utilisée, 84 % des UTA et 91 % du produit brut du champ RICA.

Plan de sélection

L'échantillon RICA 2008 complet comprend 7 463 exploitations.

L'échantillon n'est pas « aléatoire » mais se fonde sur la méthode des quotas. Dans cette méthode, l'univers, connu à partir d'un recensement ou d'une enquête lourde, est découpé en strates fondées sur des caractères relativement faciles à observer et bien corrélés avec les variables étudiées. Des objectifs de collecte à atteindre sont déterminés pour chaque strate. Pour le RICA, ces strates sont des croisements des critères suivants :

- la région (22 régions en France métropolitaine),
- l'OTEX (orientation technico-économique des exploitations),
- la CDEX (classe de dimension économique des exploitations).

Pour chaque strate région/OTEX/CDEX, est défini un

nombre d'exploitations à sélectionner. Le taux de sondage croît avec la dimension des exploitations. On cherche à recruter relativement plus de grosses exploitations que de petites. Les services régionaux sont chargés de sélectionner des exploitations avec les offices comptables, en respectant ces quotas. Ils doivent également remplir les objectifs en terme de sous-échantillon I, II ou III (cf. plus haut le paragraphe « recrutement des exploitations ») qui leur ont été assignés.

La répartition des exploitations agricoles dans « l'univers » selon ces critères est connue par le recensement agricole, puis actualisée par les enquêtes sur la structure des exploitations agricoles. Pour l'exercice 2008, ce sont les résultats de l'enquête structure 2007 qui ont été utilisés.

Pondération

Par construction, ces taux de sondage (la proportion d'exploitations sélectionnées) diffèrent notablement selon les strates, notamment selon la dimension économique. On ne peut dépouiller l'enquête simplement, en considérant que chaque exploitation est équivalente à une autre. Il est indispensable de réaliser le dépouillement strate par strate, en affectant à chaque exploitation, une pondération. L'univers de référence pour l'exercice 2008, qui permet de calculer les taux de sondage des différentes strates du RICA est celui issu de l'enquête structure 2007.

Tableau 3
Champ du RICA et effectifs par CDEX en 2008

CDEX	MBS (en écus « 96 »)	UDE (unité de dimension européenne)	Hectares-équivalent-blé	Nombre d'exploitations dans l'échantillon définitif 2008	Nombre pondéré ¹ d'exploitations en 2008
1,2,3,4	Moins de 9 600	Moins de 8	Moins de 12 ha	Hors champ RICA	
5 et 6	de 9 600 à moins de 19 200	de 8 à moins de 16	de 12 ha à moins de 24 ha	140	10 027
7	de 19 200 à moins de 48 000	de 16 à moins de 40	de 24 ha à moins de 60 ha	1 219	99 785
8	de 48 000 à moins de 120 000	de 40 à moins de 100	de 60 ha à moins de 150 ha	3 223	135 289
9	de 120 000 à moins de 300 000	de 100 à moins de 250	de 150 ha à moins de 375 ha	2 458	70 394
10	300 000 et plus	250 et plus	375 ha et plus	423	10 514
TOTAL				7 463	326 008

1. Cf. ci-après le paragraphe « Pondération ».

Source : RICA 2008

Tableau 4
Caractéristiques générales des trois sous-échantillons en moyennes pondérées par exploitation en 2008

Sous-échantillon	Nombre d'exploitations dans l'échantillon définitif 2008	Âge de l'exploitant (en années)	Surface agricole utilisée (ha)	Dimension économique (en hectares-équivalent-blé)	UTA	Produit brut (en euros)
Sous-échantillon I	960	47	50	52	1,25	65 000
Sous-échantillon II	5 821	48	88	145	2,19	226 000
Sous-échantillon III	682	44	81	108	1,90	163 400
ENSEMBLE	7 463	48	80	123	1,98	188 900

Source : RICA 2008

Tableau 5 - Effectifs selon les orientations de production dans l'échantillon définitif du RICA en 2008

Orientation	Nombre d'exploitations dans l'échantillon	Nombre extrapolé d'exploitations	Nombre d'exploitations dans l'univers (champ RICA) Enquête structure 2007
Grandes cultures	1 896	74 540	74 540
Maraîchage, horticulture	386	9 659	9 659
Vins d'appellation d'origine	821	32 830	32 830
Autre viticulture	217	11 145	11 145
Fruits	349	9 120	9 120
Bovins lait	987	53 050	53 050
Bovins élevage et viande	691	39 657	39 657
Bovins lait, élevage et viande	234	8 519	8 519
Ovins, autres herbivores	392	19 217	19 217
Porcins, volailles	319	13 300	13 300
Polyculture, polyélevage	1 171	54 971	54 971
ENSEMBLE	7 463	326 008	326 008

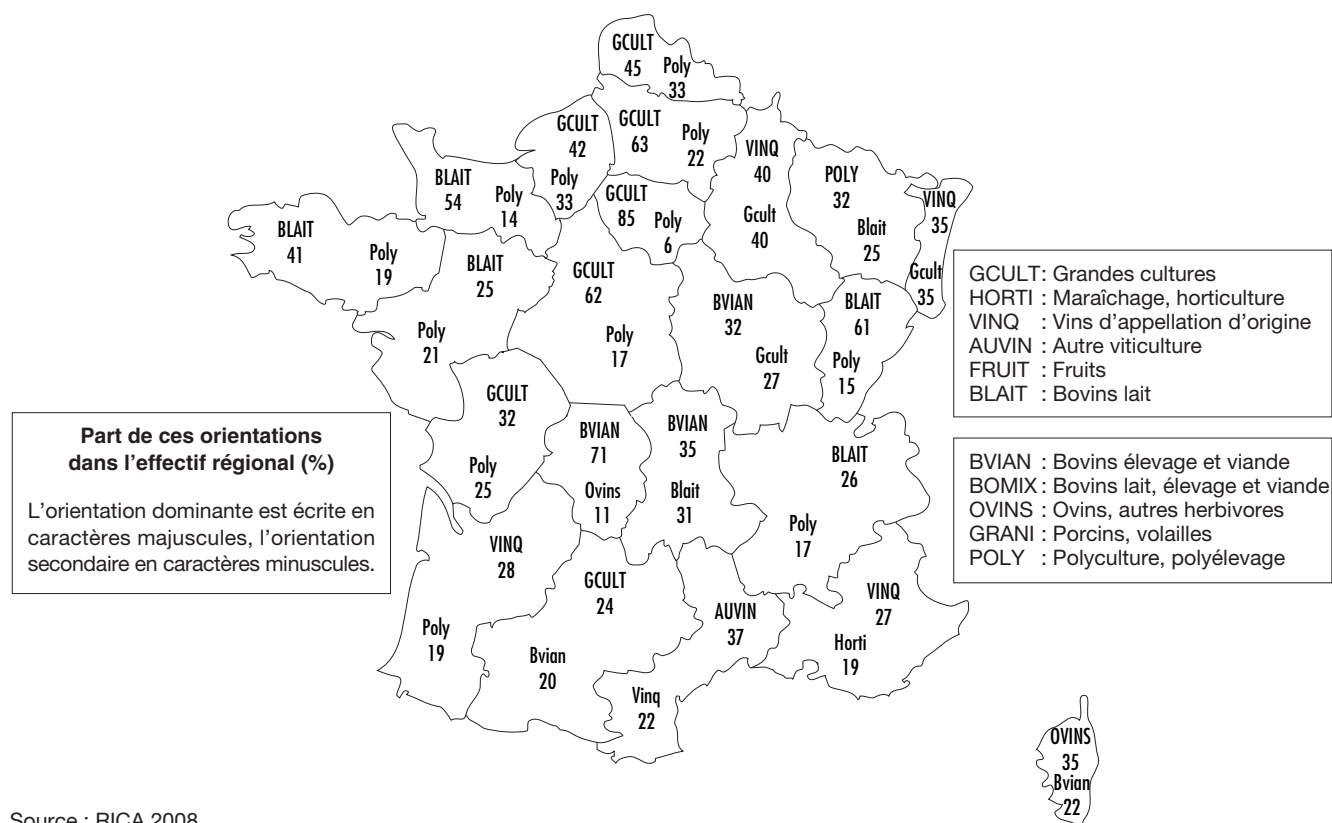
Source : RICA 2008

Tableau 6 - Valeurs extrapolées du RICA 2008 définitif selon les orientations

Orientation	Surface agricole utilisée extrapolée (en millier d'hectares)	Nombre d'unités-travail-année extrapolées (en millier d'UTA)	Produit brut extrapolé (en million d'euros)
Grandes cultures	8 754	124	15 776
Maraîchage, horticulture	66	41	2 465
Vins d'appellation d'origine	628	99	7 140
Autre viticulture	394	22	1 502
Fruits	270	39	2 017
Bovins lait	3 881	90	8 899
Bovins élevage et viande	3 661	54	4 087
Bovins lait, élevage et viande	928	16	1 831
Ovins, autres herbivores	1 594	29	1 872
Porcins, volailles	558	25	4 276
Polyculture, polyélevage	5 428	107	11 717
ENSEMBLE	26 163	646	61 581

Source : RICA 2008

Figure 1 - Orientations dominantes et secondaires selon les régions



Source : RICA 2008

Tableau 7
Effectifs selon les régions
dans l'échantillon définitif du RICA en 2008

Régions	Nombre d'exploitations		
	Dans l'échantillon	Extrapolé dans le RICA	Dans l'univers Enquête structure 2007
Île-de-France	210	3 745	3 955
Champagne-Ardenne	384	15 562	16 303
Picardie	273	9 513	10 160
Haute-Normandie	166	6 201	6 756
Centre	417	17 253	17 645
Basse-Normandie	235	13 406	13 847
Bourgogne	361	14 447	14 966
Nord-Pas-de-Calais	287	9 866	10 208
Lorraine	241	7 641	7 901
Alsace	201	5 952	6 188
Franche-Comté	223	6 175	6 416
Pays de la Loire	465	27 020	27 187
Bretagne	481	27 727	27 902
Poitou-Charentes	369	16 947	17 216
Aquitaine	553	26 582	26 915
Midi-Pyrénées	490	29 158	29 904
Limousin	226	9 423	9 658
Rhône-Alpes	474	23 715	24 190
Auvergne	379	16 770	17 002
Languedoc-Roussillon	426	17 555	17 649
Provence-Alpes-Côte d'Azur	437	12 366	12 471
Corse	165	1 443	1 569
FRANCE ENTIÈRE	7 463	318 468	326 008

Source : RICA 2008

Les informations régionales sont calculées à l'aide du jeu de coefficients de pondération régionaux. Ces coefficients ont une valeur inférieure ou égale à celle des coefficients nationaux (voir ci-avant le paragraphe « Pondération »). De ce fait, le nombre total d'exploitations obtenu en faisant la somme des régions est inférieur au nombre d'exploitations calculé par sommation des orientations de production, eux-mêmes basés sur des coefficients de pondération nationaux.

Tableau 8
Poids des régions

En %

Régions	Nombre d'exploitations		Surface agricole utilisée	Nombre d'UTA	Produit brut	RCAI ¹
	Échantillon	Extrapolé				
Île-de-France	2,81	1,18	2,01	1,37	1,96	2,33
Champagne-Ardenne	5,15	4,89	5,88	5,77	7,90	13,54
Picardie	3,66	2,99	4,73	2,91	4,71	6,23
Haute-Normandie	2,22	1,95	2,72	2,02	2,69	1,74
Centre	5,59	5,42	8,34	5,08	6,20	7,80
Basse-Normandie	3,15	4,21	4,56	3,87	4,35	3,77
Bourgogne	4,84	4,54	6,40	4,40	4,88	5,70
Nord-Pas-de-Calais	3,85	3,10	2,81	2,87	3,55	3,87
Lorraine	3,23	2,40	4,34	2,36	3,17	3,70
Alsace	2,69	1,87	1,06	2,07	1,77	1,95
Franche-Comté	2,99	1,94	2,49	1,61	1,68	1,58
Pays de la Loire	6,23	8,48	8,14	8,89	10,21	9,45
Bretagne	6,45	8,71	6,15	8,59	10,95	8,37
Poitou-Charentes	4,94	5,32	6,43	4,79	5,43	6,46
Aquitaine	7,41	8,35	4,75	9,63	6,95	3,98
Midi-Pyrénées	6,57	9,16	8,57	7,95	6,25	4,35
Limousin	3,03	2,96	3,27	2,37	1,75	1,34
Rhône-Alpes	6,35	7,45	6,06	7,81	5,47	5,12
Auvergne	5,08	5,27	5,52	3,96	3,23	2,65
Languedoc-Roussillon	5,71	5,51	3,25	5,92	3,50	2,10
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,86	3,88	2,04	5,34	3,14	3,68
Corse	2,21	0,45	0,46	0,42	0,25	0,27
FRANCE ENTIÈRE	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

1. RCAI : Résultat courant avant impôts.

Source : RICA 2008

Des modifications ont été apportées en 2005 au calcul des taux de sondage. Le découpage en strates faisait auparavant intervenir la notion de sous-échantillon. Il a été simplifié et repose maintenant sur les trois critères principaux, à savoir la région, l'OTEX et la CDEX.

Certaines strates ont en outre été regroupées, afin de remédier aux problèmes de représentativité de certaines catégories d'exploitations, et surtout d'éviter d'éventuelles valeurs extrêmes ou aberrantes du taux de sondage.

Ainsi, ont été regroupées sous le même critère, les exploitations des CDEX 5,6 et 7 d'une part, les exploitations des OTEX 50 et 72 d'autre part, enfin les exploitations appartenant aux OTEX 60, 71, 81, et 82.

Au total, on a 22 (régions) x 13 (OTEX) x 4 (CDEX) = 1 144 strates.

Toutes les exploitations d'une strate donnée sont affectées d'un coefficient de pondération que l'on calcule comme suit. On effectue d'abord, pour la strate considérée, le rapport entre le nombre d'exploitations de l'univers et le nombre d'exploitations de l'échantillon. Les fusions de strates explicitées plus haut permettent de pallier les éventuels problèmes de valeurs extrêmes du taux de sondage. Ce calcul donne un premier coefficient appelé coefficient de pondération régional.

Si l'on applique à toutes les exploitations de l'échantillon ce coefficient régional, on obtient un nombre total d'exploitations inférieur au nombre total fourni par l'univers (certaines strates étant plafonnées, d'autres non représentées dans l'échantillon - tableau 7). On va donc calculer un autre coefficient, appelé coefficient national d'extrapolation, en « dilatatant » le coefficient régional. Par une méthode de calage sur marge (procédure « Calmar » sous SAS), on modifie le poids du coefficient d'extrapolation régional, de manière à obtenir au final des marges régionales par OTEX et par CDEX égales à celles fournies par l'univers. Ce coefficient permet de se rapprocher au mieux de l'univers de référence.

Dans cette publication, on a utilisé le coefficient régional pour pondérer les données chiffrées régionales (cartes), et le coefficient national pour pondérer toutes les autres données chiffrées (qui concernent la France entière).

Évolutions annuelles

Dans cette publication, les résultats présentés en niveaux absolus pour l'année 2008 sont évalués sur l'ensemble de l'échantillon. En revanche, les indices d'évolution annuelle sont calculés sur échantillon constant. L'évolution pour 2008 correspond aux variations enregistrées entre le 31/12/07 et le 31/12/08 pour les variables de bilan, entre 2007 et 2008 pour les variables de flux, dans les exploitations communes aux fichiers 2007 et 2008 (échantillon de 6 639 exploitations). Les évolutions par OTEX sont établies en ne conservant dans l'échantillon constant que les exploitations ayant la même OTEX sur les deux années (échantillon de 6 295 exploitations). Les coefficients d'extrapolation retenus pour ces opérations sont réestimés à partir du coefficient national, de manière à se rapprocher le plus possible de l'univers de référence.

Les séries de long terme sont construites soit à l'aide d'échantillons complets (ensemble des exploitations de l'année, pour chaque année), soit à l'aide d'échantillons constants successifs, déterminés sur deux années consécutives. Dans ce cas, la valeur pour 2008 est fournie par le fichier 2008 total, mais les valeurs antérieures sont calculées en appliquant successivement les indices d'évolution annuelle à la valeur 2008. Cette méthode conduit à calculer des évolutions annuelles concernant des exploitations pérennes, en éliminant donc les effets dus aux variations d'échantillonnage, aux créations ou disparitions et, en ce qui concerne les évolutions par OTEX, aux changements d'orientation, les coefficients d'extrapolation utilisés étant les mêmes pour deux années consécutives.

Les indices d'évolution annuels sont calculés en valeur réelle, en les déflatant de la hausse du prix du PIB. Pour l'année 2008, celui-ci a augmenté de 2,49 %.

Plan, nomenclature, concepts et traitements comptables

L'arrêté interministériel du 11 décembre 1986 a approuvé le Plan comptable général agricole (PCGA) pour les exercices comptables ouverts après le 1er janvier 1987. Pour le RICA, dès l'exercice comptable 1987, les comptabilités ont toutes été tenues à l'aide de ce plan comptable.

Le PCGA a pris le relais du Plan comptable agricole de 1970, document approuvé par le Conseil national de la comptabilité et largement utilisé, mais sans base réglementaire. Il répondait à une volonté de satisfaire de nouveaux besoins : extension du régime du bénéfice réel, création de nombreux GAEC, Sociétés civiles d'exploitation agricole... Il visait par ailleurs à une plus grande harmonisation comptable pour l'ensemble des entreprises.

La nomenclature

La nomenclature du PCGA est celle du Plan comptable général adaptée à l'activité agricole.

Elle permet donc :

- de regrouper éventuellement les subdivisions des comptes ;
- de faire ressortir, à l'intérieur de chaque compte, les opérations de sens contraire à celles qui y sont normalement portées ;
- d'améliorer l'enregistrement des amortissements et des provisions.

Des comptes spécifiques à l'agriculture ont été créés aux niveaux qui s'imposaient dans la subdivision des comptes.

Les documents de synthèse

Les documents de synthèse doivent décrire :

- les performances réalisées par l'entreprise au cours de l'exercice : *Compte de Résultat*
- la situation patrimoniale et financière de l'entreprise à la clôture de l'exercice : *Bilan*
- tout fait important ayant influencé le patrimoine, la situation financière et les résultats : *Annexe*.

Outre ces trois documents obligatoires, l'entreprise peut établir :

- un tableau des soldes intermédiaires de gestion (voir ci-après),
- un tableau de financement de l'exercice.

Le compte de résultat

Les produits et charges y sont répartis en trois grandes catégories, selon qu'ils ont un caractère d'exploitation, financier ou exceptionnel. Cette distinction per-

met de calculer les résultats d'exploitation, financier et exceptionnel.

Les charges et les produits exceptionnels ne sont liés :

- ni à l'activité normale et courante de l'exploitation
- ni à sa gestion financière.

Le bilan

On distingue les actifs qui servent durablement à l'activité de l'entreprise (immobilisations) et les autres (actif circulant).

Les frais d'établissement sont désormais limités aux frais de constitution, de premier établissement et d'augmentation de capital.

Les animaux reproducteurs sont classés dans l'actif immobilisé mais font l'objet d'un traitement comptable simplifié semblable à celui des « stocks et en-cours ». Les autres biens vivants sont classés dans l'actif circulant en deux blocs suivant la durée de leur cycle de production (long ou court), de même que les en-cours de production.

Le résultat de l'exercice figure au passif, dans les capitaux propres. S'il s'agit d'un bénéfice, il est précédé d'un signe (+), dans le cas d'une perte, d'un signe (-).

Les effets à recevoir sont regroupés avec les créances dont ils sont l'objet et les effets à payer avec les dettes. Les comptes de régularisation sont alors limités aux produits et aux charges constatés d'avance et à répartir sur plusieurs exercices.

L'annexe

L'annexe est un document obligatoire qui complète et explique le compte de résultat et le bilan.

Elle comprend des tableaux chiffrés sur l'état :

- des immobilisations (entrées, sorties, virements de poste à poste) ;
- des amortissements (méthodes de calcul utilisées...) ;
- des provisions ;
- des échéances des créances et dettes à la clôture de l'exercice.

Elle comprend également des informations diverses concernant :

- le montant des engagements en matière de crédit-bail ;
- l'état des dettes garanties ;

Schéma des soldes intermédiaires de gestion

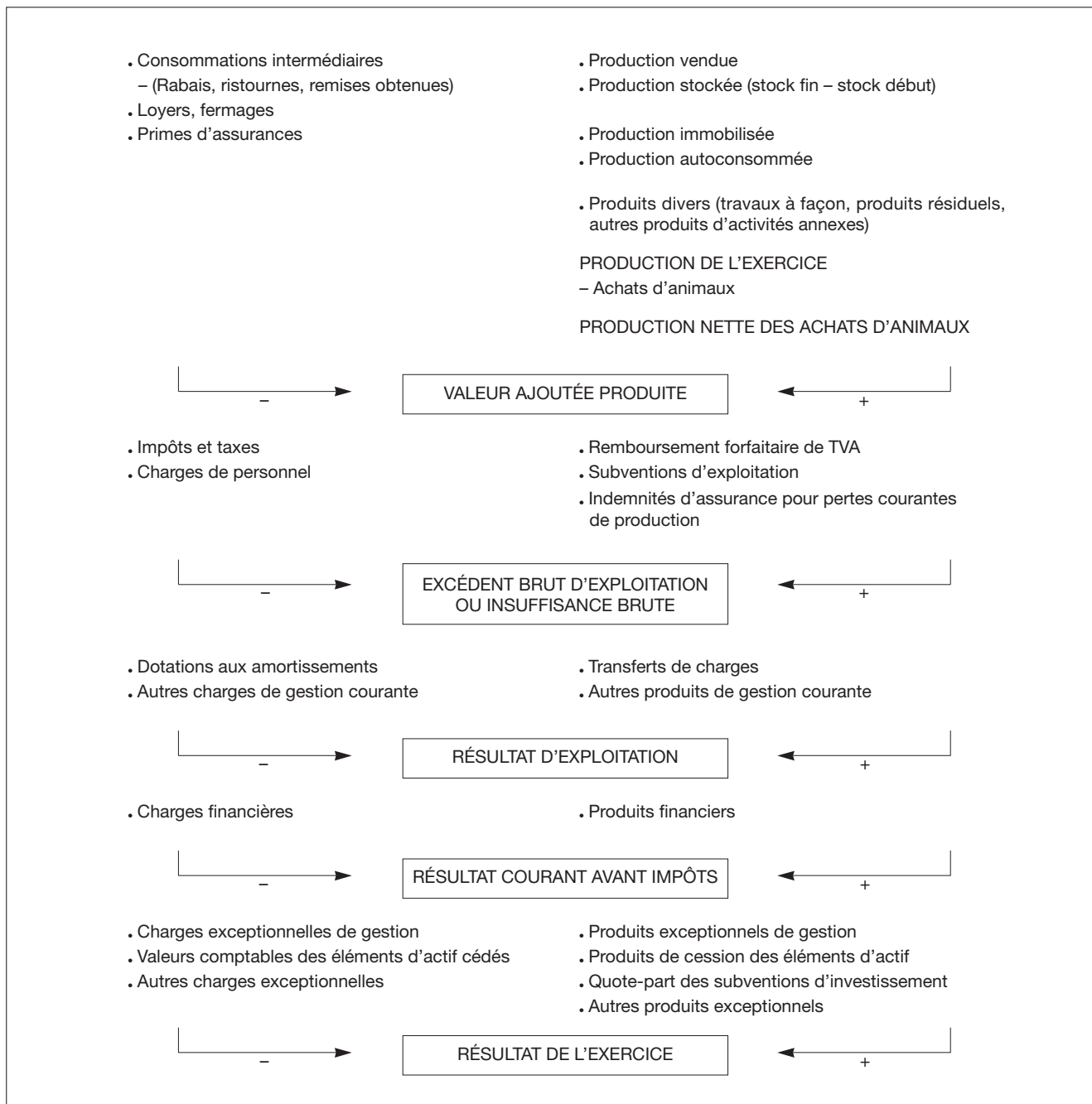


Schéma simplifié du bilan

ACTIF		PASSIF	
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations corporelles Immobilisations incorporelles Immobilisations financières	CAPITAUX PROPRES	Capital Réserves Résultat
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours Créances Disponibilités	DETTES	Emprunts et dettes financières Autres dettes
Comptes de régularisation ACTIF		Compte de régularisation PASSIF	

- des précisions sur la nature, le montant et le traitement des frais d'établissement ;
- produits à recevoir et charges à payer au titre de l'exercice ;
- produits et charges imputables à un autre exercice ;
- produits exceptionnels et charges exceptionnelles.

Les spécificités du RICA

La récupération de données comptables garantit la rigueur et l'homogénéité des concepts utilisés pour la collecte. Cependant, ces données comptables doivent être adaptées si l'on veut approcher la réalité économique d'une exploitation agricole. C'est pourquoi des instructions sont données afin que soient effectués les retraitements suivants :

- amortissement linéaire des immobilisations.
- réévaluation des immobilisations.
- retraitement des stocks : on interdit en particulier les décotes pour certains produits.
- retraitement des provisions (exploitations au bénéfice réel normal).
- inscription des terres au bilan.

Par ailleurs, des éclatements spécifiques sont demandés :

- ventilation des emprunts selon l'origine de l'organisme

prêteur et selon la destination économique de ces emprunts.
- affectation de certaines charges.

Cas de la réévaluation des immobilisations

L'opération de réévaluation du bilan est une phase importante du retraitement des données comptables. Elle a pour objectif de rendre comparables des immobilisations acquises à des dates différentes et d'obtenir des amortissements correspondant au coût de remplacement des biens.

Dans une comptabilité, les immobilisations sont appréciées à leur cours d'achat, puis amorties. Pour les besoins du RICA, ces postes sont réévalués chaque année en fonction de l'inflation. Cette réévaluation était effectuée depuis 1979 par les comptables qui majoraient d'un taux global chaque type d'immobilisations. Cela s'est révélé peu précis, notamment pour le poste foncier dont le prix évoluait à l'inverse des autres postes du bilan. À partir de 1987, les immobilisations sont réévaluées a posteriori en fonction des différents taux d'inflation de l'année pour chaque poste. À cette occasion, un rebasement a été effectué à l'ouverture du bilan 1987.

Lexique

Les termes en gras italique sont définis par ailleurs dans le lexique.

Les termes en italique désignent des variables explicitement recueillies dans le RICA.

Actif circulant :

Stocks et en-cours + valeurs réalisables + valeurs disponibles.

Actif immobilisé :

Immobilisations incorporelles + immobilisations corporelles + immobilisations financières.

Actif total :

Actif immobilisé + actif circulant + régularisation de l'actif.

Aides aux jachères :

Subvention versée pour compenser la mise en jachère d'une partie de la superficie en céréales, oléagineux et protéagineux (SCOP).

Amortissements :

Voir dotations aux amortissements.

Autoconsommation :

Ensemble des produits de l'exploitation consommés par l'exploitant ou les membres de sa famille.

Autofinancement :

Capacité d'autofinancement - prélèvements privés.

Besoin en fonds de roulement :

Voir Fonds de roulement (besoin en).

Capacité d'autofinancement :

Résultat de l'exercice + dotations aux amortissements – quote-part des subventions d'investissement virées au compte de résultat – plus-values sur cessions + moins-values sur cessions.

Capital d'exploitation :

Partie de l'*actif immobilisé* comprenant les *bâtiments (installations spécialisées et constructions), le matériel, l'outillage et les animaux reproducteurs.*

Capitaux permanents (après répartition des bénéfices) :

Capitaux propres + dettes à long ou moyen terme.

Capitaux propres :

Situation nette + subventions d'investissement.

Charges d'approvisionnement :

Engrais et amendements + semences et plants + produits phytosanitaires + aliments du bétail + produits vétérinaires + combustibles, carburants et lubrifiants + fournitures et emballages.

Charges courantes :

Charges d'exploitation + charges financières.

Charges exceptionnelles :

Valeur comptable des éléments d'actif cédés + charges exceptionnelles sur opérations de gestion + autres charges exceptionnelles.

Charges d'exploitation :

Charges d'approvisionnement + autres charges d'exploitation.

Charges d'exploitation (autres) :

Travaux par tiers, eau, gaz, électricité, eau d'irrigation, petit matériel, autres fournitures (y compris carburant à la pompe), redevances de crédit-bail, loyers et fermages, loyers du matériel, loyers des animaux, entretien des bâtiments, entretien du matériel, assurances, honoraires vétérinaires, autres honoraires, transports et déplacements, frais divers de gestion, autres travaux à façon et services extérieurs, impôts et taxes, charges de personnel, dotations aux amortissements.

Charges financières :

Intérêts + frais financiers.

Charges de personnel :

Rémunération du personnel salarié + charges sociales du personnel salarié.

Chiffre d'affaires :

Somme des produits sur ventes, travaux à façon, activités annexes, produits résiduels, pensions d'animaux, terres louées prêtes à semer, agritourisme, autres locations.

Classe de dimension économique des exploitations (CDEX) :

Classement des exploitations selon leur taille, fondé sur leur *MBS totale* (cf. annexe 2).

Consommations intermédiaires :

Charges d'approvisionnement, travaux par tiers, eau, gaz, électricité, eau d'irrigation, petit matériel, autres fournitures (y compris carburant à la pompe), redevances de crédit-bail, loyers du matériel, loyers des animaux, entretien des bâtiments, entretien du matériel, honoraires vétérinaires, autres honoraires, transports et déplacements, frais divers de gestion, autres travaux à façon et services extérieurs.

Découverts et intérêts :

Comptes de banques ou chèques postaux si créditeurs + intérêts courus à payer + concours bancaires courants (crédits de campagne, emprunts de trésorerie à court terme liés au cycle de production).

Dettes financières à court terme :

Emprunts bancaires à court terme (Crédit agricole et autres) + comptes financiers (banques, chèques postaux, intérêts à payer, concours bancaires).

Dettes financières à long ou moyen terme :

Emprunts à plus de 2 ans (Crédit agricole et autres).

Dettes non financières :

Avances et acomptes reçus des clients + dettes d'exploitation (fournisseurs, dettes sociales, État (TVA), dettes sur immobilisations, autres dettes) + produits constatés d'avance.

Dettes totales :

Dettes financières à court terme + dettes financières à long ou moyen terme + dettes non financières.

Dotations aux amortissements :

Constatation comptable d'un amoindrissement irréversible de la valeur d'un élément d'**actif immobilisé**, résultant de l'usage du temps, d'un changement technique ou de toute autre cause.

Le RICA retient la règle du calcul linéaire des amortissements.

Effectifs animaux exprimés en UGB (*unité-gros-bétail*) :

Résultat de la multiplication des effectifs moyens par un coefficient de conversion correspondant à chaque type d'animal.

Excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation (EBE)¹ :

Valeur ajoutée produite + remboursement forfaitaire de TVA + subventions d'exploitation + indemnités d'assurances – impôts et taxes – charges de personnel.

Excédent de trésorerie d'exploitation (ETE) :

Il exprime un flux effectif de trésorerie généré au cours de l'exercice par les opérations d'exploitation. Il est déterminé comme l'**excédent brut d'exploitation** diminué de la variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation et de la variation d'inventaire des animaux reproducteurs. Le besoin en fonds de roulement d'exploitation ne peut être qu'approché à partir du **besoin en fonds de roulement**. Si les dettes non financières sur immobilisations ont bien été déduites, les actifs circulants et dettes non financières se rapportant à des opérations exceptionnelles ne peuvent pas être isolées sur les fichiers du RICA.

Fonds de roulement (besoin en) :

Actif cyclique (stocks et en-cours, avances et acomptes versés aux fournisseurs, créances, valeurs mobilières de placement, charges constatés d'avance) – dettes non financières.

Dans une application plus rigoureuse du concept, les biens vivants et en-cours à cycle long serait à exclure du poste « actif cyclique », qui deviendrait donc « actif à cycle court », mais la nomenclature utilisée par le RICA ne le permet pas.

Fonds de roulement net :

Capitaux propres + dettes financières (sauf concours bancaires courants et découverts bancaires) – actifs immobilisés – charges à répartir.

Immobilisations corporelles :

Terrains et aménagements fonciers (foncier) + bois et aménagements forestier + plantations + constructions et installations spécialisées (constructions + matériel et outillage (matériel) + animaux reproducteurs + autres immobilisations corporelles.

Immobilisations financières :

Participation à des organismes professionnels agricoles + autres immobilisations financières.

Immobilisations incorporelles :

Frais d'établissement + TVA non récupérable sur les biens constituant des immobilisations + autres immobilisations incorporelles.

Indemnités d'assurance :

Indemnités perçues au cours de l'exercice au titre des productions animales ou végétales, à l'exclusion de celles perçues au titre d'immobilisations.

Indépendance financière :

Capitaux propres / capitaux permanents.

Intraconsommation :

Ensemble des produits de l'exploitation utilisés comme **consommations intermédiaires**.

Investissement :

Différence entre *acquisitions* et *cessions d'immobilisations (bâtiments et installations spécialisées, matériel et outillage, plantations réalisées au cours de l'exercice)*, augmentée de la différence entre *stocks de début et de fin d'exercice* pour les animaux reproducteurs. On notera que, pour les animaux, la notion d'investissement est extensive. Elle traduit non seulement les mouvements d'acquisition et de cession, mais aussi les effets de valorisation ou dépréciation de troupeaux. Encore appelé « investissement corporel hors foncier » dans les résultats antérieurs à 1993.

Investissement matériel et outillage :

Regroupe les investissements (acquisitions – cessions) en : *matériel de traction, de travail et de préparation du sol, d'épandage, de semis, de traitement, de récolte, de transport tracté, de manutention et de stockage, de conditionnement, d'emballage, de transformation, de chais, d'atelier ; gros outillage ; petits matériel et outillage (dans la mesure où ils ne sont pas comptés comme charges).*

Remarque : la valeur du matériel de bureau et du matériel de transport non tracté n'est pas retenue dans ce poste.

Investissement net :

Investissement – dotations aux amortissements.

Encore appelé « investissement net corporel hors foncier » dans les résultats antérieurs à 1993.

Investissement total :

Différence entre *acquisitions* et *cessions* pour l'ensemble des immobilisations réalisées au cours de l'exercice (y compris les **immobilisations foncières, incorporelles et financières**) augmentée de la différence entre *stocks de début et de fin d'exercice* pour les animaux reproducteurs (voir pour ceux-ci la remarque sur le poste « investissement »).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

Marge brute standard (MBS) :

Dans chaque exploitation, pour chaque spéculation, une MBS est calculée en multipliant le nombre d'hectares de surface ou le nombre de têtes de bétail par le coefficient correspondant au produit et à la région considérés. Les MBS s'expriment en écus, unités de compte européennes. Voir annexe 2.

MBS totale :

La MBS totale est obtenue en effectuant la somme des MBS des diverses spéculations et caractérise la dimension (et *la classe de dimension CDEX*) de l'exploitation. Les contributions relatives des diverses spéculations permettent de calculer l'**OTEX (orientation technico-économique)**.

Dans cette publication, le calcul des OTEX et CDEX repose sur les coefficients de MBS de 1996.

Nombre d'exploitations représentées :

Un jeu de coefficients d'extrapolation assure le passage de l'échantillon à l'ensemble des exploitations agricoles françaises ou « univers ». Ces coefficients sont calculés pour chaque combinaison de région, spécialisation, dimension et sous-échantillon.

Orientation technico-économique des exploitations (OTEX) :

Classement des exploitations selon leur(s) production(s) principale(s), fondé sur les **MBS** relatives des différentes spéculations pratiquées (cf. annexe 2).

Passif total :

Capitaux propres + dettes totales + régularisation du passif.

Poids des charges courantes :

Charges courantes / produit brut.

Prélèvements privés :

Solde des versements et des prélèvements, en espèces ou en nature, effectués par l'exploitant au cours de l'exercice.

Production brute :

Produit brut + intraconsommations.

Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)¹ :

Somme des **produits bruts élémentaires** (animaux, produits animaux, végétaux, produits végétaux, produits horticoles) et des produits issus de la **production immobilisée, des travaux à façon, de la vente de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme et des produits d'activités annexes.**

Production immobilisée :

Travaux effectués par et pour l'entreprise durant l'exercice et dont le montant doit être affecté à un poste d'**immobilisation**. Il s'agit de la contrepartie de montants enregistrés en **charges d'exploitation** qui doivent, en définitive, être inscrits en **immobilisations**.

Produit brut :

Somme de la **production de l'exercice (nette des achats d'animaux), des subventions d'exploitation, des indemnités d'assu-**

rance, des remboursements forfaitaires de TVA, des rabais, remises et ristournes obtenus, des autres produits de gestion courante, et des transferts de charge.

Le produit brut est un concept utilisé en économie agricole, qui associe d'autres ressources à la production de l'exercice, en particulier les subventions et les indemnités d'assurance. Cette notion est avant tout utilisée pour des besoins de gestion. Elle n'intervient pas dans l'enchaînement des soldes intermédiaires de gestion. Ceux-ci sont calculés à partir de la production de l'exercice.

Produits bruts élémentaires :

- Animaux

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation d'animaux**, diminuée des **achats d'animaux**.

- Produits animaux

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation de produits animaux**.

- Végétaux

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation de végétaux**.

- Produits végétaux

Somme des **ventes variations de stocks, autoconsommation de végétaux transformés**.

- Produits horticoles

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation de produits horticoles**.

Produits exceptionnels :

Produits exceptionnels de gestion + produits de cession des éléments d'actif + quote-part des subventions d'investissement + autres produits exceptionnels.

Remboursement forfaitaire de TVA :

Montant dû par l'État aux exploitations agricoles soumises au régime du remboursement forfaitaire en compensation de la TVA qu'elles ne peuvent pas récupérer.

Résultat courant avant impôts (RCAI)¹ :

Résultat d'exploitation + résultat financier. Dans le RICA, le RCAI est calculé avant déduction des **cotisations sociales de l'exploitant**.

Résultat exceptionnel :

Produits exceptionnels - charges exceptionnelles.

Résultat de l'exercice (bénéfice +, perte -)¹ :

Résultat courant avant impôts + résultat exceptionnel.

Résultat d'exploitation¹ :

Excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation + transferts de charges + autres produits de gestion courante - dotations aux amortissements - autres charges de gestion courantes.

Résultat financier :

Produits financiers - charges financières.

SAU (surface agricole utilisée) :

Terres labourables, terres en maraîchage ou sous-verre, terres florales, cultures permanentes, prairies et pâturages (y compris landes et parcours productifs, non compris les jardins familiaux).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

SAU en faire-valoir direct :

Superficies mises en valeur par le propriétaire, l'usufruitier ou par l'intermédiaire d'un salarié.

SAU en fermage :

Terres mises en valeur par une autre personne que leur propriétaire ou usufruitier, moyennant un contrat de location. La caractéristique du fermage est que la redevance est fixée à l'avance et indépendante des résultats de l'exercice.

SAU en métayage :

Terres mises en valeur par l'association entre le bailleur et le preneur (métayer) sur la base d'un contrat de métayage. La caractéristique du métayage est que la production annuelle est répartie entre bailleur et métayer selon une clé fixée à l'avance.

Situation nette :

Capital individuel initial + variations de capital initial + écarts de réévaluation.

SFP (surface fourragère principale) :

Cultures fourragères et prairies.

Stocks et en-cours :

Approvisionnements, stocks de produits, animaux circulants (non reproducteurs), avances aux cultures, autres en-cours, c'est-à-dire biens en cours de formation au travers d'un processus de production, et non susceptibles d'être commercialisés en l'état.

Subventions d'exploitation :

Sommes accordées à l'entreprise à titre gratuit par l'État, certaines collectivités publiques, ou éventuellement d'autres tiers, pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits normaux ou de faire face à certaines charges normales de l'exercice.

À partir de 1993, la règle du moment d'enregistrement des subventions a été révisée. Le principe général n'est plus celui de l'encaissement mais celui des droits et obligations, c'est-à-dire celui de l'enregistrement au moment où les créances attachées aux opérations sont certaines. Ce principe n'exclut pas des enregistrements selon le principe de l'encaissement dans le cas où le montant de la créance ne peut pas être estimé à la clôture de l'exercice.

Dans le RICA, les subventions sont classées de la façon suivante :

Aides nationales et communautaires

- Paiement unique (DPU)

- **Aides aux productions animales** : prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes, prime à l'abattage, autres primes bovines, primes à la brebis et à la chèvre, autres aides ovines, autres aides animales.

- **Aides aux productions végétales** : aides aux terres arables (jachères, céréales, oléagineux, protéagineux, chanvre, lin), aide à la culture du riz, aides aux cultures énergétiques, aides à la surface pour les fruits à coque, aides aux légumineuses à grain, secteur du vin, secteur fruits et légumes, autres aides aux plantes industrielles et autres aides au secteur végétal.

- **Autres aides nationales et communautaires** : aides directes pour compenser un handicap géographique (ICHN), aides directes pour compenser un accident climatique, aides agro-environnementales (prime herbagère PHAE par exemple), autres aides de l'État, à l'exclusion des subventions d'investissement telles que la DJA.

Aides locales et régionales

Celles-ci sont réparties entre les secteurs animal, végétal et les autres aides.

Subventions d'investissement (notamment subventions d'équipement) :

Sommes perçues en vue d'acquies ou de créer des immobilisations. Ces sommes sont échelonnées sur plusieurs années (ou « amorties »). La dotation aux jeunes agriculteurs (DJA) est une subvention d'équipement.

Tableau de financement :

Le tableau de financement décrit les flux de ressources et d'emplois affectant le patrimoine au cours de l'exercice. Les principaux flux de ressources durables sont la **capacité d'autofinancement** et les nouvelles **dettes financières** (nouveaux emprunts contractés à court, moyen et long termes). Les emplois stables les plus importants sont les **prélèvements privés**, le **remboursement des dettes financières** et les **acquisitions d'immobilisations**. Par différence entre les flux de ressources durables et les flux d'emplois stables, on en déduit la variation du **fonds de roulement**. En rapprochant la variation du fonds de roulement et la variation du **besoin en fonds de roulement**, on détermine la variation de **trésorerie nette**.

Taux d'endettement :

Dettes totales / passif total.

Taux de gel :

Jusqu'en 2005, il existait un taux de gel réglementaire, défini par jachère réglementaire / (surface COP déclarée + jachère réglementaire). La surface COP déclarée comprend les céréales (y c. le maïs-fourrage), oléagineux, protéagineux, plantes textiles éligibles aux aides. La jachère réglementaire comprend la jachère nue aidée et la jachère industrielle (cultures non alimentaires faites sous contrat). Depuis 2006, l'obligation de mise en jachère repose sur un autre mécanisme, l'activation des droits jachères.

Taux d'intérêt apparent :

Charges financières / dettes totales.

Taux de liquidité :

Actifs circulants / actif total.

Trésorerie nette :

Disponibilités (banques, chèques postaux, intérêts à recevoir, caisse) - crédits de trésorerie (concours bancaires courants, découverts bancaires).

UGB (unité-gros-bétail) :

Unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes. Par définition, 1 vache laitière = 1 UGB. Les équivalences entre animaux sont basées sur leurs besoins alimentaires, on a par exemple 1 veau de boucherie = 0,45 UGB, 1 brebis-mère nourrice = 0,18 UGB, 1 truie = 0,5 UGB. Les coefficients utilisés depuis 1995 diffèrent pour quelques catégories de ceux utilisés précédemment. Ils ont en effet été recalés sur les coefficients de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles.

UTA (unité de travail annuel) :

Travail agricole effectué par une personne employée à plein temps pendant une année. Une UTA = 1 600 heures.

UTANS :

Travail annuel effectué par une personne non salariée employée pendant une année.

Valeur ajoutée (VAHF) :

Valeur ajoutée produite + loyers et fermages.

Valeur ajoutée produite :

Production de l'exercice nette des achats d'animaux - consommations intermédiaires - loyers et fermages - primes d'assurance.

Valeurs disponibles :

Banques + chèques postaux + intérêts à recevoir + caisse et titres de placement.

Valeurs réalisables :

Avances et acomptes versés + clients + créances sociales + État + autres créances.

Variations de stocks de produits :

Variation d'inventaire (stock fin – stock début) des biens produits par l'exploitation : végétaux (en magasin et en terre), végétaux transformés, animaux (y compris animaux reproducteurs) et produits animaux (tels que lait, œufs...).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

Numéro 9 - septembre 2010

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Prix : 10,00 €

Agreste Les Dossiers



Numéro 9 - septembre 2010

Agreste Les Dossiers - n° 9 - septembre 2010

Résultats économiques des exploitations agricoles en 2008

Réseau d'information comptable agricole

Au sommaire :

Situation financière et disparité
des résultats économiques des exploitations

Agreste Les Dossiers - n° 9 - septembre 2010



MINISTÈRE
DE L'ALIMENTATION
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA PROSPECTIVE

12, rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 -
93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05
<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Composition : SSP Beauvais
Impression : SSP Toulouse
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1966-9755
© Agreste 2010